

En couverture : « Tsipras Chrístique »

ISBN : 979-1-0909060-4-4

Editions SENONEVERO, avril 2016

ARHIS, c/o Olivier Dumont, 3 rue de la Mare, 75020 Paris

senonevero@communication.net

<http://www.senonevero.net>

Theo Cosme

La Cigarette sans cravate

*Syriza, la dette, le boutiquier
et les luttes de classes en Grèce*



« La cigarette sans cravate qu'on fume à
l'aube démocrate »

Léo Ferré, *Ni Dieu ni maître*, 1964

POUR L'HEURE, l'histoire des luttes de classes en Grèce depuis 2008 est l'histoire de la suprématie du prolétariat sur le tempo des événements et de la dissolution de cette suprématie. Au cours de ces sept années, le prolétariat s'est trouvé rejeté à l'arrière-plan de la scène sociale et *politique*. Il tente chaque fois de revenir sur le devant dès que le mouvement semble prendre un nouvel élan, mais avec une énergie toujours déclinante et un résultat toujours moindre. Aussitôt que l'une des couches de la société placée au-dessus de lui est prise de convulsions, il s'allie à elle et partage ainsi toutes les défaites qu'elles subissent les unes après les autres.

Le prolétariat grec s'est retrouvé à l'arrière-plan de la scène sociale et politique à la suite d'une double défaite qui, chacune à une de ses extrémités, marque les limites du moment de la lutte de classe que nous vivons : les émeutes de 2008 ; le mouvement d'occupation des places de 2011. Dans les émeutes de 2008, pour le prolétariat, sa propre reproduction comme classe était l'objet de sa lutte contre le capital représenté par les instances et les institutions de la reproduction dans leur séparation d'avec la production¹ ; dans le mouvement d'occupation des places, son objet n'était plus que la distribution de la richesse et l'injustice faite au *peuple* grec. La crise était devenue celle de la légitimité de l'État, elle était devenue une

1. Voir Théo Cosme, *Les émeutes en Grèce*, Éd. Senonevero, 2009.

affaire se déroulant et se réglant dans les rapports de distribution et de façon politique.

LUTTE DES CLASSES ET POLITIQUE (DÉCEMBRE 2008 – HIVER 2011/2012)

Le tournant décisif des luttes de classes en Grèce se situe durant l'hiver 2011- 2012. De décembre 2008 à cet hiver là, entre ce que signifiaient les nuits d'émeutes et *l'illégitimité manifeste de la revendication salariale* face à l'intransigeance des mémorandums et autres trains de mesures, on voit se dessiner une conjonction et la possible apparition d'une dynamique qui ne soit pas une addition mais quelque chose à l'inventivité imprévisible². Le prolétariat domine alors le tempo des événements.

-
2. Dans le mode de production capitaliste issu de la restructuration des années 1970, la revendication salariale n'est plus légitimée du point de vue même de la classe capitaliste, comme elle avait pu l'être dans le processus conflictuel interne et largement national de l'accumulation appelée « fordiste ». La reproduction de la force de travail a été l'objet d'une *double déconnexion*. D'une part déconnexion entre valorisation du capital et reproduction de la force de travail, d'autre part, déconnexion entre la consommation et le salaire comme revenu. Pour la première, là où il y avait une localisation jointe des intérêts industriels, financiers et de la reproduction de la main-d'œuvre s'installe cette disjonction au travers d'un zonage en abîmes de l'espace de reproduction du capital que formalise l'extension mondiale des chaînes de production et de « création de valeurs ». Pour la seconde : non seulement la part salariale a diminué tendanciellement, mais la répartition des revenus au sein des salariés est devenue de plus en plus inégalitaire. Intégré dans l'ensemble du système financier, le crédit aux ménages vient suppléer à cette diminution, l'endettement est devenu aussi indispensable que le revenu pour vivre. Les plus pauvres ne sont pas oubliés comme nous l'a montré la crise des *subprimes*. C'est dans cette relation entre valorisation du capital et reproduction de la force de travail que nous parlons d'*asystémie* ou d'*illégitimité* de la revendication salariale. Le premier terme désigne la mécanique de la chose, le second, le vécu ou l'idéologie sous laquelle opèrent autant les luttes ouvrières que la réponse de l'État ou de la classe capitaliste. *Cette configuration que l'on peut considérer comme générale a atteint une violence extrême en Grèce où les Mémorandums et autres dispositifs affirment la chose dans toute sa brutalité.*

Les émeutes de 2008

Il y avait eu en prologue les grandes grèves de l'enseignement et des universités en 2006 et 2007, mais ce sont les émeutes de 2008 qui ouvrent le bal.

Le samedi 6 décembre 2008, vers 21h10, un garde spécial de la police tue par balle un jeune de 15 ans, Alexis-Andréas Grigoropoulos, de sang froid, dans une altercation ordinaire près de la place Exarchia, à Athènes. Dans la nuit même les émeutes commencent à Athènes et s'étendent à toutes les grandes villes de Grèce, elles dureront jusqu'à la fin du mois.

Face à la résistance aux dispositions prises par la classe capitaliste dans le domaine du travail, du salaire, de la protection sociale (santé, retraite...), de l'éducation, la police et l'armée sont le dernier mot de l'autoprésupposition du capital³. Si le principal résultat du procès

Mais cela signifie également que dans les luttes actuelles, dans l'activité du prolétariat, revendiquer et se heurter à sa propre existence comme classe comme étant la limite de son action de classe ne sont plus les termes d'une alternative, termes exclusifs l'un de l'autre. Cette intrication entre revendiquer et se remettre soi-même en cause comme prolétaires qui est caractéristique de ce cycle de luttes et qui se résume dans l'appartenance de classe comme limite générale de ce cycle, se retrouve de façon spécifique jusque dans la revendication par excellence : la revendication salariale. Dans le cours le plus trivial de la revendication salariale, le prolétariat voit son existence comme classe s'objectiver comme quelque chose qui lui est étranger dans la mesure où le rapport capitaliste lui-même le pose *en son sein* comme *un étranger*.

3. « Le procès de production capitaliste reproduit donc de lui-même la séparation entre travailleur et conditions du travail. Il reproduit et éternise par cela même les conditions qui forcent l'ouvrier à se vendre pour vivre, et mettent le capitaliste en état de l'acheter pour s'enrichir. Ce n'est plus le hasard qui les place en face l'un de l'autre sur le marché comme vendeur et acheteur. C'est le double moulinet du procès lui-même, qui rejette toujours le premier sur le marché comme vendeur de sa force de travail et transforme son produit toujours en moyen d'achat pour le second. Le travailleur appartient en fait à la classe capitaliste, avant de se vendre à un capitaliste individuel. Sa servitude économique est moyennée et, en même temps, dissimulée par le renouvellement périodique de cet acte de vente, par la fiction du libre contrat, par le changement des maîtres individuels et par les oscillations des prix de marché du travail. Le procès de production

de production c'est la reproduction du face-à-face entre le prolétariat et le capital, que de ce face-à-face découle *ipso facto* le premier moment de l'échange entre le capital et le travail (achat-vente de la force de travail) ne va pas de soi⁴. Partout la disciplinarisation de la force de travail face à un prolétaire redevenu, *en tant que prolétaire*, un pauvre, est pour la classe capitaliste à l'ordre du jour. Une crise de la reproduction se définit par le fait que le mouvement de l'autoprésupposition du capital, le double moulinet de sa reproduction (voir note 3), ne remet pas de lui-même chacun à sa place. Le rapport d'exploitation contient de façon immanente un rapport de domination directe, d'assujettissement et de contrôle social et policier, *un moment coercition*. La coercition ne se limite pas à la répression, elle inclut tous les processus sociaux et toutes les institutions par lesquels le prolétariat est constamment mis en situation par le capital de le valoriser. Mais si on prend le rapport de domination, d'assujettissement, pour l'ensemble du rapport d'exploitation, la partie pour le tout, on perd en route le rapport d'exploitation et les classes. Le moment de la coercition pris comme point de départ et posé comme la totalité du rapport de l'individu à la société sombre inéluctablement dans le point de vue de l'individu isolé, de la critique de la vie quotidienne, de la marchandise (en lieu et place du capital) et de la démocratie comme fausse communauté reliant les individus. C'est-à-dire que l'on a perdu la *structure* qui fait qu'il y a *individu isolé*, on se contente alors de partir de ce qui n'est qu'un résultat.

Dans certaines conditions et configurations de la lutte des classes, peuvent se développer des pratiques qui, *pour elles-mêmes*, se séparent des autres moments de l'exploitation. En Grèce, en 2008, la crise de la reproduction, la « panne d'avenir » (Mike Davis), ont désigné les catégories sociologiques qui en sont les acteurs (étudiants, lycéens, immigrés de la seconde génération, travailleurs précaires) et construit la catégorie sociale qui en est la synthèse : la jeunesse.

capitaliste, considéré dans sa continuité ou comme reproduction, ne produit donc pas seulement marchandise, ni seulement plus-value ; il produit et éternise le rapport social entre capitaliste et salarié » (Marx, *Le Capital*, Livre I, chapitre XXIII, Éd. Sociales, t.3, pp. 19-20).

4. On peut considérer que le rapport d'exploitation entre le travail et le capital contient trois moments : l'achat-vente de la force de travail ; la subsomption proprement dite du travail sous le capital dans le procès immédiat de production ; la transformation de la plus-value en profit et capital additionnel.

Étudiants sans avenir, jeunes immigrés, travailleurs précaires, ils sont des prolétaires vivant au quotidien la reproduction des rapports sociaux capitalistes comme coercition, coercition *incluse* dans cette reproduction parce qu'ils sont prolétaires, mais la vivant quotidiennement comme *séparée* et aléatoire (accidentelle et non nécessaire) par rapport à la production même. Ils luttent à la fois dans ce moment de la coercition comme séparé et ne conçoivent et vivent cette séparation que comme un manque de leur propre lutte contre ce mode de production. Directement dans le rapport au travail, être précaire ou travailleur migrant signifie qu'il faut travailler chaque fois que le patron en a besoin, accepter de faire des heures supplémentaires non rémunérées et d'être licenciés selon les aléas de la conjoncture. Cela signifie également être tabassé ou vitriolée⁵ à la moindre revendication ou même plainte. Être travailleur précaire ou migrant, c'est déjà vivre sous un régime de terreur et si l'on est un travailleur « grec-stable », la terreur du travail ce sont les « accidents » dont la multiplication suit l'intensification de l'exploitation. De façon absurde, le salaire et la reproduction de la force de travail tendent à devenir illégitimes pour le capital lui-même. C'est cela la crise de la reproduction, la « panne d'avenir ». C'est cela aussi, dans l'objectivité même du capital, la reproduction de son appartenance de classe devenant, pour le prolétariat, une contrainte extérieure dans le rapport même d'exploitation qui le reproduit comme classe et le lie indissociablement, en tant que classe, avec le capital.

La lutte est restée centrée sur la reproduction et le troisième moment de l'exploitation, les émeutiers grecs ne pouvaient pas faire grève, ils n'ont pas mis en avant, pour eux, une identité ouvrière, ils l'ont uniquement invoquée pour les autres. Attaquer le capital comme reproduction séparée et comme contrainte à la reproduction des rapports sociaux, c'est non seulement ne pas interrompre la production capitaliste, mais c'est aussi ne pas pouvoir envisager, même très hypothétiquement, l'expropriation du capital, l'emparement des éléments du capital productif et des éléments matériels de la reproduction sociale et des flux, pour ses propres buts avec toutes les limites et les ambiguïtés qui vont avec (autogestion...). Là était la base de sa force, mais aussi celle de sa *défaite*.

5. Le 22 décembre 2008, Konstantina Kuneva, une intérimaire du nettoyage en conflit constant avec ses patrons, a eu le visage brûlé à l'acide par un groupe mafieux.

Ces émeutes ont pu accomplir cette chose capitale de produire et de viser l'appartenance de classe comme contrainte, mais elles n'ont pu le faire et atteindre ce point qu'en se heurtant comme à leur limite à ce *plancher de verre* de la production. Et la façon (objectifs, déroulement des émeutes, composition des émeutiers...) dont ce mouvement a produit cette contrainte extérieure a été intrinsèquement définie par cette limite. Ce fut l'ambivalence de ce mouvement : la remise en cause de ce que l'on est non seulement part de ce que l'on est (ce qui va de soi) mais encore fait de ce que l'on est la catégorie *particulière* devant exprimer la dissolution *générale* des conditions existantes. Les émeutiers se sont, par leur propre pratique, remis en cause comme prolétaires dans leur lutte, mais ils ne l'ont fait qu'en séparant, dans leurs attaques et leurs objectifs, les moments et les instances de la reproduction sociale. *Reproduction et production du capital sont demeurées étrangères l'une à l'autre*. Le résultat de ce balancement ce fut le caractère minoritaire du mouvement et *finalement*, lors de son repli et de sa défaite, son auto-enfermement dans les quartiers d'Exarchia à Athènes et d'Ano Poli à Thessalonique. C'est l'attaque des institutions et des formes de la reproduction sociale prises pour elles-mêmes qui d'un côté l'a constitué et a fait sa force qui en a simultanément exprimé ses limites. Limites dont la manifestation empirique la plus évidente fut son impossibilité, par ce qui en a constitué sa force, à s'étendre. L'« appel » constant à être rejoint par la classe ouvrière dans la manifestation de son autonomie et de son auto-organisation était dans une contradiction évidente avec la remise en cause par le prolétariat de sa propre existence comme classe qui était alors en jeu. Comme la suite l'a montré, l'autonomie ouvrière a un long passé mais aucun avenir, si ce n'est les programmes gauchistes de retour à la drachme et de la nationalisation des banques. Malgré toute la sympathie populaire qui l'a entouré, il n'a jamais été un mouvement de masse. Ce fut une sympathie de spectateurs intéressés, mais de spectateurs. Le mouvement, par là-même, est demeuré à la périphérie de ce qui était ses objectifs mêmes : les institutions de la reproduction, ne les affectant jamais de façon déterminante, paradoxalement parce que c'était ses objectifs et sa raison d'être spécifiques.

Faute de pouvoir pratiquement attaquer la reproduction des rapports sociaux capitalistes à la racine, c'est-à-dire en tant que production de valeur et de plus-value, le mouvement a amalgamé production et circulation de la valeur (même si les blocages de la circulation semblent être demeurés symboliques) et a réduit, dans sa pratique, la reproduction des rapports sociaux à une attaque contre la normalité

de la vie quotidienne marchande. Mais ni l'école, ni la famille, ni la consommation, ni la politique, ni la prison, ne produisent les classes, ce ne sont pas là la matrice de la division sociale ce que supposent, pris pour eux-mêmes, le concept de domination et l'attaque même bien réelle de celle-ci. La lutte contre la domination prend pour objet la même fausse question qui fonde l'idéologie démocratique : comment des individus forment une société, quel est le ciment qui les tient ensemble, pour les uns dans une position dominante, pour les autres dans une position dominée ? La société devient un environnement de l'individu.

L'idéologie de la démocratie se fonde sur la question du « comment les individus *font* société ? » ; la proposition inverse « comment les individus *défont* la société ? » demeure alors une critique démocratique de la démocratie. *À la théorie du contrat, comme résultante de la diffusion de l'échange marchand, répond la critique de la vie quotidienne et de la normalité comme critique de l'intériorisation du fétichisme du capital.*

En tant que réponse policière, la réponse de l'État ne fut pas « à côté de la plaque », la réponse de l'État fut au niveau de ce contenu général. Le quadrillage policier semblable à celui d'une armée d'occupation est un avertissement donné à tout le prolétariat précaire et au-delà. La reproduction du face à face entre la force de travail et le capital devient une affaire de discipline. Le mouvement est battu par la police, mais la police était la réponse politique et sociale adéquate.

La revendication ouvrière

De 2009 au début de l'année 2012, ce sont les grèves et manifestations ouvrières qui marquent ensuite le tempo. Les deux jours de grève générale massivement suivie des 19 et 20 octobre 2011 sont la 20^e grève générale depuis le début des crises. Succession de grèves générales dans lesquelles la combativité s'épuise, mais qui signifie aussi le changement de statut de la revendication salariale dans la crise de cette phase de la subsomption réelle. De même qu'a disparu une *identité ouvrière* confirmée à l'intérieur de la reproduction du capital, de même la succession des plans d'austérité et des Mémoires signifie aux prolétaires qu'ils ne sont plus des interlocuteurs⁶. De conflictuelle, la revendication est devenue taboue.

6. La restructuration qui a accompagné la crise de la fin des années 1960 au début des années 1980 a été une défaite ouvrière, la défaite de

Avec la restructuration achevée au début des années 1980, toute la société tourne toujours autour de l'extraction de surtravail mais il n'y a plus d'identité ouvrière, de classe immédiatement repérable, massive, stable avec ses institutions syndicales et politiques, bref une identité ouvrière confortée dans la reproduction même du capital, reconnue en elle comme un interlocuteur légitime. Avec la fin de l'identité ouvrière, avec l'effondrement de toute perspective révolutionnaire programmatique d'affirmation de la classe y compris sous la forme de l'auto-organisation et de l'autonomie, c'est la centralité de la lutte de classe qui devient problématique. La restructuration a signifié la coïncidence de la production de plus-value et de la reproduction des conditions de cette production, ce qui signifie la coïncidence entre production et reproduction et corollairement la coalescence entre la constitution et la reproduction du prolétariat comme classe d'une part et d'autre part sa contradiction avec le capital. La contradiction entre le prolétariat et le capital a alors pour contenu essentiel son propre renouvellement qui embarque toutes les instances du mode de production capitaliste et la remise en cause par le prolétariat, dans sa contradiction avec le capital, de sa propre existence comme classe.

Dans ce qui définit le prolétariat, au plus profond de lui-même, comme une classe de ce mode de production *et rien que cela*, apparaît pratiquement et conflictuellement que son existence de classe devient pour le prolétariat la limite de sa propre lutte en tant que

l'identité ouvrière, quelles que soient les formes sociales et politiques de son existence (des Partis communistes à l'Autonomie ; de l'État socialiste aux Conseils ouvriers). Cette identité reposait dans sa totalité sur la contradiction qui se développe dans la première phase de la subsomption réelle (des années 1920 aux années 1960) entre d'une part la création et le développement d'une force de travail mise en œuvre par le capital de façon de plus en plus collective et sociale, et d'autre part les formes de l'appropriation par le capital, de cette force de travail, dans le procès de production immédiat, et dans le procès de reproduction. Situation conflictuelle qui dans le cycle de luttes se développe comme identité ouvrière, qui trouve ses marques et ses modalités immédiates d'appréhension dans la « grande usine » ; dans la dichotomie entre emploi et chômage, travail et formation ; dans la soumission du procès de travail à la collection des travailleurs ; dans les relations entre salaires, croissance et productivité à l'intérieur d'une aire nationale ; dans les représentations institutionnelles que tout cela implique tant dans l'usine qu'au niveau de l'État ; dans le bouclage de l'accumulation sur une aire nationale.

classe. C'est là le caractère central *actuel* de la revendication salariale dans la lutte des classes. Dans le cours le plus trivial de la revendication salariale, le prolétariat voit son existence comme classe s'objectiver comme quelque chose qui lui est étranger dans la mesure où le rapport capitaliste lui-même le pose *en son sein* comme *un étranger*. À plusieurs reprises, il rejoignit dans la violence contre l'État les émeutiers de 2008, comme le 5 mai 2010 où l'incendie d'une banque provoqua la mort de trois personnes.

La grève générale des 19 et 20 octobre 2011 fut un moment crucial, elle fut le point central de la période qui va de juin 2011 à février 2012 : le moment de bascule où le prolétariat perdit la maîtrise du tempo et quitta le devant de la scène au profit des classes moyennes et de l'alternative politique que cristallise alors Syriza dont le prolétariat partagera toutes les défaites.

À la mi-octobre, les poubelles s'entassaient depuis déjà 10 jours à Athènes, des maires de la périphérie étaient violemment pris à partie quand ils envisageaient de solliciter des entreprises privées pour faire le travail, les taxis manifestaient bloquant une ville déjà paralysée par une grève des transports qui avait commencé le 11. Tout au long de la semaine qui précéda la grève générale, dockers, marins, enseignants, salariés de l'ancien opérateur public de téléphonie OTE, douaniers, agents du fisc, journalistes s'étaient lancés dans des mouvements de grèves. Les ministères étaient occupés par leurs employés, jeudi 13, le ministre de l'Intérieur lui-même avait dû renoncer à une conférence de presse en raison de ces occupations. Plusieurs syndicats dont celui des chemins de fer avaient annoncé qu'ils quittaient le Pasok. Cette phase de luttes fut un moment crucial car moins de trois mois la séparaient de la fin de l'occupation des places mais pas de celle du « Mouvement des Indignés » que Syriza, sortant de son insignifiante marginalité commençait à capitaliser.

Les « Indignés » et la revendication ouvrière

Retour en arrière : le 25 mai 2011, lors d'une série de manifestations et de rassemblements dans différentes villes, des dizaines de milliers de personnes sont descendues dans la rue, demandant « le départ de tous les politiciens »⁷. À Athènes, environ 20 000 personnes

7. Pour cette présentation du « mouvement des Indignés », nous utilisons en grande partie le texte signé Rocamadur, paru dans *Sic 1* – novembre 2011 – sous le titre *Le mouvement des Indignados en Grèce*.

se sont rendues sur la place Syntagma (la place centrale en face du Parlement) ; à Thessalonique près de 5 000 personnes se sont retrouvées en face de la Tour blanche. De nombreuses personnes se sont rassemblées à Patras, Volos, Chania, Larissa et dans d'autres villes.

Lors de la première assemblée ouverte qui s'est tenue à Syntagma le 25 mai, la plateforme suivante a été adoptée, représentative de l'ambiance qui régnait parmi les manifestants :

- Tout politicien qui commet une injustice, toute personne qui ne respecte pas les revendications populaires, doit rentrer chez elle ou aller en prison.
- Leur démocratie ne peut ni assurer l'égalité, ni la justice.
- Nous ne pouvons pas nous contenter d'être des consommateurs ou des clients, nous devrions être de bons citoyens responsables.
- Nous devrions envisager la question de nos vies volées, et cela mondialement. Nous devrions nous lier à toute action semblable dans le monde.
- Ce n'est pas juste les politiciens qu'il faut blâmer, mais aussi nous tous, avec nos comportements individualistes.
- Nous devons prolonger de façon cohérente les révoltes arabes. Nous élever au-dessus des patries et des nations.
- Nous devons commencer à formuler des revendications. Pour que la politique change, pour que le gouvernement parte, donnons corps ensemble à nos propositions.
- Le système de santé publique s'effondre, il n'y a plus d'équipements disponibles, les gens dans les hôpitaux sont en danger, ils [les politiciens] nous abandonnent.
- La démocratie a débuté ici, à Athènes. La politique n'est pas quelque chose de mauvais. Pour l'améliorer, reprenons-la en main.
- Les problèmes sont communs et sont ce qui nous unit. Nous ne devrions pas avoir de banderoles [politiques] ou nous laisser diviser par nos choix.
- Le peuple espagnol nous a donné l'idée et le coup d'envoi. Nous devons nous coordonner avec le Sud frappé par la dette, nous devons nous mobiliser. Le peuple espagnol nous a montré la voie.
- Ils dénigrent les fonctionnaires, les enseignants, les professeurs, les docteurs. La justice, ce n'est pas les 500 € [de salaire]. Ils nous ôtent toute dignité.
- La Grèce est au bord du gouffre et l'argent du pays est déjà à l'étranger. Ils nous ont volés et ils le font encore.

Pendant plus d'un mois plusieurs milliers de personnes se sont rassemblées sur la place Syntagma tous les jours. La place était occupée 24h/24, mais le gros des manifestants ne faisait son apparition que le soir, après le travail. C'était aussi le moment où les assemblées avaient lieu. Le week-end, le nombre des manifestants croissait, culminant à des centaines de milliers le 5 juin. C'était une foule variée, interclassiste, de travailleurs (pour une grande partie des travailleurs du secteur public), de chômeurs, d'étudiants, de retraités, d'auto-entrepreneurs, de commerçants et autres petits-bourgeois. La géographie sociale de la foule prenait aussi une expression spatiale à Syntagma : la composition sociale de la « partie haute » de la place, près du Parlement, était bien plus petite-bourgeoise – c'est là qu'on trouvait la majorité des drapeaux grecs et quelques groupes de droite ou d'extrême-droite – alors que dans la « partie basse », la présence de jeunes étudiants, de travailleurs et de chômeurs était bien plus importante. Il est intéressant de noter que les jeunes lycéens, les immigrés et les « lumpen » prolétaires, qui avaient pris part aux actions les plus offensives des émeutes de décembre 2008, étaient peu présents. Toutefois la composition plus élargie du mouvement et son caractère plus massif indiquaient l'aggravation de la crise sociale généralisée depuis 2008. De plus, contrairement à décembre 2008, la présence quotidienne de cette foule bigarrée dans le centre d'Athènes et dans d'autres villes n'a pas vraiment interrompu les « affaires courantes ». Elle était loin de perturber réellement la distribution des marchandises et la circulation du capital, sans parler de la production. Le mouvement n'a pas produit de remise en cause des rôles sociaux dans la division du travail : les avocats participaient à des comités cherchant à remettre en cause la légitimité du programme d'austérité, les médecins offraient leurs services gratuitement, les chômeurs nettoyaient la place et les sans-abri étaient contents de trouver un substitut temporaire à la charité.

Dès le début du mouvement d'occupation, les divergences entre la partie « haute » et la partie « basse » de la place étaient évidentes. La partie « haute » était principalement composée d'éléments petit-bourgeois menacés de disparaître (c'est-à-dire, de tomber dans la classe prolétaire) à cause de l'augmentation massive des taxes, de l'inflation⁸ et des directives européennes telles que la fin de la pro-

8. Entre 1973 et 1994, chaque année l'inflation a été supérieure à 10% (et 7 fois supérieure à 20%). Durant les années 2000 les taux, oscillant entre 2,9% et 4,2%, ont toujours été supérieurs à la moyenne de l'Union

tection pour certaines professions. La récession était en train de laminer le petit commerce. Un tiers des 165 000 commerces athéniens avaient déjà mis la clé sous la porte. Dans la « partie basse », on pouvait voir un grand nombre d'étudiants, de travailleurs et de chômeurs qui étaient confrontés à des coupes budgétaires et à la privatisation/commercialisation des services publics, entraînant une réduction supplémentaire de leurs revenus (qu'ils soient directs ou indirects) et des opportunités d'emploi dans le secteur public. Ces manifestants de la « partie basse » prenaient part aux assemblées, alors que la plupart de ceux de la « partie haute » partaient à 21 heures, au moment où l'assemblée commençait.

Le conflit entre les intérêts de classes des « occupants » était tempéré par le fait que le « Mémoire » signifiait une détérioration directe des conditions de vie pour tous, la création d'un impôt immobilier payable sur la facture d'électricité en était la mesure emblématique. Ils ont cohabité pour un temps sous le couvert de la démocratie et du nationalisme (même si pour les uns et les autres le nationalisme ne signifiait pas la même chose)⁹ et l'on a pu assister à la scène étrange du 15 juin, où des anarchistes et des militants d'extrême-droite jetaient ensemble des pierres sur la police. Le retour de la violence prolétarienne le 15 juin et la répression policière qui s'ensuivit remirent momentanément à l'avant-scène le caractère de classe du conflit. Cela entraîna une réduction graduelle de l'ampleur du mouvement et de la présence de ses éléments petit-bourgeois. Le sentiment qui régnait par rapport à la violence se mit à changer. Des voix s'élevèrent contre les appels pacifistes de la bureaucratie de gauche même quand les affrontements s'intensifièrent pendant les deux jours de la grève générale. Dans la « partie basse » de Syntagma, des groupes tels que « l'Assemblée des travailleurs et des chômeurs » ainsi que d'autres tendances remettaient de plus en plus en question la domination des nouveaux bureaucrates. L'attitude de tolérance envers les partisans de droite, d'extrême-droite ou envers les fascistes fut alors remplacée par des attaques physiques ou verbales. Pendant la manifestation du 28 juin, les groupes fascistes sont tabassés. Après

Européenne. Pendant les années de la crise et des Mémoires on a enregistré 1,2% en 2009, 4,7% en 2010, 3,3% en 2011, 1,5% en 2012 et finalement -0,9% en 2013 et -1,3% en 2014.

9. Pour la gauche radicale partidariaire ou sociale, il s'agit de l'alliance nation-démocratie-travailleur. Ces deux nationalismes peuvent bien sûr se rencontrer et parfois fusionner.

le 29 juin, un sentiment dominait : tout le monde devait choisir son camp : « Avec nous ou avec la police ? » Même la confédération syndicale représentant les travailleurs du service public appela le 30 juin à une manifestation « contre la répression du mouvement des travailleurs ».

Contrairement à l'Espagne, le mouvement grec est né à la veille d'une confrontation attendue — autour d'un nouvel ensemble de mesures d'austérité — à l'intérieur d'une crise sociale majeure parfaitement incarnée par le « Mémoire ». Il avait donc trouvé une cible concrète : le « Programme économique à moyen terme » ne devait pas être voté, « Nous ne devons rien — nous ne vendrons rien — nous ne payerons rien ».

La lutte de classe change de terrain

« À l'exception de quelques rares chapitres, chaque période importante des annales de la révolution de 1848 à 1849 a pour titre : Défaite de la révolution ! »

(Marx, *Les Luttes de classes en France*)

Mais cette confrontation se coula conflictuellement dans ce qui était devenu la couleur dominante. La « démocratie réelle » était la manifestation de la crise de la représentation et de la politique, c'était une critique démocratique de la démocratie, c'est-à-dire une critique politique de la politique. Les luttes de classes étaient en train de changer de signification.

Diverses assemblées ouvertes furent créées, au départ sur les places centrales et ensuite dans divers quartiers d'Athènes. Ces dernières constituaient en partie une revitalisation des assemblées locales qui étaient apparues durant les émeutes de décembre 2008 et en partie une tentative plutôt infructueuse d'imposer une direction centrale à des assemblées locales qui étaient déjà actives, comme dans le cas du quartier athénien de Vyronas. Mais le « dépassement » politique de la politique non seulement créa une nouvelle bureaucratie (députés – ex ou non -, militants de gauche, responsables syndicaux, membres de conseils d'arrondissement, journalistes de la gauche nationaliste, artistes « engagés ») mais encore *déplaça le terrain des luttes*.

Le mouvement des Indignés avait naturellement promu comme leaders les têtes d'affiche de Syriza et celles des partis/groupes de gauche extraparlamentaire. Coalition rapidement amère, mais coalition tout de même.

Tout cela était un terrain favorable à la formation d'une nouvelle caste politique. Cette caste était liée à la propagation de l'idée de l'existence et du développement des assemblées — qualifiées d'« ateliers de démocratie » — comme une fin en soi. Tout pouvait être discuté tant que cela ne remettait pas en cause la démocratie et donc les assemblées elles-mêmes, tant que l'on ne disait pas que la démocratie, la vraie, la seule, c'est celle que nous avons. Mais qui veut et peut être contre la démocratie ? Personne n'est contre la démocratie. La révolution communiste ne sera pas « contre la démocratie » mais dans son cours, son accomplissement, nous verrons pratiquement que l'on s'en passe et qu'elle était nécessairement une forme politique inhérente à l'État, parce que ce qui disparaîtra c'est l'idée de totalité, de la transformation du particulier en universel.

Le discours « démocratique réel » suppléa à la quasi absence d'actions pratiques de la part du mouvement « Indignés ». Mis à part les trois jours de grève générale du mois de juin et les attaques spontanées contre des politiciens ici et là qui ont eu lieu pendant un certain temps, manifestant une rage diffuse, accumulée, chez la classe ouvrière et les couches moyennes et petites-bourgeoises paupérisées (ce qui n'est pas synonyme de « prolétarisées »), il n'y a pas eu d'actions d'envergure organisées par les assemblées, que ce soit l'assemblée centrale ou les assemblées locales, ou même par des regroupements informels de manifestants (à l'exception de quelques interventions organisées par le « Groupe des travailleurs et des chômeurs » dans les Pôles emploi). Même le sabotage à deux reprises des distributeurs de billets de la station de métro de Syntagma fut organisé par le collectif « Je ne paye pas », qui existait avant les rassemblements sur les places. La bureaucratie des assemblées fit de son mieux, sans trop de mal, pour bloquer de telles actions quand quelques velléités apparaissaient.

Un point central du démocratisme du mouvement fut la condamnation de la violence prolétarienne. Pour la « démocratie réelle », la violence c'est l'État et y répondre c'est entrer dans son jeu, elle se propose, quant à elle, de résoudre les conflits de manière civilisée et non-violente. Les prolétaires sont traités injustement, mais cela ne tiendrait pas à une contradiction constitutive du monde existant : l'exploitation. La démocratie réelle ne voit pas des classes, mais des citoyens pauvres dont les droits, la parole et la dignité sont bafoués.

C'était un changement de signification, de terrain et d'acteurs dominants qui était en train de se produire. Ce glissement se déroula en quelques mois et n'alla pas sans heurts, ni conflits n'appa-

raissant pas forcément comme tels sur le moment. La confrontation avec la police du 15 juin mena aux importants affrontements des 28 et 29 juin 2011 lors des deux jours de grève générale. Non sans heurts, *le caractère de classe des luttes, la prédominance du prolétariat commençaient à s'enchaîner dans la contestation politique*. Dans la rue, à ce moment là, le « Mouvement des Indignés » était pratiquement mort parce qu'il avait trouvé son avenir dans les urnes (Syriza passe de 4,5 % des voix aux législatives d'octobre 2009 à 26,8 % à celles de juin 2012), et il avait trouvé sa raison d'être dans la nation à sauver : « Pas de drapeaux si ce n'est le drapeau grec ». Comme le disait alors un universitaire de gauche (Panagiotis Sotiris) : « Même l'utilisation massive de drapeaux grecs dans les rassemblements, une pratique interprétée faussement par des sections de la gauche comme étant «nationaliste», est une expression d'un besoin de souveraineté populaire, de cohésion sociale et de dignité sociale et collective. »

« Pour tenter d'interpréter la nationalisation du mouvement grec, nous devons prendre en compte : a) la structure sociale (petite bourgeoisie surreprésentée) et l'histoire de la lutte de classe en Grèce (mouvement de libération nationale pendant l'occupation allemande de la Seconde Guerre mondiale, la guerre civile, la dictature récente, longue de sept ans, que la gauche considère avoir été imposée par l'Amérique) qui a provoqué et maintenu d'importants réflexes anti-impérialistes dans la société grecque ; b) le fait que les mesures d'austérité soient perçues comme étant imposées par les pouvoirs/intérêts étrangers. Cela provient de cette erreur qui consiste à analyser la domination du capital (financier dans une large mesure), par nature international, comme une domination de nations étrangères plus puissantes et de leurs intérêts sur «notre» État souverain et son peuple. Elle se manifeste dans l'illusion selon laquelle la sortie de l'État grec de la zone euro pourrait permettre un développement durable qui correspondrait aux intérêts et aux besoins du peuple grec ; c) le fait que ces deux points soient liés à la position de l'État grec dans la hiérarchie mondiale des nations capitalistes (on a vu la présence de drapeaux nationaux en Égypte comme en Grèce – même s'ils ne sont pas aussi prédominants en Grèce qu'en Égypte¹⁰); d) la crise migratoire en Grèce, dans un contexte d'accroissement de la population surnuméraire. Cette crise

10. Si l'on en n'a pas vu en Espagne c'est que l'Espagne a un problème avec son drapeau *national* et ses *nationalismes* (nda).

n'est qu'une partie d'une crise migratoire à l'échelle européenne et, en fin de compte, à l'échelle mondiale. » (Rocamadur, *op.cit.*)

Durant les jours de grève générale de la fin juin 2011, le conflit central était encore entre la classe ouvrière et l'État mais il avait maintenant tendance à prendre les couleurs des « Indignés ». Les occupations de places (en particulier Syntagma) ont localisé ce conflit, elles lui ont fourni un espace à défendre, mais en contrepartie elles ont empêché la diffusion des affrontements dans tout le centre d'Athènes.

Le 15 juin, la manifestation athénienne était énorme (autour de 200 000 personnes). La « partie haute » de la place Syntagma, plutôt petite-bourgeoise, et les tendances nationalistes de droite étaient présentes. Les affrontements avec la police ont duré quelques heures et ont été soutenus par un grand nombre de manifestants, une partie d'entre eux y prenant part de façon active. Le nombre de manifestants était si élevé que la police avait du mal à contrôler la situation, même si très peu de gens étaient équipés adéquatement pour se battre. Il se dégageait une sensation impressionnante de solidarité et de détermination parmi les manifestants. Les slogans les plus présents jusqu'alors, comme « Voleurs » ou « Tous les politiciens doivent partir » avaient laissé place à d'autres, contre la police et contre l'État. Le 15 juin marqua une rupture avec le discours pacifiste, non-violent, des « indignés ». Si la forte répression avait détruit les illusions de bien des « indignés », et si à partir de ce moment les appels pacifistes de la « bureaucratie gauchiste » commencèrent à résonner de façon de plus en plus grotesque, c'était le conflit de classe qui était dans une impasse. Le 16 juin, le gouvernement Pasok de Papandréou avait proposé la création d'un gouvernement d'union nationale et le remaniement du conseil des ministres montra clairement qu'il n'y aurait aucune négociation sur les nouvelles mesures d'austérité et les Mémoires.

Le 28 juin, au premier jour de la grève générale de quarante-huit heures et au moment où commençait le processus de vote du « Programme économique à moyen terme » au Parlement, les manifestants étaient bien moins nombreux (20 000 à 30 000), et la composition sociale beaucoup plus restreinte. Étaient là les fractions prolétariennes les plus militantes. Déjà, les jours précédents, les rassemblements sur la place Syntagma s'étaient réduits et étaient moins animés qu'auparavant, et tout le monde sentait que la grève générale de quarante-huit heures serait non seulement le violent dénouement du mouvement des Indignés dans sa forme présente,

mais aussi et surtout la fin des luttes de classes dans leur forme et leur contenu depuis 2008. Le 29 juin, il y avait de 40 à 50 000 manifestants. Au départ, ils essayèrent d'empêcher les députés d'entrer dans le Parlement, sans succès. Ensuite, après que le gros des manifestants eut été attaqué par la police, plusieurs petits groupes prirent part à des affrontements à différents endroits de la zone qui entoure le Parlement et l'Université d'Athènes. À ce moment-là, la tactique de la police consista clairement à évacuer la place et à mettre fin à l'occupation. Le conflit social pouvait changer de terrain et dans ce changement « résoudre » les contradictions existantes à l'intérieur du « Mouvement » que la concomitance avec les journées de grève générale avait fait éclater.

C'était la fin d'une phase. Sur les trois jours de grève générale, il y eut très peu de destructions matérielles : c'était principalement la police qui était visée. À certaines occasions, des manifestants essayant d'attaquer des hôtels de luxe et des banques furent hués par les autres, très peu de cocktails Molotov ont été utilisés. Il régnait un sentiment de défaite et de déception depuis que le « Mémoire » avait été voté et qu'il semblait qu'on ne puisse plus rien y faire.

Le mouvement des Indignés en Grèce fut un mouvement massif et interclassiste et, dans ses conflits, il a signifié le changement de période des luttes de classes en Grèce. Au contraire, les émeutes de décembre 2008 avaient été le fait d'un mouvement minoritaire, avec en première ligne des lycéens, des jeunes précaires et des immigrants – c'est-à-dire, ceux par excellence qui n'ont pas d'avenir. En 2011, le nombre important des manifestants et leur diversité était révélateur d'une profonde crise sociale qui touche de larges pans de la population, prolétaires ou pas. On peut avec raison parler de mouvement « interclassiste ». Mais cette caractérisation pour juste qu'elle soit laisse de côté un phénomène qui n'est pas sans conséquence. L'interclassisme nous donne la vision d'une juxtaposition d'éléments divers participant à un mouvement commun malgré leurs divergences. Ce que masque cette appellation c'est que, dans certaines circonstances, l'interclassisme n'est pas que juxtaposition, mais aussi création d'un nouveau sujet qui se comprend lui-même comme unifié : *le peuple*. Réponse idéologique à une situation particulière, mais réponse qui apporte des perspectives vraisemblables aux questions du moment et sous laquelle opèrent des pratiques tout à fait concrètes. Le discours démocratique du mouvement fut une réponse *populaire* au nouveau cours que prenait la crise, elle fut une réponse *politique*.

Le vote d'un nouveau plan de mesures d'austérité et la perspective « inéluctable » d'un nouveau Mémoire ont fourni au mouvement une cible spécifique, une revendication, une raison de lutter. Dans le rapport entre les « Indignés » et les grèves générales, le conflit *social* entre la classe ouvrière et l'État lançait ses derniers feux, tandis que prenait corps une perspective d'alternative politique qui retravaillait dans ses termes propres toutes les caractéristiques de la crise en cours. Cela provoqua un changement dans les dynamiques internes du mouvement des Indignés, et, en même temps, désigna à quel moment il devait se terminer. Finalement, comme mouvement de rue, le mouvement fut vaincu, mais cette défaite fut la condition de sa victoire sur le terrain qui était le sien : la politique, le citoyen, le vote.

La classe ouvrière quant à elle fut vaincue deux fois, la première en 2008, la seconde entre l'été 2011 et l'hiver 2011-2012. La période se clôt le 12 février 2012. Pendant que les députés votaient encore de nouvelles mesures d'austérité, Athènes brûlait à la suite d'une grande manifestation hostile au nouveau Mémoire alors que la énième grève générale n'avait connu qu'un faible succès. La classe moyenne éduquée put pleurer sur les cendres du cinéma *l'Attikon*. La classe ouvrière fut vaincue aux deux extrémités liées de ce cycle de luttes : dans sa remise en cause comme classe ; dans l'acceptation populaire du capital comme étant toute sa réalité, toute son existence.

Dans la double défaite de 2008 puis de 2011, il y eut une grande absente dont l'absence passa même inaperçue : l'autonomie ouvrière. Toutes les conditions de la lutte de classe, ses enjeux, la nature de ses acteurs signifiaient son obsolescence. Il n'y avait plus d'identité ouvrière confirmée dans la reproduction du capital sur quoi se fondait l'autonomie ouvrière, il y avait une illégitimité de la revendication ouvrière, il y avait une classe qui contre le capital se remettait elle-même en cause, il y avait des Assemblées « autonomes » qui viraient rapidement à la pratique alternative.

« L'autonomie ouvrière » se présentait comme le dépassement des rapports capitalistes par les luttes autonomes, auto-organisées, prolétariennes. Si personne ne peut songer à dire « ne nous auto-organisons pas, ne soyons pas autonomes », il n'empêche que l'auto-organisation n'est pas une simple forme, elle est un contenu, mais ce contenu ne peut pas renverser les rapports capitalistes. Il est vrai que quand le prolétariat s'auto-organise, quand il manifeste

dans les luttes son autonomie, il rompt avec sa situation antérieure, mais cette rupture n'est que sa « libération », la réorganisation de ce qu'il est, de son activité, sur la base de ce qu'il est dans cette société. L'autonomie, c'est l'autonomie *du prolétariat*, et non la destruction de sa situation antérieure. S'il demeure auto-organisé, s'il ne dépasse pas ce stade, il ne peut qu'être battu parce qu'il n'a pas dépassé les rapports capitalistes. Au mieux actuellement, dans la situation grecque le programme de l'autonomie ouvrière c'est le monopole d'État sur le commerce extérieur, la nationalisation des banques et des secteurs-clés de l'économie sous le contrôle et la gestion démocratique des travailleurs, le renversement de la politique d'austérité en assurant à chacun un bon travail, des revenus décents, la gratuité des soins de santé et de l'enseignement, la planification démocratique de l'économie servant les besoins du peuple. C'est-à-dire le programme incantatoire des gauchistes d'Antarsya ou de la gauche de Syriza regroupée dans la « Plateforme de gauche ». Le dépassement des rapports capitalistes n'a rien à voir avec un prolétariat autonome. L'autonomie se fixe sur l'abolition des médiations (parlementaire, syndicale, militante) pour exprimer les besoins et *l'essence vraie de la classe*, mais la vraie question réside dans ce qui fait qu'il y a médiation : être une classe. C'est au contenu de la révolution qu'il faut s'intéresser et c'est précisément ce que la théorie qui considère l'auto-organisation comme *le processus commencé de la révolution* ne peut pas faire, parce que c'est précisément ce que l'auto-organisation ne peut pas être. Dans les formes qu'ont revêtues les luttes de classe en Grèce et dans leurs échecs mêmes, c'est le fait même de lutter en tant que classe qui fut désigné comme la contradiction et la limite des luttes.

Le changement de terrain et ses causes

La classe ouvrière n'avait pas la capacité sociale de porter la lutte à un niveau supérieur, celui de l'emparement des services publics, des biens de consommation courante essentiels, de la destruction même locale de l'échange, celui de réquisitionner les médecins dans les hôpitaux, de bloquer le fonctionnement bancaire, d'accentuer l'occupation des ministères, de revitaliser la multitude de lieux alternatifs organisant la survie en leur faisant précisément perdre leur existence d'*alternative*, de déclarer que l'État était une coquille vide, que le roi était nu. C'est-à-dire de prendre des mesures qui intègrent les classes moyennes et la petite bourgeoisie paupérisées dans son

mouvement. Cela n'aurait pas été la communisation, mais le premier acte d'une pièce à la suite aléatoire et inconnue. « Si nous ne votons pas le deuxième Mémorandum, il y aura des chars devant les banques » avait menacé Pangalos, vice-président du gouvernement Papandréou de 2009 à 2012.

Au contraire ce sont ces classes moyennes dites modernes (enseignants, professions libérales, etc.) ainsi que la petite bourgeoisie traditionnelles du petit commerce et de l'artisanat, de la micro-entreprise, qui offrirent un débouché au « mouvement social ». Entre la classe ouvrière et ces classes, il y avait un « bête » rapport quantitatif qui ne jouait pas en faveur de la première. En 2012, en y incluant les chômeurs à la recherche d'un emploi, le nombre de salariés en Grèce (ils ne sont pas bien sûr tous ouvriers) par rapport à l'ensemble des actifs, est inférieur de 16 % à la moyenne européenne. Outre la masse énorme de micro-entreprises et de petits commerces, masse traditionnelle de l'économie grecque (85 % des entreprises emploient moins de 5 personnes), depuis 2001, la désindustrialisation du pays a été féroce, les entreprises ont définitivement fermé ou se sont délocalisées vers les autres pays des Balkans (Bulgarie et Roumanie en tête) et faiblement vers la Turquie. Une grande partie des délocalisations s'est faite à partir de la Grèce du Nord, de la part d'entreprises qui encaissaient les subventions de la politique régionale européenne, violaient l'obligation de rester au moins trois ans sur place, passaient en Bulgarie et laissaient la dette publique se gonfler des subventions que l'Union Européenne exigeait de récupérer. De façon générale, les événements prenaient plus l'allure d'un *lock-out* économique, social et politique que d'une grève générale.

Mais il n'y avait pas que ce « bête rapport », il y avait aussi le cours que prenait la crise pour expliquer ces défaites et le changement de terrain, d'enjeux et d'acteurs dominants des luttes de classes. Mondialement tout avait commencé par une crise qui manifestait l'identité absolue entre la suraccumulation du capital et la sous-consommation ouvrière¹¹. Le rapport salarial était au cœur de la crise.

11. Dans le cours du développement de la productivité sociale du travail on s'aperçoit que la baisse tendancielle du taux de profit inhérente à ce développement est identique à la baisse relative de la part déboursée en salaire alors que la masse de la production et de la plus-value qu'elle contient s'accroît en proportion du développement de cette force productive sociale. Par là, la baisse tendancielle du taux de profit est égale à un problème de réalisation. « On produit périodiquement trop de moyens de travail et de subsistances pour pouvoir les faire fonctionner

Au début des années 2010, quelque chose bascule et la Grèce est en première ligne. Partout, la crise de la dette publique devient le mécanisme concret de transmission de la crise financière et de la nécessaire attaque de la valeur de la force de travail. La crise de la dette publique entraîne dans tous les pays centraux une accentuation des mesures d'austérité, la pression fiscale se renforce, l'ascension sociale par les études n'est plus qu'un leurre suranné, le chômage et la précarité se développent touchant des catégories jusque là plus ou moins épargnées,

comme moyens d'exploitation des ouvriers à un certain taux de profit. On produit trop de marchandises pour pouvoir réaliser et reconvertir en capital neuf la valeur et la plus-value qu'elles recèlent *dans les conditions de distribution et de consommation impliquées par la production capitaliste* (souligné par nous), c'est-à-dire pour accomplir ce procès sans explosions se répétant sans cesse. » (*Le Capital*, t.6, p.270). L'augmentation de la masse du profit qui permet l'accumulation et donc la croissance absolue des salariés en dépit de leur diminution relative continuera à provoquer la baisse du taux de profit. En effet, ce n'est qu'exceptionnellement que l'accumulation n'affecte pas le rapport entre le capital constant et le capital variable. L'accumulation vise un accroissement de la productivité, or pour qu'une nouvelle méthode de production accroisse la productivité il faut qu'elle transfère à la marchandise prise à part une portion supplémentaire de valeur pour usure de capital fixe moindre que la part de valeur qu'on économise en raison de la diminution de travail vivant. Ainsi, l'accumulation qu'autorise la croissance de la masse du profit malgré la baisse de son taux, si elle multiplie les journées de travail simultanées, contrairement à l'apparence n'accroît pas la consommation ouvrière relativement à la production totale et ce en même temps que le taux de profit continue de baisser. Dans le processus de l'accumulation, la baisse du taux de profit est toujours *identique* à la limitation de la consommation ouvrière. La suraccumulation de capital, c'est-à-dire la pénurie de plus-value, dans le mécanisme même qui y mène est toujours non seulement identique mais ayant sa raison d'être dans la nécessité de la sous-consommation ouvrière relativement à la masse accrue de la production. Pénurie de plus-value d'un côté ne signifie jamais rien d'autre que pléthore de l'autre. La pénurie de plus-value par rapport à l'accumulation est sa pléthore par rapport à sa réalisation, il n'y a pas entre les deux de primauté, de relation de causalité : la baisse du taux de profit c'est la réduction du travail nécessaire par rapport à la masse de capital en augmentation nécessaire pour contrecarrer la baisse du taux par la masse. (voir le texte « Too much monkey business », *Théorie Communiste*, n°22).

les classes moyennes. Tout cela était déjà sensible avant 2010, d'où la sympathie pour les émeutiers de 2008. Mais, l'entrée dans la danse de catégories comme les classes moyennes n'est pas que la simple venue de nouveaux acteurs dans une pièce existante et inchangée, les nouveaux développements de la crise construisent ces nouveaux acteurs en même temps qu'ils les frappent, et surtout le champ de la lutte des classes s'élargit du *rapport salarial* à la *société salariale*.

La subsomption réelle est *la constitution du capital en société* : c'est le mode de production capitaliste comme *société salariale*. La société salariale c'est un continuum de positions et de compétences dans lequel les rapports de production capitalistes ne sont vécus que comme des *rapports de distribution*, l'exploitation comme un partage injuste des richesses et les classes sociales comme le rapport entre riches et pauvres.

Dans le cadre de la société salariale et des rapports de distribution, l'attaque de tous les revenus salariaux frappe, entre autres, les classes moyennes et les fait sortir dans la rue *et sur les places*. Il y a plus, les formes mêmes de ce moment de la crise font « momentanément » (?) de ces classes les représentantes par excellence de ce moment.

La crise du rapport salarial devient crise de la société salariale en mettant en mouvement toutes les couches et classes de la société qui vivent du salaire. Partout, avec la société salariale, il ne s'agit plus que de *politique* et de *distribution*. Comme *prix du travail* (forme fétiche), le salaire en appelle à l'injustice de la *distribution*, c'est normal. L'injustice de la distribution a un responsable qui a « failli à sa mission » : *l'État*. Quand la crise du rapport salarial devient un mouvement interclassiste comme crise de la société salariale, cette dernière est une délégitimation du politique dénoncé au nom d'une vraie politique *nationale* et *démocratique*. L'enjeu qui est alors partout posé au cœur des luttes de cette séquence de la crise est celui de la légitimité de l'État vis-à-vis de *sa société*. Selon les circonstances, les histoires locales, la trame des conflits, cela peut prendre des formes très diverses et à première vue opposées, mais le fond est le même : l'État apparaît toujours comme le responsable *et comme la solution*. Même si cela s'achève lamentablement comme en Grèce avec Syriza ou cela s'annonce lamentable avec Podemos en Espagne.

Dans la crise de la société salariale, les luttes qui se déroulent autour de la distribution désignent l'État comme le responsable de l'injustice. Cet État, c'est *l'État dénationalisé*, traversé par et agent de la mondialisation. La citoyenneté devient alors l'idéologie sous

laquelle est menée à nouveaux frais, nouveaux objectifs, nouveaux acteurs, la lutte des classes. Et, de Syntagma à Tahrir, nous voyons partout des drapeaux nationaux.

Syriza, avant même les élections de janvier 2015, s'était institué en modérateur et obstacle face aux luttes sociales dont les « justes revendications » seraient satisfaites après la victoire électorale. Cette constante promesse d'une solution électorale aux luttes de classes minait le contenu de la plupart des luttes.

Rapports de production et rapports de distribution ...et les Assemblées de quartier

Les rapports de production et les rapports de distribution ne fonctionnent pas comme *deux mondes séparés*, l'identité de la crise comme crise de suraccumulation et de sous-consommation nous fournit le fondement de la chose. Ce n'est pas en tant que passage ou développement, mais en tant que réflexivité qu'il faut considérer la relation et la dialectique entre les rapports de production et les rapports de distribution. Même dans une situation où les seconds prennent l'ascendant social sur les premiers, les conflits restent ouverts et des dynamiques s'ouvrent pour la lutte de classe. Quand une conjoncture historique des luttes de classes entérine la prédominance des rapports de distribution sur les rapports de production, cela ne signifie pas un effacement total des seconds. « En fait, les rapports et modes de distribution sont tout bonnement *l'envers des agents de la production* : l'individu qui contribue à la production par son travail salarié participe sous le mode du salaire à la distribution des produits créés dans la production. La structure de la distribution est entièrement déterminée par celle de la production. » (Marx, *Fondements de la critique de l'économie politique*, Éd. Anthropos, t. 1, pp. 24-25). Il ne s'agit pas de confondre les deux niveaux, il est vrai que les formes de la distribution s'autonomisent comme objet de la lutte de classe, au point que la possibilité d'action sur elles apparaît comme totalement libre et que leur bouleversement entraînerait, de par la liberté de cette action même, celui des rapports de production, même si lorsque domine cette conjoncture, pour les acteurs qui promeuvent cette politique, c'est le bouleversement des rapports de

production qu'il s'agit précisément d'éviter¹². C'est tout un travail social et politique que d'ériger la distribution en pôle absolu de la société c'est-à-dire celui qui en détermine toutes les divisions et les luttes, pour en accepter toutes les lois. C'est tout un travail que d'instituer « l'envers de la production » pour « l'ensemble des rapports sociaux capitalistes. ».

Il y a toujours réflexion d'un type de rapports dans l'autre, un jeu entre les deux, c'est parce qu'il y a ce jeu que peuvent spécifiquement avoir un impact toutes sortes de circonstances et que le jeu n'est pas le même selon les rapports de force entre les classes, la position sociale des acteurs, selon la segmentation de la classe et les relations conflictuelles entre ses segments, car c'est aussi la tension à leur unité qui existe dans cette réflexion. L'importance de l'effet possible des rapports de distribution sur les rapports de production est bien spécifique à la crise actuelle : crise du rapport salarial, double déconnexion de la reproduction de la force de travail, crise du zonage de la valorisation au niveau mondial que viennent à nouveau de révéler les récents déboires de l'économie chinoise, identité entre crises de suraccumulation et de sous-consommation, illégitimité et asystémie de la revendication salariale. Et l'on retrouve la pauvreté. Si les circonstances, les conditions existantes ont un impact sur cette relation entre les rapports de production et les rapports de distribution, c'est que *cette relation est spécifiquement déterminante dans la crise actuelle* et que par là c'est elle-même qui définit la possibilité d'efficacité des circonstances sur elle. La « surdétermination », comme aurait dit Althusser, n'est jamais aléatoire, comme il n'aurait pas dit.

Il faut distinguer un travail social et politique qui non seulement *entérine*, mais encore *érige et promeut* les rapports de distribution comme *pôle absolu* et, d'autre part, des luttes, des pratiques qui désignent les rapports de distribution précisément comme « *l'envers des rapports de production* », c'est-à-dire qui se situent dans la *réflexivité*. Tout en sachant qu'il peut y avoir de nombreuses situations intermédiaires. La distinction peut traverser une même pratique et/ou un même groupe social (subdivision de classe). Dans le premier cas (l'absolutisation), cela peut aller de manifestations et revendications typiquement classes moyennes « progressistes » à la déclinai-

12. Pour une expression simple de cette idéologie et de ses pratiques, on peut se référer à Bernard Marris, l'économiste de *Charlie Hebdo*, qui aimait à répéter : « L'économie c'est un gâteau, tout dépend de qui tient le couteau ».

son de toutes les reconstructions idéologiques typiques de la droite nationaliste. Dans le second cas : la revendication contre l'injustice, la pauvreté, l'État dénationalisé désigne les rapports de production à l'intérieur même de la façon dont les rapports de distribution sont attaqués. « Dans sa conception la plus banale, la distribution apparaît comme distribution des produits, et ainsi comme plus éloignée de la production, et pour ainsi dire indépendante de celle-ci. Mais avant d'être distribution des produits, elle est : 1° *distribution des instruments de production* (souligné par nous), et 2°, ce qui est une autre détermination du même rapport, distribution des membres de la société entre les différents genres de production (subordination des individus à des rapports de production déterminés). La distribution des produits n'est manifestement que le résultat de cette distribution, qui est incluse dans le procès lui-même et détermine la structure de la production. Considérer la production sans tenir compte de cette distribution qui est incluse en elle c'est manifestement abstraction vide, alors qu'au contraire la distribution des produits est impliquée par cette distribution qui constitue originellement un moment de la production. (...) la production a nécessairement son point de départ dans une certaine distribution des instruments de production. » (Marx, *Introduction de 1857*).

La lutte contre l'injustice de la distribution s'articule avec les rapports de production quand comme compréhension de soi et de cette injustice dans la pratique, dans les formes et l'enracinement de la lutte, cette lutte contre l'injustice de la « distribution des produits » se relie aux rapports de production *en mettant en avant cette « distribution des éléments de production »* : l'absence de propriété, l'absence de moyens de production, la pauvreté. Marx poursuit : « Aux yeux de l'individu, la distribution (il s'agit à la fois de la distribution des produits et de la distribution des instruments de production, Marx vient de définir les deux comme corollaires, *nda*) apparaît tout naturellement comme une loi sociale qui fixe sa position au sein de la production (nous y voilà ! *nda*), c'est-à-dire le cadre dans lequel il produit : elle précède donc la production (attention : «aux yeux de l'individu», mais justement à partir des rapports de distribution et de leur injustice c'est notre point de départ, *nda*). L'individu n'a ni capital ni propriété foncière de par sa naissance : en venant au monde, il est voué au travail salarié par la distribution sociale. » (*ibid*). En résumé, c'est à partir de la révolte contre l'injustice, au travers de cette forme de la distribution (des instruments de production) liée à la distribution des produits (revenus) que le jeu entre rapports de

production et rapports de distribution peut jouer différemment et conflictuellement de façon dynamique selon les circonstances historiques et locales et selon les classes qui le mettent en œuvre.

Les limites entre lesquelles peut osciller la consommation individuelle dépendent de la composition interne du capital et sont fixées à chaque moment, elles dépendent de la « distribution des membres de la société entre les différents genres de production » : « Tout comme le travail de l'ouvrier individuel se partage en travail nécessaire et surtravail, le travail total de la classe ouvrière peut être, lui aussi, divisé de telle manière que la fraction qui produit la totalité des moyens de subsistance pour la classe ouvrière (y compris les moyens de production requis) accomplit le travail nécessaire pour toute la société. Le travail effectué par tout le reste de la classe ouvrière peut être considéré comme du surtravail. » (Marx, *Le Capital*, Ed. Sociales, t.8, p. 24). Bien que le travail des producteurs directs de moyens de subsistance se divise, pour eux-mêmes (et pour le capital qui les exploite), en travail nécessaire et surtravail, il représente, du point de vue de la société, le travail nécessaire à la seule production des moyens de subsistance, c'est-à-dire le travail nécessaire par rapport au surtravail. De ce point de vue, une protestation contre l'utilisation de l'argent public, contre le peu d'investissement dans un quartier, etc. peut établir une relation dynamique entre rapports de distribution et rapports de production car c'est le rapport travail nécessaire/surtravail qui est en jeu. Cet enjeu, c'était la voie ouverte par les Assemblées de quartier après 2008.

LES ASSEMBLÉES EN LEURS LIMITES : LE CREUSET DE LA « SOLUTION POLITIQUE »

Dans la période où elle était possible et où elle s'amorça, la conjonction entre d'une part ce qu'avaient représenté les émeutes de 2008 et, d'autre part, l'illégitimité de la revendication ouvrière, trouva dans les Assemblée de quartier le lieu où pouvait se créer une dynamique des luttes qui à partir des rapports de distribution désignerait expressément les rapports de production comme objet des antagonismes et de la lutte de classe. De façon très limitée et contradictoire cela s'amorça. Cependant, malgré la conjonction qui trouvait son expression dans la territorialisation des luttes, les Assemblées furent dans cette dynamique, d'une part piégées par des pratiques *alternatives* et de substitution aux services défaillants ou

hostiles de l'État et, de l'autre, par une pratique revendicative cantonnée à la « solidarité ».

Les Assemblées de quartier furent des formes d'organisation et de luttes destinées à mutualiser les besoins au niveau local¹³. Les objets immédiats de lutte étaient l'électricité, l'impôt foncier, l'argent pour accéder aux hôpitaux, l'alimentation, le coût des transports ou le refus des licenciements. Les Assemblées ont créé du temps et des espaces dans lesquels des catégories sociales, des segments du prolétariat menant des luttes séparées (travailleurs, chômeurs, étudiants, femmes au foyer, retraités) se sont trouvés unis dans des processus collectifs communs. Il faut insister sur la territorialisation non comme forme mais comme contenu qui place les luttes au niveau de la reproduction et amorce par là même un dépassement de la segmentation.

Les revendications et les actions liées au coût de la vie étaient accompagnées de structures d'entraide telles que les cuisines collectives, les bazars d'échanges gratuits, des cours d'enseignements et des cliniques sociales. Lors des manifestations ces Assemblées de quartier s'affirmaient comme sujets collectifs visibles.

Les Assemblées furent victimes du processus général de recul et de transformation des contradictions sociales durant l'hiver 2011-2012, de l'absence de résultats concrets importants, du découragement général et de l'attente de la victoire électorale de Syriza. « La récession progressive et générale de l'antagonisme social de 2012 a également produit l'éloignement d'une partie du mouvement des processus collectifs ouverts. Cette distanciation, comme un retour aux identités politiques rigides, a pris deux formes principales : d'une part la recherche de réponses politiques dans les processus idéologiques clos et, d'autre part, le retranchement idéologique et la fermeture des Assemblées elles-mêmes, même si elles conservent généralement leur caractère ouvert. » (*Sur les Assemblées de quartier à Athènes*, sur le site web « Des Nouvelles du Front », texte issu de *l'Assemblée pour la circulation des luttes* - S. KY.A).

Leur crise fut un produit des limites qu'elles rencontrèrent dans les luttes. Il s'agissait pour les Assemblées d'une part d'engager des luttes revendicatives comme la promotion du refus de payer l'impôt foncier sur les factures d'électricité ou l'augmentation du prix des billets des transports publics, mais aussi de créer des structures autonomes afin de répondre aux besoins directs. La plupart

13. Il exista une trentaine d'Assemblées dans les quartiers d'Athènes.

des Assemblées ont essayé de mettre en place des structures stables pour répondre aux besoins, en termes d'auto-organisation de la vie quotidienne et de solidarité. Cette double activité a produit une série de contradictions et de limites. Bien que, à première vue, les luttes revendicatives et les structures autonomes paraissaient devoir se compléter, elles ont existé de façon séparée. Dans les deux cas, les pratiques d'« action directe » se sont transformées en logique de délégation : on attendait des « Robins des bois » qu'ils remettent l'électricité. Les appels d'urgence étaient nombreux mais la participation aux Assemblées et aux structures autonomes beaucoup plus faible. On en arriva à une situation de spécialisation où chaque quartier pratiquait une activité plutôt qu'une autre : du troc, des banques de temps pour l'échange de services, l'entretien d'un café autogéré, des actions culturelles alternatives, des centres de soins autogérés ; une activité fut générale : la cuisine collective. Ces structures ont été prises dans une mécanique de substitution à la protection sociale moribonde que fournissait l'État, mais ce rôle était aussi rempli par des institutions beaucoup plus efficaces : les municipalités, l'Église, les ONG et même les fascistes (seulement pour les Grecs). Ces structures en arrivaient à fournir du travail non rémunéré dans des domaines dont l'État se retirait. Et beaucoup d'entre elles se sont ralliées à la perspective politique ouverte par Syriza. En ce qui concerne les luttes en « milieu de travail », les Assemblées se sont surtout engagées contre les salaires impayés, mais elles n'agissaient que comme « solidaires », le premier rôle était laissé aux syndicats. Elles apparaissaient comme « l'armée de réserve de la solidarité » (S.KY.A, op. cit.).

Le texte que nous avons cité plus haut conclut alors : « Si elles ont accompli quelque chose d'important dans le dernier cycle de luttes, à notre avis, ce fut la socialisation de la lutte des classes à un niveau territorialisé et la recomposition des segments de la classe en termes de lutte. Les deux, bien sûr, ont été accomplis de manière partielle et contradictoire, c'est-à-dire qu'elles ne représentent pas le dépassement des limites politiques ou syndicales traditionnelles, restant dans une certaine mesure (significative) captives des logiques traditionnelles d'intervention politique. ». Ces limites étaient là et elles finirent par s'imposer.

Les Assemblées : l'effondrement du Welfare et les femmes

En se substituant très partiellement à l'État-Providence en déliquescence, les Assemblées étaient devenues « l'armée de réserve de la solidarité » et avaient fini par placer tous leurs espoirs dans une future victoire électorale de Syriza. D'un côté, avec cette substitution et tout ce qu'elle faisait remonter du privé dans la sphère publique, tout était en place pour qu'apparaisse un *mouvement féminin autonome*, de l'autre, les conditions dans lesquelles cette substitution s'imposait empêcha son émergence. Dans cette « recomposition de la classe en termes de luttes », ce mouvement autonome fut le grand absent. Les femmes souffraient mais elles n'étaient que la partie la plus souffrante du *peuple* et la perspective de la victoire électorale de Syriza donnait un sens politique à l'unité du peuple. Pourtant, les mesures d'austérité n'étaient nullement neutres du point de vue du genre.

« La crise de la dette et les mesures d'austérité qui en résultent frappent en toute priorité nous les femmes dans tous les aspects de notre vie. Alors, si nous les femmes nous ne nous (auto)organisons pas pour résister, personne ne le fera à notre place. (...) L'austérité néolibérale aux temps de la crise de la dette vise tout particulièrement ce qui reste de l'État-Providence et des services publics. À travers le démantèlement ou la privatisation des services publics, l'État se décharge de ses obligations de protection sociale qu'il avait assumées vis-à-vis des citoyens/es pour les transférer – de nouveau – à la famille. C'est ainsi que les soins aux enfants, aux malades, aux personnes âgées et handicapées, même aux jeunes en détresse et au chômage, passent de la responsabilité de l'État à la famille, et ceci en plus absolument gratis ! Cependant, la notion de famille est très générale et très abstraite. En réalité, et tout le monde le sait, à l'intérieur de la famille, ce sont les femmes qui portent presque exclusivement la charge – et sans qu'elles soient rémunérées pour le moins du monde – de toutes ces obligations sociales fondamentales de l'État. Alors d'une pierre deux coups : d'un côté l'État néolibéral se débarrasse définitivement de ses obligations sociales déficitaires qui "creusent les déficits et donc la dette publique", et de l'autre, il nous oblige de les assumer nous-mêmes en travaillant totalement gratuitement. » (Sonia Mitralias, *L'urgence d'un mouvement des femmes indépendant contre la dette et les mesures d'austérité*, novembre 2011, sur le site web *Ruptures*). Tout est lié. Les diminutions de salaire, l'extension du chômage et de la précarité, la détérioration générale des conditions de travail touchent en premier lieu les femmes, ren-

dant utopique toute perspective d'accès à l'autonomie financière, et se combinent aux coupes dans les services publics pour les renvoyer « à la maison » où elles sont sommées d'endosser leur rôle de mère et/ou d'épouse.

Si certaines mesures touchent en premier lieu les femmes mais peuvent encore être considérées comme générales, d'autres sont absolument ciblées et spécifiques. Dans les entreprises les femmes s'engagent à ne pas avoir d'enfants et, enceintes, sont systématiquement licenciées. Les naissances à domicile augmentent car les femmes ne peuvent plus accoucher gratuitement dans les hôpitaux publics et souvent les nouveaux nés sont retenus comme « hypothèques » jusqu'au paiement de la facture. Les coupes se multiplient dans les crédits affectés à la prévention du VIH, aux centres d'interruption volontaire de grossesse, aux plannings familiaux, aux maternités et aux soins de santé préventifs des femmes. En outre, depuis 2008 on relève partout une exacerbation des violences sexuelles et domestiques. « Tout le sexisme autour de la prétendue "nature féminine" va de pair avec le traitement de la femme comme un être inférieur, dont le corps est considéré comme toujours disponible et sur lequel est permis de se défouler n'importe quel homme. Ce n'est donc pas un hasard que les cas de violence contre les femmes, déjà innombrables, se multiplient à l'époque du capitalisme des mémorandums. » (Sonia Mitralias, *op. cit.*) L'auteure conclut : « Lorsqu'on observe les effets de la crise sur les femmes, on ressent l'urgent besoin d'organisations féministes. »

Dans le texte soutenant son intervention au congrès annuel de la revue *Historical Materialism* (voir le site web) à New York en novembre 2012, Eirini Gaitanou¹⁴ écrit à propos de la Grèce : « Les mouvements sociaux de ces dernières années ont posé, au travers de leur mode de fonctionnement et organisation, mais aussi au travers de leur besoin d'intervention dans le champ de la vie quotidienne et de la réappropriation de l'espace public, la question des relations entre le public et le privé, et ont revendiqué que le privé, le personnel soient et deviennent politiques. En conséquence, les luttes féminines ont pris une nouvelle signification, de nouvelles occasions d'apparaître. » (Eirini Gaitanou, *Feminism in times of crisis : woman struggle in Greece*). Mais cet optimisme militant est immédiatement

14. Eirini Gaitanou est militante d'Antarsya (confédération d'organisations gauchistes) et a été candidate à la députation pour cette organisation.

tempéré : « *Toutefois, il semble qu'une lutte féministe autonome ne s'est pas développée dans la pratique* (souligné par nous) » (*ibid.*). Toute la question que posent, de ce point de vue, les luttes en Grèce est là.

Au début des années 2000 en Argentine, dans les assemblées de quartier et les organisations piqueteras, des mouvements autonomes de femmes s'étaient constitués et les conflits entre les hommes et les femmes étaient devenus une chose concrètement et pratiquement formulée ; à la fin des années 1960, aux États-Unis, dans le mouvement des Black Panthers, les femmes s'étaient révoltées contre le sexisme des leaders et leur relégation aux rôles traditionnels dans les activités liées à la prise en charge de la vie quotidienne dans les ghettos ; en Italie, au début des années 1970 des organisations autonomes de femmes s'étaient formées contre les organisations opéraïstes et gauchistes ; en France, dans l'immédiat après-68, la fondation du MLF est, entre autre, une réaction au sexisme de l'extrême-gauche. En Grèce, dans une situation où, comme il est d'usage de l'écrire, « toutes les conditions étaient réunies » (principalement l'irruption publique du privé dans les assemblées de quartier), bien qu'il soit plus que vraisemblable que des milliers de conflits et d'escarmouches aient eu lieu, la « prise » n'eut pas lieu : il n'y eut pas de « mouvement féministe autonome ».

Face à ce mystère, les auteures que nous avons citées avancent le poids de la tradition, de l'Église, d'un « patriarcat » particulièrement enraciné, et l'omniprésence des structures sociales imposées par le petit commerce et la petite propriété paysanne. Mais surtout elles soulignent que, comme partout, mais peut-être encore plus intensément qu'ailleurs, les relations entre les luttes des femmes et la gauche plus ou moins « radicale » sont historiquement conflictuelles en Grèce jusqu'à être considérées comme un luxe qui n'a pas sa place en temps de crise.

Les mouvements féministes ont suivi, en Grèce un cours particulier. La « deuxième vague du féminisme » des années 1970 était partout caractérisée par le slogan « ce qui est personnel est politique » qui soulignait que la domination masculine sur les femmes n'était pas uniquement déterminée par leur place dans les domaines sociaux et économiques mais aussi par leur place et par les rapports existants dans la sphère privée. Par contre, en Grèce, les mouvements « pour les droits des femmes » (l'appellation est en elle-même significative) qui apparaissent à partir de 1974, après la chute de la junte militaire, étaient dominés par des organisations de femmes en lien avec les partis de gauche. Ces organisations ont toutes choisi de

travailler en priorité sur la place des femmes dans les sphères publiques et dans le monde du travail. Ce n'est qu'au début des années 1980 qu'un embryon de mouvement féministe autonome a émergé au moment où la « seconde vague » commençait partout ailleurs à décliner, la Grèce ne fit pas exception et l'appréhension « strictement de classe » de l'exploitation des femmes reprit rapidement ses droits. En outre, durant cette période des années 1980, une version plus institutionnelle du féminisme se développa sous l'égide du Pasok et fut également reprise par la droite de Karamanlis comme indispensable marqueur du « rêve européen ». Ce qui contribua à une méfiance certaine vis-à-vis du féminisme dans les rangs de l'extrême gauche. Les questions soulevées par ce féminisme autonome n'étaient pour elle qu'une imitation des pratiques et des valeurs du « camp occidental », principalement américaines, c'était des problèmes de la classe bourgeoise et la promotion de valeurs capitalistes¹⁵. « Américains » équivaut dans l'extrême-gauche grecque à une condamnation sans appel.

Si ce relatif échec et effacement des mouvements féministes autonomes demeure une toile de fond idéologique que l'on ne peut pas négliger, il est loin d'expliquer entièrement l'absence de mouvements féminins autonomes dans les luttes depuis 2008. Le passé n'existe pas, seul le présent existe. Ce sont toujours les conditions et les pratiques actuelles, celles du moment, qui exhument et travaillent le passé et le font « peser comme un cauchemar sur le cerveau des vivants ».

Les femmes étaient au cœur de toutes les Assemblées et structures de solidarité qui se sont développées dans le pays pour lutter contre les politiques d'austérité, pour trouver des solutions aux problèmes quotidiens : alimentation, logement, santé, éducation, etc. Mais l'émergence dans la sphère publique des problèmes relégués d'ordinaire dans la sphère privée n'est pas ipso facto la remise en cause des rôles traditionnels ni celle de la séparation de ces domaines¹⁶. L'apparition publique des femmes dans ces Assemblées et structures s'est largement conformée à l'ordre sexué traditionnel. Les femmes peuvent n'apparaître *publiquement* que sous leurs habits *privés* ce qui les rend à la fois visibles et telles qu'habituellement,

15. Cette analyse est présentée par Maria Kyriakidou dans son texte *Another world is possible as long as it is feminist too* (sur le Web)

16. L'existence (donc la distinction) de ces sphères est définitoire du travail salarié.

c'est-à-dire invisibles. Contrairement à toute une vulgate sur l'universalité de la lutte de classe, la présence des femmes dans les luttes ouvrières, grèves, émeutes, organisations de luttes ne fait pas disparaître *ipso facto*, loin de là, leur situation de femmes.

Cependant, si cette apparition publique du privé ne définit jamais une alternative aux termes exclusifs entre confirmation d'une condition privée et remise en cause de celle-ci, si la condition d'épouse et de mère ou simplement de femme ne s'arrête pas à la porte de l'usine, du bureau ou de l'Assemblée de quartier, il n'en demeure pas moins que la mise au public des rôles traditionnels de la sphère privée signifie que les femmes ne sont plus ce qu'elles étaient la veille. L'émergence du privé dans le public modifie toujours le public en ce qu'elle remet en cause ce qui était considéré jusque là comme des rapports seulement personnels : des choses sont faites, dites, il y a une présence inhabituelle, des mots, des sourires et des colères, des comportements qui échappent à l'enregistrement théorique et c'est par là, dans une pratique, que la question de la séparation est posée. De même, la remise en cause de la séparation n'est pas un rejet, un abandon pur et simple de ce qui était privé mais prend appui sur celui-ci comme critique en actes de la séparation. Même si l'imposition aux hommes du partage de certaines tâches semble ne jamais être allée très loin, il est sûr que la présence des femmes dans les grèves et les Assemblées, avec les mots et les pratiques qui l'accompagnent amènent des chamboulements ne serait-ce que de par ce que cela représente dans la vie de ces femmes. La parole autour du « vécu », avec sa charge émotionnelle est la langue de la sphère privée et, quand elle est publiquement utilisée, elle bouscule la séparation.

Quand des femmes parlent des violences qu'elles subissent, ce n'est pas pareil selon qu'elles dénoncent des hommes, leurs hommes, des fascistes ou des anti-fascistes, la police, des patrons ou des immigrés albanais. Cette violence n'existe pas plus à l'état pur que n'importe quel autre fait social. Ce n'est jamais anodin d'entendre dans une assemblée parler de violences conjugales ou de problèmes domestiques. Pour dire cela, il faut une situation qui le permette, le privé ne demeure pas alors ce qu'il était : soit les femmes sont rapidement renvoyées au mode d'existence habituel du privé, soit à partir de cette apparition publique du privé les femmes posent la question de l'existence même de ce privé et de sa séparation et donc aussi celle de l'existence du public et finalement la question de leur propre existence comme femmes. Même s'il ne s'agit « que » de soins, de repas, d'entretien, de garde des enfants, de soutien psychologique (et

ce n'est, en outre, jamais que cela), la confirmation publique de la séparation est une contradiction qui modifie les conditions existantes.

Entre la confirmation et la remise en cause, c'est d'un combat aux lignes de front floues et fluctuantes dont il s'agit et les hasards, les conjonctures, qui font que des organisations de luttes autonomes apparaissent ou non sont multiples. En effet, cette apparition du privé n'est pas nécessairement une remise en cause de la séparation entre sphère publique et sphère privée, si elle la bouscule, elle ne porte pas nécessairement son dépassement. Elle fait voir la séparation, lui donne une existence publique et, même si elle la redouble et la souligne, elle la modifie. Cette apparition pose *publiquement* l'existence de la séparation et le privé comme assignation des femmes, elle crée un terrain de luttes spécifiques qui sera ou non investi.

Pour l'instant en Grèce, le cours des luttes, qui se sont construites dans un interclassisme dont la politique (le paradigme même de l'existence et de la séparation du public et du privé) s'est imposée comme contenu et débouché naturels à pour effet l'irruption du privé dans la sphère publique ne peut être qu'une mise en abyme de leur séparation à l'intérieur du public, une pratique qui pose une question, avant de renvoyer les femmes à la pure et simple séparation du public et du privé, à leur définition et existence comme femmes. Désabusé, on peut se contenter alors de constater que les périodes de crise réactivent toujours les valeurs traditionnelles et « protectrices » dont la « solidarité familiale » qui a montré en Grèce toute sa puissance et tout ce que celle-ci implique.

Alors que toutes les conditions semblaient être là, le « mystère » de la non-apparition d'« une lutte féminine autonome » (Eirini Gaitanou) n'est plus si épais si nous considérons que les conditions qui paraissaient évidentes et nécessaires ne sont pas suffisantes, car elles sont toujours ambiguës.

Tout comme l'émergence du privé dans le public, l'effondrement de l'État-Providence qui frappe avant tout les femmes et accentue leur charge de travail et de soins n'est pas non plus nécessairement la condition suffisante de l'apparition d'un mouvement de lutte autonome. La lutte à l'intérieur du mouvement pour un partage des tâches supplémentaires, sans oublier celles préalablement existantes, nécessite de se retourner non seulement contre « l'État, la Troïka et le néolibéralisme » mais aussi contre les hommes. C'est-à-dire de ne pas se contenter de réclamer le rétablissement des institutions de ce Welfare, ce à quoi s'est limité le mouvement des Assemblées. Dans ce cas on ne sort pas des « rôles traditionnels » parce que *le*

Welfare les entérine et les reproduit, tout comme « les mesures sociales en faveur des femmes » leur donnant le choix de travailler soit à la maison soit « dehors ». Non seulement ce choix n'est jamais proposé aux hommes, mais encore travailler dehors ne fait pas s'évaporer le travail à la maison. De façon générale, partout où un système fiscal existe ainsi que des « mesures sociales », l'un et les autres favorisent l'extorsion du travail ménager en subventionnant les hommes dont la femme n'a pas de revenu propre : système du quotient familial ; une cotisation maladie pour deux couvertures, etc.

« La Sécurité sociale dans son ensemble (...) ainsi que le système fiscal qui "favorise" la vie familiale (*sic*) sont vus comme des conquêtes sociales du milieu du 20^e siècle. Ces systèmes font partie du plus vaste ensemble de ce que l'on appelle l'État-providence et des acquis menacé par le néolibéralisme, qu'il faut défendre comme tous les acquis. C'est justement ce qualificatif d'"acquis" - c'est-à-dire de chose bénéfique - auquel est urgent de réfléchir. (...) Pour qui et pourquoi sont-ils bénéfiques ? Il faut analyser dans quel but ils ont été mis en place, quels résultats ils produisent et à quel prix. Ils ont été mis en place pour donner une protection minimale aux femmes ne travaillant pas, cela est vrai. Mais ce faisant ils rendent aussi plus facile aux femmes le fait de ne pas travailler et donc de continuer à travailler gratuitement pour leur mari. Cette protection n'est pas payée par leur mari mais par l'ensemble des autres travailleurs et travailleuses. Une part de la cotisation de chacun-e va au maintien du système patriarcal. (...) Les politiques dites "sociales" ou familiales comprennent l'ensemble des équipements sociaux, crèches, garderies, mais aussi horaires scolaires, encadrement des enfants hors horaires scolaires et les allocations diverses. Là aussi, il est nécessaire de se poser des questions. (...) Les crèches et garderies : on considère qu'elles sont au service des femmes, "faites pour les femmes". La partie que l'État paie est vue par la société comme un cadeau fait *aux femmes*. Quant à la partie qui n'est pas gratuite, elle est déduite aussi du seul salaire de la femme, et non du revenu du ménage ; pas officiellement, mais dans la comptabilité interne des couples. Les ménages considèrent que c'est le travail de la femme qui est remplacé et que c'est sur *son* revenu que ce remplacement doit être prélevé - les femmes paient donc le remplacement de "leur" travail. En réalité, les crèches et garderies remplacent une partie du travail parental. Les femmes font leur part, les hommes, non ; c'est donc la part de ces derniers que les équipements sociaux réalisent. (...) Beaucoup d'allocations prennent la place des pères défailants, en temps ou en argent, en compensant le temps ou l'argent qu'ils ne

donnent pas. Cela soulage-t-il les femmes ? Non. La charge de travail et la pauvreté des femmes seules sont bien connues. Cela soulage les hommes des devoirs qu'ils avaient. Ce qui est subventionné, c'est la capacité des hommes de consacrer tout leur temps à leur travail ou à leurs loisirs sans qu'il ne leur en coûte rien pécuniairement. (...) Jusqu'ici, les solutions proposées, y compris par les féministes, ont brillé par leur timidité et surtout par leur refus de mettre en cause les avantages acquis par des hommes. Les revendications sont adressées aux patrons ou à l'État, jamais aux hommes. » (Christine Delphy, *Pour une théorie générale de l'exploitation*, Éd. Syllepse, pp. 41 à 49).

Laissons ici de côté que Delphy voudrait le salaire sans le salariat, c'est-à-dire le salaire comme paiement du travail et non de la reproduction de la force de travail actuelle et de celle de la « race des travailleurs » à reproduire, le salaire sans l'appropriation des femmes comme productrice de la population comme principale force productive, du salaire sans la séparation du public et du privé, du salaire sans la norme sociale qui est la sienne et qui fait qu'il n'y a aucune raison à « surpayer » les travailleurs célibataires¹⁷. Le travail salarié, parce qu'il a pour objet la production d'un surplus de valeur, parce que la valeur c'est le travail et le travail la population, inclut l'appropriation des femmes et quelque puisse être leur présence sur le marché du travail, tant que celui-ci existe cela n'affecte que les phénomènes mais ne touche en rien la structure de la chose. Cela dit, l'approche critique de Delphy est absolument pertinente au niveau où elle s'exerce et qui est le niveau où nous vivons immédiatement.

À la suite de Delphy, il faut souligner qu'en Grèce, au cours des luttes contre les mesures d'austérité, « les revendications sont adressées aux patrons ou à l'État, jamais aux hommes ». De même que l'émergence du privé dans le public est une condition nécessaire mais non suffisante pour l'apparition d'un « mouvement de luttes féministe autonome », de même, la lutte contre « l'effondrement du Welfare » touchant particulièrement les femmes. Les revendications des femmes sont toujours restées totalement *médiatisées par d'autres représentations*, celles de la citoyenneté, de la politique, du peuple, de la lutte contre le néolibéralisme et des torts généraux fait à la nation, parce que ces représentations pouvaient se reconnaître dans les ambiguïtés de l'émergence du privé et des luttes résultant de l'effondrement du Welfare.

17. La valeur est fixée par le temps de travail social moyen, tant pis pour le producteur qui ne s'adapte pas.

Comme nous l'avons vu, au tournant des années 2011-2012, les luttes changent de terrain et le débouché politique, national et institutionnel, représenté par Syriza absorbe les conflits. L'ensemble des situations conflictuelles est pris dans l'abstraction citoyenne et démocratique qui réalise et donne sens à toutes les limites de ces situations comme leur résolution naturelle. En 2012, le ton général est donné par la « Tournée des féministes européennes » initié par le CADTM¹⁸, proche d'Attac et de Syriza : « L'objectif étant de participer, en partant d'un niveau local, à la construction d'un mouvement féministe européen, auto-organisé, acteur constitutif du renversement des rapports de force en faveur d'un nouveau modèle de société non plus au service des créanciers mais bien garant de la satisfaction des besoins sociaux et environnementaux. » Et l'organisation française « Oser le féminisme » écrit en solidarité avec les femmes de ménage licenciées du ministère des Finances : « L'austérité est l'ennemi du progrès et laisse avant tout les femmes sur le bord de la route. Elle est le signe dans ce cas que la démocratie n'est plus à même de protéger les plus faibles »¹⁹. Dans tous les discours et toutes les pratiques féminines contre l'imposition des mémorandums, on voit se dessiner une étrange « spécificité » de la situation des femmes. Leur situation est présentée et affirmée comme particulière et spécifique mais à l'intérieur d'un continuum. La *qualité* de femmes ne s'exprime que dans une continuité *quantitative*. Elles sont la partie la plus souffrante du peuple. Si elles sont femmes, *ce n'est pas vis-à-vis des hommes*, mais de l'État, de la Troïka, etc. L'absence de « mouvements autonomes » a de profondes racines dans le cours des luttes et si la communauté citoyenne et politique n'était pas inéluctablement inscrite dans ce cours, elle ne fut pas pour autant un accident.

Le féminisme en Grèce avait son histoire propre, le privé avait émergé dans le public, le Welfare était déliquéscent, l'austérité faisait des femmes ses premières cibles, mais chacun de ces termes avait en lui ses limites, l'apparition du nouveau ne se réduit jamais à ses causes ou conditions. Toutes ces limites sont devenues réelles, ont été actualisées et sont devenues efficaces dans et par le débouché politique que représentait Syriza dans lequel elles se sont coagulées et interpénétrées. Les Assemblées et luttes locales connurent un

18. Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers-Monde

19. Comme si, depuis que la démocratie moderne existe, cela avait été son souci.

parcours similaire, il semblait qu'enfin l'État pouvait devenir l'État de *sa* société.

Des assemblées à la victoire électorale de Syriza : État et société

On ne peut pas comprendre le succès électoral de Syriza ni les possibles développements futurs des luttes de classes sans tenir compte de la singularité des Assemblées locales qui apparurent dans la foulée du « mouvement des places » durant l'été 2011²⁰. Les précédentes mobilisations locales dans les zones urbaines étaient toujours apparues en mettant en avant des revendications particulières concernant le plus souvent la qualité de la vie dans les quartiers à la périphérie des villes : la pollution, la dégradation de l'espace urbain et la revendication d'espaces publics libres. La même chose se rencontre dans les zones non-urbaines où de violents affrontements ont lieu entre la population locale et les flics en général autour de l'implantation de grands projets capitalistes, mais dans ce cas aucune Assemblée permanente et structurée n'apparaît. En revanche, les Assemblées qui apparaissent en banlieue d'Athènes à la suite de l'occupation de la place Syntagma réclament à l'État le retrait du mémorandum. Il apparaît alors, en comparaison avec les revendications particulières précédentes, que le niveau de la revendication a changé et est devenu plus directement politique. La principale revendication mise en avant par les Assemblées locales fut le retrait de la *charatsi*, la nouvelle taxe foncière et d'habitation liée à la fourniture d'électricité. En dépit du fait que pour les familles grecques la propriété de la demeure est toujours considérée comme une chose sacro-sainte, souligner la continuité entre les mouvements locaux précédents et ceux qui suivirent l'occupation de Syntagma passe à côté de la transformation survenue dans l'activité de revendication elle-même. Dans le cas de la *charatsi*, les Assemblées s'adressent directement à l'administration d'État sans la médiation des autorités municipales. De cette façon, le contournement des institutions d'État au niveau local et l'absence d'affrontement à ce niveau ont contribué à créer le mythe que la présence de l'État au niveau local

20. Ce chapitre et le suivant sont largement inspirés (souvent librement...) du texte *Je ne suis pas Syriza* publié sur le blog grec « Communisation ».

n'était pas une menace pour l'autonomie du mouvement ; pire qu'il pouvait même y avoir une coopération entre les assemblées et les autorités locales (de gauche...). Cette « politisation directe » des revendications contribua à créer la base du futur succès électoral de Syriza aux élections municipales de 2014, particulièrement dans les quartiers où il y avait eu d'actives Assemblées locales.

À la suite de l'occupation de Syntagma, l'émergence et l'évolution des Assemblées locales ne peuvent être analysées en termes de continuité de la phase précédente du mouvement. Ce changement dans les formes et le contenu des revendications est le produit historique du cours de la crise. Entre 2008 et 2011, la domination de la vie publique par les partis et les syndicats a subi une crise profonde et continue, la dépression a sévèrement ébranlé les stratégies de survie individuelles et collectives préexistantes, l'État s'est dépouillé de toute image protectrice et les autorités municipales sont apparues comme le maillon faible de l'appareil d'État, d'autant plus qu'une part importante de la restructuration de cet appareil, impliquée par l'application des mémorandums, affecte, à ce moment là, « l'État local ».

Demander à l'État d'annuler la taxe foncière et d'habitation ou le mémorandum ne fut pas seulement un effet de la composition interclassiste des Assemblées. Dans l'esprit des animateurs des Assemblées locales, dont la majorité était des anarchistes ou des membres d'aucun parti, les mouvements sociaux ne pouvaient qu'opérer sous une idéologie de gauche. Syriza fut le résultat évident de cette attitude au niveau politique central. Cependant, il ne faut pas oublier que hormis les affrontements de l'été 2011 autour de la place Syntagma, les plus violentes réactions contre l'imposition des mémorandums furent celles des chauffeurs de taxi qui non seulement attaquèrent la police dans les rues autour du Parlement mais encore bloquèrent les ports et les aéroports dans des actions coordonnées sur l'ensemble du pays, celles des camionneurs qui n'hésitèrent pas à tirer à balles réelles sur les briseurs de grève et surtout la lutte de Keratea (voir plus loin) qui après plusieurs mois d'affrontements s'est révélée être le seul mouvement social à résister aux plans d'aménagements prévus dans la région d'Athènes. Syriza n'a impulsé aucun de ces mouvements organisés autour des intérêts de petits propriétaires, mais tous les autres partis avaient défendu l'Union Européenne et les mémorandums, la droite grecque n'avait jamais su, du fait de son histoire, organiser un mouvement social et n'avait envoyé aucun signe politique aux contestataires. Cela s'imposa comme une évidence : tout mouvement social ne pouvait être

médiatisé et représenté que par la gauche. Il en résulta l'illusion que le succès de Syriza aux élections de 2015 était l'expression politique des mouvements anti-mémorandum *en général*. Si c'était une illusion, Syriza avait su devenir pratiquement cette illusion.

Si l'on veut trouver une quelconque trace de continuité entre cette deuxième génération des Assemblées et les précédentes, il faut aller la chercher dans la reconnaissance de l'État et de la démocratie (directe incluse) comme l'unique horizon possible de l'action collective, c'est-à-dire finalement l'existence de l'État comme l'unique expression et garantie de l'intérêt commun.

Quand on valorise unilatéralement le mouvement des Assemblées, on oublie généralement le fait que les Assemblées locales furent créées après que l'Assemblée centrale de la partie basse de Syntagma « décréta » l'expansion du mouvement dans les banlieues d'Athènes. Majoritairement, pour les participants de Syntagma, l'existence d'un organe central de décision était la condition d'existence du mouvement. Les quelques Assemblées précédentes qui possédaient auparavant une structure plus diffuse furent incapables d'orienter le mouvement comme pouvait le faire la structure d'« État miniature » de la place Syntagma. C'est à partir de la base que commença à se produire l'identification de la gauche et de l'État : avant même d'atteindre massivement les sièges du Parlement, l'étatisation du mouvement fut le résultat d'une dynamique et d'un procès internes. Si bien que, avant même les élections municipales de 2014, les élections législatives de mai 2012 causèrent le déclin rapide des Assemblées. La nouvelle bataille à mener, le besoin urgent de voter pour Syriza comme représentant le débouché et l'avenir du mouvement entraînaient l'abandon de la coordination centrale des assemblées qui se tenait à Athènes à la Panteion Université avec plus de 45 assemblées représentées et plus de 500 participants.

L'État et toutes ses instances durent faire face à la pression des mobilisations contre la nouvelle taxe foncière et d'habitation et tentèrent d'absorber les attaques de ce mouvement interclassiste de diverses manières. Le niveau très élevé de violence policière contre la population à Skouries et à Keratea²¹, où un solide bloc interclassiste

21. Skouries est une localité de Chalcidique où une partie des habitants est en lutte contre l'État et l'entreprise Hellas Gold qui a ouvert une importante mine d'or dévastant la montagne et installé une immense zone de stockage des déchets d'exploitation. L'entreprise est détenue à 95 % par une entreprise canadienne, Eldorado Gold, et à 5 % par

faisait face à la police ajouta à la particulière gravité de la question pour l'État et fit apparaître la nécessité dans les transformations capitalistes en cours de réévaluer et transformer les relations entre celui-ci et *sa société*. Après les événements de Skouries et Keratea où la population était mobilisée contre la reprise et l'extension des activités aurifères ou l'installation d'une immense décharge, Syriza s'imposa comme le représentant et le défenseur des mouvements interclassistes y compris dans leur opposition aux pratiques et intérêts immédiats des ouvriers. Afin de défendre « leur » outil de travail et leurs emplois, les mineurs d'or de Skouries avaient attaqué aux côtés de la police les petits paysans de la région, les activistes et les anarchistes manifestant leur solidarité ainsi que les patrons de l'industrie touristique locale.

En dehors de situations aussi tranchées que celle de Skouries, cette contradiction entre la composition interclassiste des mouvements et la recherche impossible d'une stricte orientation de classe provoqua des tensions plus ou moins vives dans la vie des Assemblées locales. Parce qu'elles étaient enracinées dans un environnement urbain et non dans des zones rurales où les solidarités familiales et la propriété de la terre sont dominantes et où les hiérarchies sociales sont plus fortes et évidentes, les Assemblées furent contraintes de rapidement étendre leurs activités aux besoins des ouvriers et des chômeurs. Mettre ces besoins au premier plan et organiser des bourses de troc pour des produits de première nécessité, des « banques » de temps pour l'échange de services, des cuisines collectives pour tous ceux touchés par la crise d'une façon ou d'une autre, déclencha l'affaiblissement du mouvement des Assemblées car la contradiction entre la composition interclassiste et l'orientation de classe ne trouvait aucun espace où se mouvoir d'autant plus que les Assemblées devaient faire face à l'opposition directe de l'Église, des médias et à certaines initiatives impulsées par quelques maires. Seuls les partis politiques prétendent être au service des intérêts de tous. Syriza après avoir échoué à mettre sur pied ses propres Assemblées choisit de soutenir les épiceries sociales vendant les produits agricoles sans la médiation des grossistes avant d'intervenir directement

Aktor la principale entreprise grecque de travaux publics appartenant à la famille Bobolas (type d'association typique du capitalisme grec et dont nous parlerons plus loin). L'exploitation de la mine met en jeu 1600 emplois directs et 5000 indirects (estimation). Les affrontements violents ont commencé en février 2013, mais la population est profondément divisée. Keratea est une localité du sud de l'Attique.

dans la mise en place de cantines pour les enfants de chômeurs. En septembre 2011, juste après la fin du « mouvement des Indignés », le même État qui était responsable de la lourde répression du mouvement fit adopter une loi donnant une forme légale à « l'économie sociale », loi que le gouvernement de Syriza étendit en 2015 pour atténuer les effets du renforcement de l'austérité à la suite de ses accords avec les instances européennes. Naturellement, dans toute la gauche, anarchistes compris, tous les adeptes de l'autogestion réellement existante célébrèrent la loi comme une victoire du mouvement d'auto-organisation. La redéfinition de la relation de l'État à sa société dans laquelle se résolut finalement le mouvement des Assemblées toucha toutes sortes de domaines.

L'occupation des places : de l'antifascisme comme effacement des travailleurs immigrés

Avant le printemps 2010 et l'entrée officielle de la Grèce sous la coupe des mémorandums définis par la Troïka *et les capitalistes grecs*, l'attitude de l'État envers les mouvements sociaux pouvait se résumer en une formule simple : tolérance zéro. Durant l'été 2008, la police pouvait tuer une femme de 43 ans à Corfou durant des affrontements portant sur la création d'un site de traitement des ordures ; à l'été 2009, la police pouvait sauvagement attaquer des manifestants locaux qui à Grammatiko²² s'opposaient à une création identique. C'était avant et après le meurtre d'Alexis. Pour Syriza, il était impossible de capitaliser politiquement ces luttes, au moins de la façon dont il tenta de le faire autour des émeutes de décembre 2008. Le 7 juillet 2009, appuyée par des groupes fascistes, la police attaqua la manifestation anarchiste-antiautoritaire qui se dirigeait vers Agios Panteleimonas, un quartier pauvre du centre d'Athènes où un véritable état d'exception pour les prolétaires immigrés avait été instauré dès les débuts de 2009. La formule de la « tolérance zéro » est considérée la plupart du temps comme le signe que l'appareil d'État est totalement militarisé et imperméable à la lutte de classe et aux contradictions sociales en général. Après l'adoption du mémorandum en mai 2010 et la flambée sociale qui s'ensuivit, la formation sociale capitaliste grecque entra dans une période où les

22. Village de l'est de l'Attique dont les habitants se sont soulevés contre l'installation d'une décharge.

rapports capitalistes ne pouvaient être reproduits qu'au travers de la mise en crise de la politique et de sa recomposition.

Si, au-delà des places, les occupations se multiplièrent en une infinité de lieux divers et pour toutes sortes de motifs, c'est l'acte même d'occupation d'un bâtiment public ou d'une partie de l'espace public que l'on doit comprendre. Au-delà du fait essentiel que des secteurs du prolétariat grec remettent en cause la restructuration sans fin en réclamant au moins la propriété d'une part de ladite « richesse nationale », le fait que de nombreux autres groupes et segments du prolétariat choisissent également les occupations comme moyens de pression sur l'État révèle l'étroite relation clientéliste et rentière entre l'État et la société civile. Le vaste mouvement d'occupation doit être vu à la lumière du retrait de l'État de la reproduction de la force de travail et de la remise en cause simultanée du poids politique de la petite bourgeoisie à l'intérieur de la structure d'État. Il est vrai que les gouvernements successifs de coalition entre la Nouvelle Démocratie et le Pasok ont fait de leur mieux pour approfondir la séparation entre l'État et la société civile. Syriza arriva au pouvoir en 2015 en ayant promis leur réconciliation. Et l'important mouvement d'occupation des travailleurs immigrés qui culmina avec la grève de la faim des « 300 » fut immédiatement jeté aux poubelles de l'histoire.

En 2008, l'État avait reconnu mieux que quiconque que la plus grande menace que représentait cette révolte, ce n'était pas les vitrines brisées fusent-elles celles des banques, mais la possible reconnaissance et affirmation d'un destin commun entre les jeunes prolétaires grecs et les prolétaires immigrés réunis dans les rues d'Athènes. Les contre-manifestations lancées dès les premiers jours de la révolte dans certaines villes grecques appartenaient à une stratégie sociale destinée à répondre à cette menace. Dans de nombreux quartiers, l'État avec sa police et la société civile sous la forme de comités racistes de résidents établirent leurs propres règles éliminant de l'espace public, bien avant le « mouvement des places », un segment important du prolétariat. Cette élimination s'est révélée être *un préalable indispensable pour toutes les politiques responsables, y compris à gauche.*

S'il y a une raison sérieuse d'affirmer que le mouvement d'occupation des places ne fait pas partie de l'héritage direct de la révolte de décembre 2008 c'est qu'il ne permit en aucune façon aux « exclus », principalement les immigrés, d'en être partie prenante, si ce n'est comme vendeurs de pointeurs laser, de canettes et de casquettes.

Pour les procédures démocratiques ayant cours durant les occupations, aussi révolutionnaire qu'elles se prétendaient, cette absence ne fut jamais un problème. Il faut expliquer pourquoi Syntagma s'est divisée en une partie haute et une partie basse, une polarisation qui allait au-delà de la traditionnelle démarcation entre gauche et droite. À la fois divisée et formant un tout, la place Syntagma se voulut temporairement la médiation de toutes les médiations, c'est-à-dire un État sous forme molle et insaisissable. En ce sens, elle révélait la disparition de toutes les médiations qui s'effondraient. Pour s'exprimer plus précisément, c'est le total effondrement de la vieille social-démocratie du Pasok à la fois *sociale* et *nationale* qui rendit possible la présence massive de centaines de milliers de personnes dans les rues à plusieurs occasions et pour de longues périodes. Comme totalité, la place Syntagma dans sa polarisation se substituait à cet effondrement : la reconnaissance d'une identité ouvrière *autochtone* par et dans l'État signifiait être pro-nationaliste et pro-socialiste en même temps. La crise a accéléré le processus de segmentation de la classe ouvrière en cours depuis des décennies, en cela elle poussait les travailleurs en tant qu'individus et les médiations politiques se voulant les représentants des intérêts du peuple en général à reproduire, sur la place Syntagma, ce modèle socialiste et national. C'est pourquoi le gouvernement Syriza-Anel n'est pas seulement celui qui correspondait le mieux à la place Syntagma, mais aussi celui qui pouvait recomposer un intérêt commun, refaire de la politique, restaurer dans l'État l'identité du social et du national, cette identité qui était majoritairement vécue dans la rue. C'est la raison pour laquelle, la possible participation du parti d'extrême-droite ANEL, ouvertement raciste, dans un futur gouvernement mené par Syriza a été annoncée presque un an à l'avance et n'est pas un arrangement artificiel ou un « inévitable compromis » de dernière minute.

Pas à pas, Aube dorée réalisait son agenda politique et s'affirmait depuis la rue jusqu'au Parlement et, avec l'aide évidente de la police, défiait l'alliance entre Syriza et le mouvement anarchiste/anti-autoritaire, alliance jamais explicitement reconnue mais qui avait atteint, à Skouries par exemple, le niveau d'une coalition objective : l'un étant la fraction parlementaire, l'autre la section de rues. L'État décida de traiter Aube dorée comme une organisation criminelle seulement au moment où elle devenait un facteur de déstabilisation que les forces démocratiques avaient à affronter pour éliminer les obstacles à sa reconfiguration. Rétrospectivement, Aube

dorée avait contribué à accentuer les tensions sociales sans aucune utilité particulière pour la classe dominante. Plus d'un million de travailleurs immigrés « non-qualifiés » sont engagés dans le cycle de valorisation d'un très grand nombre de très petites, petites ou moyennes entreprises, personne ne peut sérieusement proposer la « déportation de masse des immigrés illégaux », comme l'avait plus ou moins suggéré l'ex Premier ministre, Antonis Samaras, lors de sa visite à Malte en octobre 2013.

Le meurtre de Pavlos Fyssas par un nazi d'Aube dorée le 17 septembre 2013 marqua un véritable tournant²³. Depuis 2009, les principaux médias assuraient avec constance la promotion du parti néo-nazi, la coalition gouvernementale fermait les yeux sur les activités de l'organisation et le relatif retrait de la police dans les rues au profit d'une répression informelle était destiné à lui faire obtenir un score électoral à deux chiffres, ce qui était tout à fait envisageable après les 6,92 % des législatives de juin 2012. Les mêmes élections où, au milieu de gauchistes plus ou moins gênés, de nombreux anarchistes soutinrent ouvertement les « camarades » de Syriza afin de contrebalancer l'influence d'Aube dorée. La perspective d'une coalition gouvernementale entre la ND et une Aube dorée devenue « sérieuse » devint même un sujet de discussion dans certains cercles dirigeants du capitalisme grec. Mais soudain tout changea. Toute l'équipe dirigeante du parti fut jetée en prison, les subventions reçues de l'État furent supprimées, de nombreux locaux du parti furent fermés et les actifs financiers de quelques capitalistes le soutenant furent bloqués. Il faut reconnaître qu'aucun parti, aucune organisation, aucun « milieu » ne connut une telle répression depuis la fin du régime des colonels.

Quand, rassemblés en un bloc interclassiste, la plupart des petits capitalistes, une grande partie des classes moyennes et bien sûr de larges segments de la classe ouvrière deviennent incapables de remplir les conditions nécessaires pour s'intégrer au régime d'accumulation, perdent l'espoir d'une ascension sociale et d'une vie meilleure, et considèrent l'État comme exclusivement lié à des intérêts par-

23. Pavlos Fyssas était un rappeur antifasciste grec né le 10 avril 1979 et assassiné à Keratsini, une banlieue d'Athènes, par un membre du parti néo-nazi Aube dorée. Le 1^{er} novembre 2013, deux membres d'Aube dorée sont assassinés à leur tour devant un local du parti à Athènes. Cette action est revendiquée par un groupe d'extrême-gauche inconnu, en représailles au meurtre de Pavlos Fyssas.

ticuliers, la société civile a tendance à s'autonomiser de l'État. La place existe alors pour qu'apparaisse un mouvement social tendant à identifier l'État et la société civile. Dans la crise *sociale* et *nationale* grecque, c'est sous l'idéologie de l'ethnicité que pouvait opérer cette identification. L'antinazisme devint alors l'idéologie dominante de l'État parce que n'importe quelle institution politique qui prétend être une forme supérieure et plus *naturelle* de représentation du sentiment national et qui de cette façon défie le monopole d'État de définition de la nation, c'est-à-dire du peuple, mine la définition même de l'État-nation et met à jour sa continuelle dé-nationalisation à l'époque de la financiarisation du procès d'ensemble de la valorisation du capital. Concrètement, cette institution entrave la capacité de l'État à mobiliser la population au nom de l'intérêt national.

Le virage antinazi de l'État rencontra de fait une revendication essentielle du mouvement antifasciste durant les deux années précédentes. C'était le même État sous le règne duquel les camps de détention pour immigrants « illégaux » avaient proliféré, les migrants avaient été arrêtés et battus pour le plaisir dans le centre d'Athènes, les travailleurs du sexe séropositifs et les squats anti-autoritaires avaient été respectivement désignés par les médias comme des « bombes sanitaires » et des « lieux de non-droit », les camps de roms avaient subi les brutales invasions de la police, c'était le même État pour lequel les discours habituels des années 1980 sur « l'intégration », « l'assimilation », etc., n'avaient simplement plus cours, c'était le même État qui effectuait ce virage. Le sentiment d'avoir le tapis brutalement retiré de dessous les pieds, qu'un autre champ d'action était tombé sous la régulation de la loi, fut vite remplacé, comme pour « l'économie sociale », par l'affirmation tactique que si l'État agissait à notre place cela devait être considéré comme une « victoire du mouvement ». Pour cette raison, aucune vraie rencontre ne se produisit entre le mouvement antifasciste et les luttes sauvages

que les immigrés lancèrent à Manolada²⁴, Amygdaleza²⁵ et à Skala²⁶. Le sentiment qui se faisait jour que « *l'État pouvait être nôtre* » et en même temps la sincère croyance en un lien essentiel entre l'antifascisme et la gauche, pavèrent la voie conduisant à légitimer Syriza comme le nouveau « Front populaire ». Enfin, le 31 janvier 2015, lors de la première manifestation dans le centre d'Athènes après la victoire électorale de Syriza, organisée par quelques anarchistes et des groupes communistes dans l'intention d'empêcher le rassemblement annuel des nazis d'Aube dorée, la jeunesse de Syriza était enfin présente parce que chaleureusement acceptée. L'État pouvait maintenant être des deux côtés de la barricade.

Le prolétariat avait essuyé en propre une double défaite aux deux extrémités, se fondant réciproquement, de la structure actuelle de la lutte de classe, d'abord au niveau de sa propre remise en cause contre le capital, ensuite à celui de l'acceptation conflictuelle du capital comme étant toute sa réalité et tout son être. Au cours de ces sept années, la détermination et la massivité des grèves, générales ou locales, spontanées ou officielles, violentes ou sages, n'avaient fait que décliner. Ce qui réunissait ces deux extrêmes, c'était la défaite économique comme écrasement objectif, quantitatif, de la classe ouvrière depuis 2001, la classe ouvrière fondait à vue d'œil, tandis que l'explosion du crédit qui s'était déversé sur la Grèce avait fait des classes moyennes modernes mais aussi de la petite bourgeoisie traditionnelle, de la masse des boutiquiers, des artisans, des tous petits entrepreneurs et paysans, les figures politiques dominantes. À la fin de l'hiver 2011-2012, au nom de la justice et de la nation, le pro-

-
24. À Manolada, gros village du Péloponnèse, le 17 avril 2013, 33 travailleurs agricoles immigrés bangladais sont blessés par les contremaîtres-vigiles des fermiers tirant au fusil de chasse alors qu'ils rejoignaient une manifestation de 200 travailleurs protestant contre le non-paiement de leur salaire. Cette région de Manolada concentre des milliers d'ouvriers agricoles immigrés et souvent « illégaux » principalement pour la cueillette des fraises.
 25. Centre de détention de migrants « illégaux » dans la région d'Athènes. En février 2015, le suicide d'un jeune Pakistanaï déclenche une révolte à l'intérieur du camp.
 26. Cette localité du Péloponnèse au sud de Sparte est réputée pour ses plantations d'orangers. En 2010 puis en 2014 la récolte et le conditionnement furent bloqués par une grève des travailleurs immigrés, la plupart furent licenciés.

létariat s'apprêtait à partager, après une victoire électorale illusoire, la défaite des classes moyennes et de la petite bourgeoisie derrière lesquelles il s'était rangé.

SYRIZA : LA VICTOIRE ÉLECTORALE

PAR LA DÉFAITE SOCIALE

— Nous aurions dû mettre le feu aux quatre coins de l'Europe.

Frédéric lui répondit :

— L'étincelle manquait. Vous étiez simplement de petits-bourgeois...

Flaubert, *L'Éducation sentimentale*

La petite bourgeoisie de la boutique et les fractions du prolétariat qui pensaient recréer des conditions de vie décentes dans le dos de la dictature du capitalisme européen et des nécessités financières mondiales furent portées au pouvoir non comme les uns auraient pu le *craindre* et les autres le *rêver* entre 2008 et 2012, par un soulèvement populaire, au travers de la multiplication et la radicalisation des Assemblées de quartiers, des comités de grèves, par la contestation des directions syndicales et des états-majors politiques, mais par leur propre défaite sociale qui était la condition, sous la catalyse *momentanée* de Syriza, de leur victoire électorale.

L'essor de la boutique et de la parcelle

À partir du printemps 2012, l'irrésistible ascension électorale de Syriza signifie le ralliement de la boutique et de la parcelle paysanne²⁷. La direction du parti ne représente ni une fraction de la

27. En Grèce, 88% des exploitations, le plus souvent familiales, font moins de 10 hectares, seules 1% ont une taille supérieure à 50 hectares. Même s'il ne représente que 3,5% du PIB, le secteur agricole représente 11% de la population active. Être agriculteur, c'était jusqu'à maintenant pouvoir bénéficier d'avantage fiscaux, d'une caisse de Sécurité sociale aux cotisations peu élevées et de bien d'autres mesures datant des années 1960-1970 qui avaient pour but d'enrayer le mouvement d'exode rural massif (voir plus loin la préservation, à la même époque, de la très petite entreprise artisanale ou commerciale). Pour être reconnu comme agriculteur, il faut prouver que 35% de son revenu provient de cette activité, posséder une exploitation de n'importe quelle taille et y consacrer au moins 30% de son temps. Près de

bourgeoisie, ni de la petite entreprise, ni de la classe ouvrière, unies par de grands intérêts communs et délimitée par des conditions de production particulières. Cette direction, c'est une coterie de bourgeois, d'écrivains, de militants arrivistes, de professeurs et de fonctionnaires *d'esprit populaire* qui avaient pour certains fait leurs classes au Pasok ou au KKE, mais qui avaient compris qu'avec les émeutes de 2008 et les rassemblements de 2011 les choses avaient changé. Ils ne représentaient même pas leur classe d'origine, les classes moyennes modernes, qui restaient majoritairement fidèles à la Nouvelle Démocratie. Ils combattaient la Troïka européenne et l'aristocratie financière, comme le faisait aussi la plus grande partie du prolétariat grec. Mais, quand il fut clair que le prolétariat était KO debout, la petite bourgeoisie traditionnelle, encore si massive en Grèce, lui fut reconnaissante de défendre au nom de la Nation, le mariage idéal du cash et du crédit.

Toutes ses revendications furent proclamées des droits inaliénables de la justice sociale, mais ces droits n'étaient inaliénables et illimités que dans la mesure où ils ne contrevenaient pas à leur propre fondement : le cash et le crédit. Angela Merkel, Mario Draghi, Christine Lagarde, Jean-Claude Juncker n'avaient plus qu'à relâcher ou serrer la corde que les électeurs de Syriza s'étaient nouée autour du cou en s'agitant au nom de la paix civile et en faisant des discours solennels en faveur de la paix civile au nom de la révolution. Le tiroir-caisse, la blouse grise et le cash qui étaient par tous les partis périodiquement célébrés comme suprême sagesse de la société, ne devaient-ils pas finalement s'aviser qu'il valait mieux devenir eux-mêmes l'idéal de la société, en proclamant la suprématie de leurs propres règles de vie ? Mais le cash ne vaut rien, n'existe pas, sans le crédit, la victoire électorale de la petite bourgeoisie, la proclamation à la face de l'aristocratie bourgeoise de ses revendications élémentaires, c'était la fin du crédit. Les autorités tutélaires du cash le firent savoir sans ménagement aux artistes de la fraude, de la panne des cartes de crédit et de la disparition du ticket de caisse. Aux petits prophètes du cash, la BCE fit savoir que là également était son cre-

40% des familles d'agriculteurs ont une pluriactivité. Les nouvelles mesures exigées par les créanciers de la Grèce visent à redéfinir le statut d'agriculteur et à sabrer dans un secteur qui a servi de refuge à des milliers de Grecs dans la crise : suppression des exemptions sur le gazole ; l'impôt sur le revenu devrait passer de 13% aujourd'hui à 26% en 2017 et obligation pour les exploitants à déclarer leurs ouvriers agricoles – souvent étrangers et illégaux.

do et qu'il fallait payer. En retirant à l'État grec la possibilité de se refinancer auprès de la BCE, le 4 février 2015, la classe capitaliste fit savoir à sa toute petite sœur égarée que les nécessités objectives du capital n'en font pas l'ami du genre humain. La petite bourgeoisie et le prolétariat grec à sa suite surent qu'ils avaient face à eux l'arrogance froide de la puissance du capital, c'est-à-dire de la classe capitaliste, qu'ils étaient face à des chiens, même si ce sympathique animal ne mérite pas d'être traité de Draghi, de Hollande ou de Merkel. Après la mesquine duperie du référendum du 5 juillet 2015, avalant sa victorieuse défaite la gorge nouée, la petite bourgeoisie fit savoir aux chômeurs, aux précaires, aux ouvriers non qualifiés à temps partiel, aux retraités sans retraite, à tous ses propres employés au noir que si elle était condamnée, c'est eux qui seraient d'abord soumis à la torture parce qu'il fallait maintenant être réalistes.

Aux élections de 2014 et 2015, tandis que les « classes moyennes modernes » restaient majoritairement fidèles à la Nouvelle Démocratie (ND), le Parti socialiste (Pasok) avait acquis une impopularité irrémédiable parmi les petits-bourgeois et la masse des chômeurs et précaires qui constitue l'essentiel du prolétariat, seuls lui restaient en partie fidèles ce qu'il restait d'ouvriers qualifiés dans le secteur privé. Une fraction même de ces ouvriers rejoignait, *au moment des élections*, l'extrême droite du Laos, puis d'Aube Dorée, quand le premier se fut déconsidéré par son union gouvernementale avec le Pasok et la ND. C'est dans les quartiers populaires d'Athènes d'Aghios Panteleimonas ou Kato Patissia, à la population vieillissante et touchée par l'effondrement de l'immobilier, bastions d'Aube Dorée, qu'ont eu lieu entre 2009 et 2014, la plupart des agressions racistes contre des migrants. Dans le même temps, si les zones de très hauts revenus restent aux mains de la ND, Syriza supplante la droite dans les zones de hauts et moyens revenus où il réalise aux Européennes de 2014 des scores supérieurs à sa moyenne nationale. Il n'en demeure pas moins que c'est dans les zones populaires que le Parti réalise ses meilleures performances.

Même si l'on ne parle pas de trahison, il ne sert pas à grand chose de se livrer à une analyse critique de Syriza au nom de « l'abandon de son programme », même en ajoutant que cet abandon était programmé de longue date. Les programmes politiques ne sont pas les Évangiles synoptiques. Cet abandon est exact, mais éclaire peu si l'on ne dit pas ce qu'est Syriza. Il constitue principalement une alliance électorale quand le niveau politique s'est imposé dans les luttes de classes : défaites ouvrières, rapport de forces entre petite

bourgeoisie et prolétariat, passage du rapport salarial à la société salariale, dominance des rapports de distribution sur les rapports de production, injustice, légitimité de l'État. Alliance politique et électorale entre certaines couches de travailleurs salariés avec les couches moyennes, principalement dans la petite bourgeoisie traditionnelle où il avait supplanté la droite. En 2014 (Européennes) et 2015 (législatives victorieuses) Syriza fait jeu égal avec la ND dans la catégorie des auto-entrepreneurs et professions libérales à revenus moyens mais la devance largement parmi les artisans, petits commerçants, agriculteurs et éleveurs indépendants où il réalise des scores largement supérieurs à sa moyenne nationale. Et si les salariés du secteur public rejoignent massivement Syriza, il n'en est pas de même dans le secteur privé. L'étude de la sociologie électorale des Européennes de 2014 qui présente l'avantage d'être une élection sans enjeu gouvernemental où peuvent se laisser aller les préférences idéologiques, montre une grande divergence à l'intérieur du prolétariat. D'un côté les salariés du public et les chômeurs, de l'autre les salariés du privé qui conservent un emploi. Cependant parmi ces derniers, si les cadres continuent à voter ND et les ouvriers qualifiés Pasok, les ouvriers non qualifiés ou à temps partiel ont rejoint Syriza. Les chômeurs sont eux-mêmes divisés. Si les chômeurs ayant perdu un emploi votent massivement pour Syriza, il n'en est pas de même pour les jeunes chômeurs n'ayant jamais travaillé, catégorie où Syriza est concurrencé par Aube Dorée.

Après les premières défaites du prolétariat, face aux exigences européennes et aux mesures draçtiques pour faire de la Grèce un moment rentable et efficace de la chaîne mondiale de la valorisation (nous aborderons plus loin les perspectives en ce sens), sous l'appellation de Syriza, s'était formée, avant les élections législatives de 2012, une coalition de petits-bourgeois et de prolétaires. Les petits-bourgeois voyaient qu'ils étaient mal récompensés d'avoir toujours bien voté, d'avoir condamné les pratiques des émeutiers de 2008 en leur manifestant une sympathie idéale et de s'être abstenus de se regrouper massivement sur les places en 2011. Leur récompense c'était de tirer le rideau de fer et de brader leur patrimoine, c'est pourquoi ils se rapprochèrent des ouvriers, des chômeurs et des précaires qui maintenant ne semblaient plus si dangereux, d'autant plus que Syriza qui avait tout fait pour qu'il en soit ainsi méritait leur confiance. Mais il fallait qu'ils soient à la tête du mouvement et que le programme soit le leur. Le malheur était qu'ils n'avaient pas de programme et, après le 25 janvier 2015, cela se sut rapidement.

Syriza, parti de gouvernement

Avec son écrasement quantitatif et le changement du cours de la crise, les revendications du prolétariat avaient perdu leur pointe « révolutionnaire » pour achever de prendre la tournure démocratique qu'elles avaient commencé à revêtir dans les assemblées de quartier et la succession des « grèves générales ». Les revendications démocratiques de la petite bourgeoisie opposant la souveraineté populaire aux instances européennes se dépouillèrent de leur forme purement politique pour faire ressortir leur pointe « socialiste ». C'est ainsi que naquit Syriza comme parti de gouvernement. Il ne faut pas s'imaginer que les représentants et les dirigeants de Syriza étaient tous devenus des boutiquiers. Par leur éducation et leur situation individuelle, ils peuvent s'en distinguer comme le jour et la nuit. Ce qui en fait des représentants des petits-bourgeois, c'est qu'intellectuellement et politiquement ils ne dépassent pas les limites que ceux-ci ne franchissent pas dans la vie, si bien qu'ils sont contraints théoriquement aux mêmes tâches et solutions auxquelles le petit-bourgeois est contraint pratiquement par l'intérêt matériel et la situation sociale : la conciliation et la politique. Tel est, de manière générale, le plus souvent, le rapport des représentants politiques et intellectuels d'une classe à la classe qu'ils représentent, d'autant plus quand celle-ci se trouve contrainte à une alliance fragile avec une autre classe.

Après le 25 janvier, il ne s'agissait plus de n'exiger « aucun sacrifice pour l'euro » et de proclamer que « l'euro n'est pas un fétiche », mais d'énoncer raisonnablement que « nous n'allons pas quitter l'euro », et « ils (la Troïka) accepteront ce que nous dirons », cela devait être « aussi clair que la lumière du jour » se mit à répéter la direction de Syriza. La petite bourgeoisie ne veut pas faire aboutir par principe un intérêt égoïste de classe, le voudrait-elle qu'elle ne le pourrait pas. Elle croit au contraire que les conditions *particulières* de sa préservation sont les conditions *générales* offrant seules la possibilité de sauver la société grecque et la paix civile si ce n'est d'éviter la lutte des classes.

La force du prolétariat était dans la rue, les Assemblées et parfois dans les usines, les ports ou les raffineries, celle de la petite bourgeoisie dans les urnes et l'Assemblée nationale (la Vouli). Il s'agissait donc d'amener le prolétariat dans l'Assemblée et le petit-bourgeois dans quelques meetings et rassemblements de rue. Tâche dont Syriza s'acquitta à merveille, jusqu'au coup de maître que fut le référendum du 5 juillet. Journée des dupes par excellence. Le chômeur,

le précaire, l'ouvrier, le boutiquier, le petit entrepreneur votèrent « Non ». « *Oxi* » répétait l'écho du cap Ténare à Thessalonique et de Rhodes à Corfou. Mais jamais l'inversion des hochements de tête signifiant « oui » et « non » entre la Grèce et le reste de l'Europe n'eut une telle conséquence. « *Oxi* » devint « *Mališta*²⁸ ». Syriza, comme parti, devint sa propre victime, nouvelle Iphigénie, il s'offrit en sacrifice à un Agamemnon de pacotille. Alors qu'entre la Vouli élue et la nation n'existe qu'un lien métaphysique, par le référendum, entre Alexis Tsipras et la nation, la relation était momentanément proclamée et vécue comme personnelle. Vis-à-vis de la nation, il crut disposer d'une sorte de droit divin, il était maintenant, lui en personne, par la grâce du peuple. Si Syriza s'offrit en sacrifice par un référendum, c'est aussi par des élections qu'il naquit. Des élections dirigées contre un mouvement social qui dans ses limites et ses échecs n'avait plus qu'à servir de base et de légitimité à un parti dont la petite bourgeoisie était devenue par le déclin même du mouvement, l'aile marchante et le fer de lance.

Dès le 25 janvier 2015, dans la ligne de sa politique antérieure, Syriza avait fait de l'apaisement sa doctrine. Apaisement avec l'Europe qui le lui rendra bien mal. Apaisement sur le front politique intérieur scellé par le choix de Prokopis Pavlopoulos, vieux briscard de la ND, pour le poste de président de la République ; celui de Lambis Tagmatarchis, un journaliste parfaitement intégré au système médiatique dominant (dont nous aurons à reparler) pour diriger les chaînes publiques rétablies. Apaisement avec les armateurs au nom de la Constitution revue par les colonels. Apaisement avec l'Église orthodoxe au nom de la Panaghia Eleousa²⁹. Partout, la logique d'évitement des conflits dans l'appareil d'État profond fut la règle : Panos Kammenos, le leader d'ANEL prit en charge la Défense (comme vice-ministre, Coſtas Isychos, de la « Plateforme de gauche » n'était là que pour la décoration) ; Yannis Panousis, politicien représentatif de « la loi et l'ordre », au long passé dans le Pasok, hérita du ministère de l'Ordre public. Les choix étaient clairs quant à la continuité au niveau de l'État comme gourdin. Il fallait, bien sûr, sur le moment, faire plaisir et amuser les militants d'Exar-

28. « *Oxi* » : Non

« *Mališta* » : Oui

29. La Vierge de la compassion.

chia³⁰ en les laissant défilier sans heurts, mais sans effets, le long d'un camp de rétention de migrants près d'Athènes ; d'autant plus que la menace d'un « relâchement » de la surveillance et du contrôle des migrants pouvait être jetée dans la balance des négociations avec l'Europe (mais déjà à Kos ou à Mytilène la chanson n'était pas la même). *Last but not least*, le vice-premier ministre Giannis Dragasakis était la garantie personnifiée qu'on ne toucherait pas aux banques et au secteur financier.

Enfin, en six mois, des élections de janvier au référendum de juillet, Syriza comme parti perdit jusqu'à son apparence de parti populaire et démocratique, « populiste » comme disent les imbéciles apeurés. Il devint un organisme sans vie, détaché de l'action et dévoué à la promotion de ses leaders. Tous les organes gouvernementaux étaient hors de portée et autonomes vis-à-vis du parti. Mais cela n'avait rien d'étonnant car c'était à cela que Syriza devait sa victoire. Le système politique a son histoire, son tempo, c'est une vaste machine aux rouages diversifiés et multiples destinée à transformer le particulier en général, la violence brute des rapports de production en violence unilatérale légitime. Des intérêts particuliers de classe deviennent d'abord un intérêt particulier politique. Le porteur de cet intérêt a changé de nature, il est devenu un individu singulier porteur d'intérêts communs seulement par sa coexistence avec d'autres individus singuliers, ses semblables, et seulement parce qu'il reconnaît comme tout autant légitimes que le sien les intérêts des autres individus singuliers qui s'opposent à lui. Cette généralité encore déterminée par le particulier s'efface ensuite pour s'affirmer comme l'intérêt général de la société comme intérêt de la classe qui la subsume. En clair, tout parti politique conséquent se doit de devenir un parti « attrape-tout », un « catch all party » comme disent les politistes.

C'est en juillet 2013, lors de son Congrès fondateur, moins de deux ans avant sa victoire que la « Coalition de la gauche radicale grecque » achève sa mutation en « parti attrape-tout », c'est-à-dire en véritable parti, c'est-à-dire en parti de gouvernement. En mai 2012, Syriza avait frôlé la victoire aux élections législatives, il avait fallu la scission de la Gauche démocratique (Dimar) pour assurer le « succès » de la coalition de la ND et du Pasok. Fragile « succès », la fermeture de la radiotélévision publique (ERT) et la petite agitation

30. Quartier d'Athènes à forte concentration d'activités et de « lieux de vie » anarchistes.

sociale qui l'accompagna conduisirent au départ de Dimar et la coalition ne pouvait plus compter que sur 153 députés sur 300.

L'agitation sociale était en pleine phase de repli après l'adoption du précédent Mémoire en février 2012, mais l'apathie qui régnait sur le front social était la condition de la confirmation de Syriza comme force politico-sociale et parti pouvant légitimement prétendre au gouvernement. Syriza devint l'expression radicale et la plus adéquate de l'apathie dont la houle légère rappelait à chacun les tempêtes passées. Syriza n'a trompé personne, c'était une illusion sans illusionniste. Le prolétariat ne faisait plus peur, c'était pour Syriza le moment d'aborder frontalement la question du pouvoir. Le ralliement électoral de la petite bourgeoisie traditionnelle et des petits paysans aux élections européennes de 2014 confirmera la pertinence de la tactique mise en œuvre au Congrès fondateur.

Syriza put alors engranger les profits de sa politique incantatoire. Il avait jusqu'à maintenant occupé le « ministère de la parole », il était temps de prétendre aux ministères réels. Tout au long des moments clés des affrontements sociaux, dans les grèves avortées ou brisées du métro, des docks, de l'enseignement secondaire, à chaque fois, la direction de Syriza a fait preuve d'une grande prudence jusqu'à retirer son soutien à la grève des enseignants pourtant approuvée et conduite par des AG particulièrement massives. Syriza est absent et ne se prononce guère sur la grève des matelots qui en 2012 imposent le maintien de la convention collective, ni en 2011-2012 sur les neuf mois de grève des sidérurgistes qui réussissent à, momentanément, faire échec aux réductions de salaires. À l'usine sidérurgique d'Aspropyrgos près d'Athènes, les ouvriers font échec au plan du patron qui voulait leur imposer de travailler cinq heures par jour pour un salaire de 500 euros, à Volos, dans l'autre usine du groupe, le représentant syndical de Syriza avait voté contre la grève et pour le plan d'austérité, comme en 2012 dans les chantiers navals.

En devenant parti, Syriza rompait avec les aspects les plus marquants de la gauche radicale. Dans la forme même de l'organisation était dorénavant ancrée la « ligne de recentrage » poursuivie avec acharnement par la direction depuis l'automne 2012. Le brouillage incessant des positions de Syriza sur les questions clés – annulation des Mémoires, dette, sortie de l'euro, refus des privatisations – et leur perception par les couches sociales qui lui accordaient leur confiance, trouvait dans la forme parti son achèvement et sa consécration. Mais le brouillage c'est la politique même. Tant que la lutte de classe ne rompt pas avec l'implication réciproque entre

le prolétariat et le capital, c'est-à-dire tant que sa propre définition et existence comme classe ne devient pas, pour le prolétariat, l'objet même de sa lutte contre le capital, sauf rêve éveillé de l'autonomie ouvrière, l'issue politique est sa pente naturelle.

Dans le parti nouvellement constitué, les tendances n'existaient plus que pour faire de la figuration et le président du parti était maintenant élu par le congrès et non plus par les instances de direction (le Comité central). Manolis Glezos qui, en 1941, avait arraché de l'Acropole le drapeau à croix gammée a pu s'insurger contre ce « recentrage » et l'élection du président par le congrès, il n'était plus qu'une icône d'où le reflet divin avait disparu.

Cette évolution de Syriza ne fait sens que située dans un contexte double : celui de la reconnaissance et de l'intégration du parti dans le monde du pouvoir légitime ; celui de la lutte de classe *réaliste*. Et la lutte de classe était devenue réaliste, d'autant plus réaliste que les déterminations des rapports de distribution selon lesquels elle se structurait opposaient la pauvreté et l'injustice à l'accaparement de la richesse *sous domination étrangère*. Sous l'égide des rapports de distribution tout le monde avance masqué. Le prolétariat n'était plus seul, il avait avec lui le boutiquier et le paysan, mais il ne savait plus lui-même qui il était. Était-il le précaire, le chômeur, le travailleur du secteur public, l'étudiant livreur de pizza, le fonctionnaire maintenant menacé de licenciement, l'auto-organisé de la fripe populaire, ou l'ouvrier industriel sans qualification d'un secteur privé en perte et en contraction à la fois continue et brutale ? La politique était devenue son unité et alors le prolétariat devint politique.

Tsipras pouvait « faire le ménage » et « couper des têtes » comme répétaient avec gourmandise les hyènes médiatiques, il était « responsable » et cela sans trahir la lutte de classe, sans la conduire sur des voies qui n'étaient pas devenues les siennes. Les succès électoraux foudroyants du printemps 2012 provoquèrent une conjoncture en apparence paradoxale. D'un côté, une vague d'adhésions (du style de la « promotion Lénine » initiée par Staline à l'orée du pouvoir) fait doubler le nombre de membres du « parti » (il ne l'était pas encore officiellement) qui atteignent les 35 000, Syriza devient un parti « attrape-tout » mais, de l'autre, au même moment, grâce à de nombreux transfuges du Pasok, le « parti » prend enfin pied dans le mouvement syndical qui était son point faible traditionnel même si sa surface syndicale demeure encore bien inférieure à celle du PAME (KKE, le PC grec). Mais le KKE ne récolte en juin 2012 que 5 % des suffrages.

Syriza n'exprime pas la lutte de classe *idéale*, il fait mieux, il lui offre une perspective. La perspective n'est ni valide ni viable, mais personne ne voulait une perspective valide ou viable. L'ouvrier, le paysan, le boutiquier grecs voulaient simultanément la fin ou l'atténuation de l'austérité, c'est-à-dire le crédit en euros, et le remboursement en drachmes dévaluées, mais, avec la sortie de l'euro, la réalité de cette illusion et de ce rêve cela aurait été le crédit en drachmes et le remboursement en euros, c'est-à-dire les saisies et les expulsions. Syriza ne voulait pas « la révolution », mais ses électeurs non plus et ils ne voulaient pas qu'on les trompe là-dessus. Pour toutes les catégories de la société écrasées par la dépression économique, le chômage, la fermeture des rideaux de fer, la disparition à venir des subventions agricoles, la hausse des impôts fonciers, et, pour les paysans, de la TVA sur les intrants, l'adhésion à un parti apparaissant aux portes du pouvoir signifiait aussi la reconstitution d'un rapport clientéliste passant par une relation d'obéissance au leader charismatique et des liens entretenus avec un ou plusieurs cadres locaux.

La direction de Syriza n'avait plus qu'à prôner le « nécessaire élargissement », elle était au diapason de ceux qu'elle représentait. Il fallait mettre sous le boisseau les stratégies d'interventions militantes (même si elles n'avaient jamais été que velléitaires), organiser des congrès pléthoriques noyés sous les nouveaux adhérents et constituer des réseaux de type personnel autour des cadres dirigeants (en général des parlementaires). Il fallait que le discours du parti soit *médiatique*, c'est-à-dire à la fois destiné à un « auditoire national » et modulé pour plaire aux divers publics : radical et lyrique pour les militants ; sobre et pragmatique lors des tournées de Tsipras à Berlin ou Washington. Mais les discours n'étaient pas étanches l'un à l'autre : le militant n'adhérait au lyrisme que parce qu'il entendait en sourdine le pragmatisme et le FMI ne faisait semblant de croire au pragmatisme que parce que résonnait en lui la nécessité sociale du lyrisme pour éviter la tempête. Le schibboleth fut trouvé, ce fut la « subversion » qui devint le jingle de Syriza. Si « lutte de classe » ne fait pas partie de son lexique, « subversion » revient douze fois dans la résolution politique du Congrès fondateur. Le terme volontairement vague qui a l'avantage de sonner agréablement dans une ambiance libertaire désigne une certaine contestation indéfinie, multiforme et informe du « système » : bref, l'absence de cravate. Il ne désigne aucun sujet, aucune contradiction particulière, mais une attitude culturelle qui conteste aussi bien la dictature des institutions européennes, que la société de consommation, l'injustice générale.

Pour la « subversion », la classe ouvrière n'est qu'une composante du *peuple*. Dans les occasions où il fallait être radical, les dirigeants se répandirent donc dans les médias en parlant de « subversion », ce dont firent mine de s'effrayer les journalistes du *Financial Times*.

En novembre 2012, la Conférence nationale du parti avait confirmé la position de Syriza quant à l'annulation immédiate des Mémoires par vote parlementaire en cas de victoire électorale, mais quelques jours après les responsables des questions économiques et les figures de proue de la direction se répandaient dans les médias pour préciser que Syriza « n'agirait pas de façon unilatérale », les termes d'« annulation » ou d'« abrogation » étaient systématiquement évités, remplacés par des références à la « négociation avec nos partenaires européens ». Les médias grecs relayèrent à l'envi les déclarations apaisantes de Tsipras à Berlin et Washington. La parole de Syriza était devenue médiatique, Syriza pouvait être un parti de gouvernement, même subversif.

« THERE IS NO ALTERNATIVE » :

JANVIER 2015 – JUILLET 2015³¹

La « sortie de l'euro »

Mais qui en Grèce aurait voulu une sortie conflictuelle de l'euro, le retour à la drachme ? Quelques uns dans les sondages, personne en réalité. « TINA³² » aurait dit Margaret Thatcher. La sortie de l'euro, c'était la fin du système bancaire grec, ce n'était pas le retour à la drachme mais la fin de la monnaie et malheureusement la Grèce n'était pas en révolution. Il n'y avait pas de plan B. Le système bancaire grec ne doit sa survie qu'aux liquidités d'urgence débloquées tous les jours par la BCE. Suite à l'arrivée au pouvoir de Syriza, la BCE avait mis fin au programme d'aides dont bénéficiait la Grèce (rachat sur le marché secondaire de titres publics) et qui l'autorisait à se refinancer à taux bas auprès d'elle. Le système bancaire était devenu non seulement illiquide mais en réalité *insolvable*. Fuite des capitaux (100 milliards d'euros en cinq ans) et retrait des dépôts

31. Dans ce chapitre, comme par la suite, les données économiques proviennent essentiellement du site-blog de Michel Husson : Hussonet.com.

32. *There is no alternative*.

(6,8 milliards du 2 au 23 juin, culminant à 1,7 le 19), explosion des créances douteuses auprès des ménages et des entreprises (estimées à 45 % en août 2015), incorporation hasardeuse des crédits d'impôts différés sur l'État dans les fonds propres des banques, et enfin large exposition des banques grecques à la dette publique (23 milliards d'euros de créances). Un défaut de l'État et les banques n'avaient plus de fonds propres. On pouvait convertir tous les comptes en euros en comptes en drachmes mais toutes les drachmes se seraient volatilisées au marché noir contre des euros à n'importe quel taux de change.

En « théorie », l'économie grecque pourrait en cas de réintroduction de la drachme profiter d'une monnaie dévaluée, la compétitivité de ses entreprises serait regonflée, les touristes dont le pouvoir d'achat serait dopé afflueraient en masse encore plus grande, tandis que la Banque centrale de Grèce injecterait des drachmes dans le système monétaire afin d'éviter sa faillite. En « théorie » également, sans même sortir de l'euro, le gouvernement grec aurait pu répudier la totalité de la dette, le FESF (Fonds européen de solidarité financière) et la BCE auraient dû alors prendre leurs pertes, il aurait pu aussi, sur la lancée, réquisitionner la Banque centrale et lui faire émettre autant d'euros que nécessaire pour couvrir ses besoins de financement à court terme. « Mesure illégale, mais techniquement possible » ajoute Jacques Sapir auteur de ce scénario. Les détenteurs de la dette grecque privée ne seraient, selon lui, que trop heureux d'accepter cet argent qui, sur les comptes en banques, n'est pas discernable des euros légalement émis. Mais Jacques Sapir semble oublier que même les euros transmis d'un compte débiteur privé à un créancier privé étranger par l'intermédiaire d'une banque commerciale au sein de la zone euro transitent via les banques centrales nationales par un système centralisé auprès de la BCE qui aurait vite fait de bloquer l'entourloupe (système dit « Target 2 »). Quand la BCE imposa à Chypre, en 2013, un contrôle de la circulation des capitaux, le même Sapir n'hésitait pas à dénoncer l'installation d'un « système à deux euros, un euro chypriote et un euro du reste de la zone » (cité par Delorme, *La Grèce et les Balkans*, t. III, Éd Gallimard Folio, p.2060).

Quant au déficit budgétaire, poursuit Sapir, il est lié pour près de 75 % aux paiements des intérêts sur la dette. Une fois la dette répudiée, le déficit budgétaire serait substantiellement réduit. C'est évident. La Grèce ne devrait plus un seul euro, mais il n'y aurait plus d'euros, *ni de monnaie* en Grèce.

En mai 2012, Yannis Varoufakis qui n'était encore que professeur d'économie proposait une « politique de vérité » pour que la Grèce reste dans la zone euro et évite « une sortie ignominieuse ». En mai 2012, l'État grec, déjà au bord de la faillite, avait emprunté 4,2 milliards d'euros au Fonds de sauvetage européen (FSE) et avait aussitôt reversé cette somme à la BCE afin de rembourser les obligations d'État grecques que la BCE avait auparavant acquises, nouvel emprunt qui avait substantiellement accru la dette grecque. Pour comprendre l'apparente folie de telles opérations, il faut se tourner vers ce qu'il se passe au même moment en Espagne. L'État espagnol injecte de grandes quantités de capitaux dans les banques espagnoles en déroute. Pour financer ces injections, la BCE avait consenti aux banques espagnoles d'importants prêts au taux de 1 %, lesquelles les ont prêtés, à un taux de 6 %, à leur État pour qu'il devienne leur sauveur. Varoufakis commente alors : « Des États insolubles sont en l'occurrence contraints d'emprunter afin de rembourser une Banque centrale qui elle-même prête à des banques insolubles qui reçoivent des capitaux de la part d'États insolubles et en même temps leur prêtent une partie de l'argent qu'elles ont elles-mêmes emprunté à la Banque centrale ! S'agit-il là d'une économie prudentielle et austère à laquelle un pays comme la Grèce devrait se plier ? Ou sommes-nous face à une mécanique devenue folie ? Ce cercle vicieux doit absolument être brisé. » La Grèce ne devrait donc plus emprunter un seul euro, un « plan rationnel » devra être appliqué à tous les membres (Irlande, Portugal, Espagne, etc.) : suspension de tout remboursement jusqu'à « l'europanisation des banques » et « l'europanisation par les eurobonds d'une partie de la dette des pays membres ». La « vérité » pour Varoufakis, c'était de « refuser de souscrire des emprunts que l'on n'est pas en mesure de rembourser ». Il faut se souvenir qu'en mai 2012, Syriza frôle la victoire aux législatives.

Personne ne voulait la sortie de l'euro (peut-être quelques planificateurs-stratèges de la lutte de classe et de la révolution) provoquée par un défaut de paiement. Cela aurait été alors la suppression des liquidités d'urgence aux banques et leur faillite. L'État n'aurait plus eu d'autres options que d'officialiser leur nationalisation de fait, proclamant sa propre ruine. Il aurait ensuite fallu imprimer des reconnaissances de dettes pour verser les pensions, payer les fonctionnaires et les fournisseurs. Ces reconnaissances seraient devenues une monnaie parallèle immédiatement déconsidérée, pire que des assignats, que tout un chacun aurait fuie. Transformée en drachmes, la plus infime épargne n'aurait plus aucune valeur. Le prix des pro-

duits importés (70 % de l'ensemble de la consommation en Grèce) aurait flambé, le pouvoir d'achat de cette monnaie parallèle aurait été réduit à néant. Non seulement, le prix des produits importés aurait flambé mais les produits pouvaient simplement disparaître, il a suffi de la fermeture des banques pour que la majorité des fournisseurs étrangers refuse de livrer en Grèce. Enfin, il y a de fortes probabilités pour qu'une inflation importée entraîne une modification du « partage » entre salaires et profits en faveur des seconds. Nous laissons de côté le fait qu'un défaut de l'État sur sa dette aurait déclenché la mise en mouvement du mécanisme monstrueux des CDS (*credit default swap* : contrat de garantie contre la faillite d'un pays ou d'un débiteur quelconque) dont personne ne connaît les effets, du fait de la taille et de l'opacité du marché ainsi que de la titrisation des contrats.

Le « payeur en dernier ressort »

Plus d'emprunts, plus de remboursements jusqu'à la mise en place d'un « plan rationnel », telle était la mission que fixait alors Varoufakis à un futur Premier ministre grec, mais d'ici là, d'ici la mise en place de ce plan, il n'y aurait plus eu de système bancaire en Grèce ni d'économie grecque.

La monnaie paraît « folie » et l'insolvabilité entretenue par de nouveaux emprunts un « cercle vicieux ». Sauf qu'il y a un « *payeur en dernier ressort* » : les prolétaires. Entre 2009 et 2014, le déficit public grec est passé de - 15,2 % à - 2,7 % (avec même un excédent primaire), ce qui représente un effort de 12,5 points de PIB, une réduction colossale. Sur la même période l'Espagne réalise un ajustement de 5,1 points, la Lituanie souvent donnée en exemple aux Grecs par ses propres canailles de dirigeants réalise 8,6 points. Mais même ces chiffres ne reflètent pas la réalité car sur cette même période le PIB de la Grèce recule de 25 %. En valeur la Grèce a réduit ses dépenses publiques de 47 milliards d'euros contre 10 milliards en Irlande et 12,8 en Lituanie. C'est sans commune mesure la plus longue et la plus dure des cures d'austérité imposées dans la zone euro. Mais, « Seule une très faible partie des énormes sommes d'argent prêtées à la Grèce lui était réellement destinée. Elles ont servi à rembourser les créanciers privés, notamment des banques en Allemagne et en France. La Grèce n'a reçu que des miettes, mais elle a payé le prix fort pour préserver les systèmes bancaires de ces pays. » (Joseph Stiglitz, *Le Monde* du 5-6 juillet 2015). Si nous étions charitables, nous tai-

rions la réponse de Daniel Cohn-Bendit : « La Grèce dépense plus d'argent qu'elle n'en gagne » et si elle ne réduit pas suffisamment ses dépenses, c'est qu'il s'agit « d'un gouvernement nationaliste avant tout, allié à la droite dure et à l'Église orthodoxe. C'est ce que les intellectuels de gauche, tel Joseph Stiglitz mineurent. » (*ibid.*)

Derrière les chiffres, il n'y a pas « La Grèce » mais 60 % de chômeurs parmi les moins de 25 ans, un quart de la population en dessous du seuil de pauvreté, un quart des retraités sans retraite parce qu'ils ont travaillé au noir, des hôpitaux sans ressources pour des malades sans assurance, des *fakelaki*³³ à payer de partout, un droit du travail qui n'existe plus, un salaire minimum qui passe de 680 à 586 euros (le seul cas de recul en Europe) quand il est payé, la toxicomanie et la prostitution, etc. Le pire, si l'on peut parler ainsi, c'est que tout cela ne produit aucun « effet positif » sur l'économie, rien ne bouge, rien ne « rebondit » comme disent les économistes. Le « coût du travail » s'effondre, les exportations ne réagissent pas ; les salaires baissent, les investisseurs étrangers ne se précipitent pas, si ce n'est pour s'emparer de quelques niches rentables comme récemment l'aéroport de Corfou où les Allemands et les Suédois pourront venir encore plus nombreux prendre le coup de soleil le meilleur marché de Méditerranée, ou alors pour s'emparer des secteurs dans lesquels on pourra pressurer la population : l'opérateur de télécommunication OTE passé sous le contrôle de Deutsche Telecom, et maintenant ces investisseurs réclament l'eau et l'électricité. Leonidas avait fait jeter dans un puits l'ambassadeur du roi de Perse qui lui réclamait « la terre et l'eau » en lui disant « voilà les deux ».

Peu importe tout cela, peu importe si la monnaie paraît « folie », à condition que dans le revenu national la part des profits augmente. La monnaie n'est pas que l'équivalent général, la valeur autonomisée née de l'échange des marchandises. La valeur c'est le capital, le fondement de la monnaie c'est l'assignation sur la production future de plus-value et tant pis si pour cela il faut que soient sacrifiés des pans entiers de la production de marchandises, s'il faut que le prix de la force de travail tombe en dessous de sa valeur, dans la mesure où s'accroît proportionnellement la part du profit dans la production maintenue ou dans certains secteurs de la consommation.

33. Les « petites enveloppes », c'est-à-dire les « bakchichs » ou, dans certains cas, « dépassement d'honoraires » si l'on veut considérer que la chose n'a rien d'exotique.

Syriza et les « institutions » : un affrontement non feint

La Grèce n'était pas en révolution, nul ne voulait que la monnaie disparaisse, c'était, en un rôle ultime, la caricature du démocratisme radical : un autre monde de merde était possible. Mais « l'accord » du 12 juillet 2015 est un échec de Syriza et non une trahison ou une manipulation, échec par rapport à son positionnement même vis-à-vis des luttes sociales dont il s'était présenté dans leur déclin et leur mutation, comme le débouché *politique*.

Les marathons de discussions, les coups de bluff, les clash de dernière minute, bref, le combat de Syriza de janvier 2015 à l'été, appuyé politiquement et électoralement par une grande partie du prolétariat, de la petite bourgeoisie et même des classes moyennes qui sans être majoritairement des électeurs de Syriza avaient beaucoup à gagner aux concessions qu'aurait pu obtenir la Grèce, n'était pas un combat sans enjeux, ni véritables oppositions. Ce n'était pas une simple succession de palinodies et de spectacles destinés à faire accepter la pilule à des Grecs abusés par de beaux discours et de fausses envolées guerrières.

Dans une période de crise, la lutte des classes est souvent duelle. Elle est d'une part l'existence des contradictions qui ont construit la crise et, d'autre part, la perspective de leur dépassement dans le jeu qui lie intimement révolution et contre-révolution. Si globalement, les deux aspects sont liés, ils ne le sont pas nécessairement dans chaque moment, chaque séquence, ni dans chaque lieu. En Grèce, après les émeutes de 2008 qui sont l'événement fondateur de la période que nous considérons, la lutte des classes met à jour, dans leurs modalités spécifiques à la Grèce, les contradictions et impasses du mode de valorisation et d'accumulation du capital qui venait d'entrer en crise.

D'abord, une crise du rapport salarial. Le mode de production capitaliste n'a jamais eu pour but le bonheur de l'humanité, mais la crise actuelle a révélé l'identité absolue entre la suraccumulation du capital et la sous-consommation ouvrière comme processus général des crises de ce mode de production. La pauvreté est devenue un problème. La crise actuelle a éclaté parce que des prolétaires n'ont plus pu payer leurs crédits (*subprimes*). Si cette crise a pu revêtir la forme de cette identité et la révéler, c'est que la reproduction de la force de travail avait été l'objet, comme nous l'avons vu, d'une double déconnexion. D'une part déconnexion entre la valorisation du capital et la reproduction de la force de travail, d'autre part, déconnexion

entre la consommation ouvrière et le salaire comme revenu. La « modération salariale » mise en œuvre par Simitis et Karamanlis, sous la pression de l'Union Européenne s'est conjuguée, après le passage à l'euro³⁴, avec un alignement du prix de nombreux produits de consommation courante sur le niveau pratiqué en Europe occidentale, les augmentations atteignirent souvent 20 % à 30 % en cinq ans, parfois jusqu'au doublement. Dans un premier temps, la dégradation du pouvoir d'achat a été compensée par un recours massif au crédit encouragé par l'État et un marketing très agressif des banques. C'est l'époque où les banques françaises s'offrent des succursales grecques. Quasi inexistant jusque là, l'endettement des particuliers s'accroît alors chaque année de 25 % à 30 % soit le rythme le plus rapide de la zone euro après ... l'Irlande. Sept Grecs sur dix vivant dans un logement dont ils sont propriétaires, il s'agit surtout de crédits à la consommation. Ce bouleversement des habitudes génère une explosion d'un phénomène jusque là inconnu en Grèce : le surendettement.

Quand toute cette construction est entrée en crise, la question de l'État est revenue au cœur de la lutte des classes car c'était de l'injustice de la distribution dont il s'agissait. L'État fut désigné comme le responsable de *l'injustice*, comme nous l'avons vu dans la lutte de classe au tournant de l'hiver 2011-2012.

La question de l'État était plus précisément celle de l'État-nation, la forme politique dans et par laquelle s'est historiquement organisé mondialement, comme système d'États, le mode de production capitaliste dans ses aires centrales. La domination mondiale du mode de production capitaliste a imposé ce modèle comme une forme plus ou moins artificielle vis-à-vis des sociétés dont il était « l'État ». Comme pour les formes économiques du capitalisme, il n'y a pas de cheminement unique et linéaire des formes politiques. Mais partout la mondialisation actuelle a miné cet État de l'intérieur et l'a *dénationalisé*, avec des conséquences et des effets particuliers : comme on le verra plus loin, la grande bourgeoisie grecque, qui ne fut jamais nationale, a peut-être brûlé une étape. La mondialisation ne se limite pas à quelques institutions « mondiales », ni à une multiplication des échanges, une simple internationalisation, le global a *investi* les ins-

34. L'introduction de l'euro en Grèce est effective depuis le 1^{er} janvier 2001 en tant que monnaie scripturale commune, deux ans après les autres pays utilisateurs de l'euro. L'utilisation des billets et pièces entre en vigueur en même temps que les autres pays au 1^{er} janvier 2002.

titutions et les territoires nationaux. Des systèmes et des modes de fonctionnement globaux se sont installés *au sein des États nationaux*, quels que soient les risques encourus par leurs économies. La logique de la mondialisation portée par le secteur financier *s'est intégrée* à la politique nationale pour définir ce qu'est une politique économique *adéquate*, une politique financière *saine*, ces critères ont été transformés en normes pour la politique économique nationale : indépendance des banques centrales, politique anti-inflationniste, parité des taux de change, conditionnalités du FMI. La citoyenneté peut alors redevenir une idéologie de combat sous laquelle est menée la lutte de classe. Partout les drapeaux nationaux se déploient et font des bannières des partis et syndicats leurs appendices.

Les questions sont maintenant sur la table : la nature de l'État ; la relation entre valorisation du capital et reproduction de la force de travail ; les modes de mobilisation de cette force de travail par le capital ; les modalités du rapport salarial dans les relations entre emploi/chômage/précarité ; les relations entre salaire/revenu/crédit. La baisse du taux de profit est toujours conjoncturelle, circonstanciée, déterminée, tant historiquement que localement. Elle n'existe toujours que dans *ses* circonstances. Les luttes de classes en Grèce ont mis en jeu en Europe les axes qui ont porté la baisse du taux de profit, c'est-à-dire les vecteurs de la crise du mode de production tel qu'il était sorti de la restructuration des années 1970. Mais, dans leur rythme particulier, les luttes vécurent un repli à partir de 2012. Sur la base de ce repli, Syriza devint leur débouché politique se légitimant et se renforçant de ce repli même. En dehors de la perspective de leur dépassement (tant comme révolution que comme contre-révolution), les contradictions qui avaient été mises sur la table, le furent alors de façon unilatérale. La contre-révolution elle-même était en panne. Les termes des contradictions que l'on peut caricaturer, d'un côté, comme la préservation du système financier et, de l'autre, comme la reproduction de la force de travail par le capital même, n'étaient plus que des moments morts, chaque terme n'avait plus qu'à reprocher à l'autre d'être ce qu'il était. Chacun restait enfermé dans les termes mêmes de la crise et répétait sans fin son rôle particulier. Le résultat en fut « l'accord » du 12 juillet qu'aucun protagoniste ne croit ni viable ni réalisable.

Dans toutes sortes d'organismes officiels ou privés, toutes sortes de fondations et de laboratoires universitaires, la classe capitaliste réfléchit constamment à son avenir et au devenir de son monde. Mais elle ne devance jamais l'Histoire, il faut que les contradic-

tions de son propre monde apparaissent, et c'est au fil de l'eau, par bricolages et improvisations que se construisent les dépassements des crises et les restructurations. Dans la situation particulière de la Grèce, la relation de Syriza aux institutions européennes a formalisé les contradictions spécifiques de la crise actuelle. *Au nom du mode de production capitaliste*, Tsipras a dit à Draghi que ça ne pouvait plus marcher. C'est en ce sens et en ce sens seulement que l'affrontement de six mois entre la « gauche radicale populiste » et les sages et vénérables institutions cravatées de Bruxelles, Francfort et Washington était un affrontement réel. Les contradictions étaient là, exprimées, les termes polarisés, mais sans une confrontation massive avec le prolétariat ils sont sans vie, condamnés à se caricaturer eux-mêmes. Le conflit entre Athènes et Bruxelles c'était bien les termes du rapport d'exploitation entre le prolétariat et le capital tel qu'il était entré en crise, mais les termes reflétés *dans un seul de ses pôles* : le capital. Dans cette configuration du rapport, avant même d'entrer en négociation, la reproduction de la force de travail avait consenti à son écrasement quand elle était devenue, traduite par Syriza en langage politique : la reproduction du peuple. Un accord n'était pas certain, l'Histoire ne déploie pas un scénario écrit à l'avance. Pour l'Allemagne même, les formes de sa domination en Europe et de l'articulation de cette domination avec le reste du monde sont encore des sujets de débats à l'intérieur de la classe dominante et de son appareil politique. De la gestion de l'euro à celle des flux migratoires, par son action politique et économique, cet État joue un rôle fondamental non pas pour une pure et simple imposition de la « puissance allemande », mais pour une imposition des contraintes de la mondialisation : économiquement, politiquement, et comme normes sociales. Au risque de sa propre cohésion économique, politique et idéologique.

Sans trop entrer dans les détails, il faut un peu se plonger dans les diverses propositions du gouvernement d'Athènes face aux instances bruxelloises pour saisir comment les oppositions entre les deux manifestent et traduisent, dans les termes d'un seul de leurs pôles, les contradictions réelles apparues. Quand, en février 2015, la BCE annonce qu'elle n'acceptera plus les titres publics grecs en contrepartie des liquidités accordées aux banques grecques, il est clair qu'entre Athènes et Bruxelles, nous n'aurons pas affaire à une simple mise en spectacle d'une opposition feinte, à une sournoise complicité, destinées à faire avaler aux Grecs les herbes amères d'une austérité sans fin. Du côté grec, le point fondamental que défend Varoufakis consiste à proposer la création d'euro-obligations permettant de

mutualiser les dettes souveraines et de recycler les fonds ainsi obtenus pour financer un programme européen d'investissement, via la Banque européenne d'investissement. Tout cela était parfaitement compatible avec les « règles européennes » et Varoufakis s'est toujours prononcé en faveur des réformes structurelles nécessaires au « redressement de la Grèce ». À plus court terme, la proposition grecque consistait en un échange de dettes par création de deux nouvelles sortes de titres. Les premiers remplaceraient les aides européennes consenties en 2012 dans le cadre du mécanisme européen de stabilité (MES) et seraient indexés sur la croissance. « Je vais vous rembourser dès lors que ma croissance va être supérieure à un taux déterminé », traduisit Matthieu Pigasse, vice-président pour l'Europe de la banque Lazard, que Varoufakis avait choisi comme conseil dans la négociation. Les seconds seraient des obligations perpétuelles remplaçant les titres grecs détenus actuellement par la BCE. Ces titres perpétuels portent intérêt mais peuvent ne pas être remboursés, ou dans très longtemps. Selon l'inrockuptible Pigasse³⁵, il ne s'agit pas d'une annulation de la dette, mais d'un « allègement » ou d'une « dilution » pour reprendre ses termes. Selon les auteurs de ces propositions, cela aurait permis à la Grèce d'atteindre à moindre frais l'objectif d'un ratio dette/PIB de 120 % du PIB.

Les propositions grecques auraient été, à ce moment-là, la seule façon de réaliser les réformes réclamées par les créanciers et que le gouvernement de Syriza n'a jamais vraiment contestées (si ce n'est dans des effets d'étréme), sans tuer le malade en le guérissant. Le problème c'est que ces propositions, dans la situation économique grecque, reviennent à déclarer sur le moment une annulation *de fait* de la dette. Qui va prendre de la dette grecque indexée sur l'attente de la croissance ? Qui va prendre de la dette perpétuelle sachant que la Grèce est incapable de faire tourner sa dette, c'est-à-dire d'emprunter pour verser des intérêts ? Nul besoin d'avoir travaillé à Goldman Sachs pendant des années comme Mario Draghi pour refuser ce marché de dupes. Quitte à ce que les réformes tuent le malade et, de fait, soient irréalisables, il fallait préserver les créances grecques dans tous les bilans. Les deux protagonistes demeuraient dans les termes mêmes des nécessités capitalistes, mais elles étaient devenues antagoniques et l'antagonisme était bloqué.

35. Matthieu Pigasse est propriétaire du magazine musical et sociétal de gauche branché : *Les Inrockuptibles*.

Merkel et Tsipras polarisent, à l'intérieur du seul pôle capital de la contradiction entre capital et prolétariat, les termes de la crise, ils sont l'une et l'autre un des termes opposés du problème, mais aucun des deux n'en est la solution. Ils ne sont que l'apparition du problème. Chaque côté est lui-même un nid de contradictions. Contre la direction du parti, la « Plateforme de gauche » veut la nationalisation des banques sans le système bancaire mondial, une sortie de la zone euro quand la Grèce importe tout ce qui lui est nécessaire, l'annulation des privatisations avec un État incapable d'investir un euro, ni même une drachme. Bref, un capitalisme sans capital. La « Plateforme de gauche » a été le débouché naturel pour nombre d'activistes impliqués dans les mouvements anti-austérité. Poursuivant leurs activités militantes dans les assemblées populaires, les structures locales de solidarité, à l'approche du référendum du 5 juillet, ils ont constitué de nouveaux Comités sous le sigle du « Non » avec essentiellement des dissidents de Syriza et d'autres militants des partis de gauche favorables à la sortie de l'euro et au retour à la drachme. S'il s'agit toujours de formes d'organisation interclassistes et « populaires », il est fort peu probable que cela soit la base massive d'un nouveau parti. Fort peu probable que l'histoire se répète, même sous forme de farce. C'est le regroupement dans une même organisation de cette base militante *et* d'une majorité d'adhérents et d'électeurs « réalistes » qui donnait une perspective réelle à Syriza. Et cette base militante le savait. En dehors de Syriza, elle ne pourra être qu'un regroupement *politique* marginal car sans avenir *politique*.

De l'autre côté, l'imbroglio n'était pas moindre. « Pour que les négociations se déroulent dans de bonnes conditions, il aurait fallu que nos interlocuteurs soient moins divisés. La position du FMI rejoignait la nôtre sur la question de la restructuration de la dette, mais le Fonds insistait pour que nous détruisions ce qu'il restait de droit du travail tout en supprimant les garde-fous protégeant les professions libérales. La Commission s'avérait plus souple sur les questions sociales, mais ne voulait pas entendre parler de restructuration de la dette. La BCE avait elle aussi son idée sur ce qu'il convenait de faire. Bref, chaque institution affichait ses propres lignes rouges, lesquelles finissaient par tisser une toile d'araignée dans laquelle nous étions pris. Il nous fallait de surcroît subir la "fracture verticale" de nos interlocuteurs : de la même façon que les dirigeants du FMI et de la Commission avaient des priorités distinctes de celles de leurs sbires, les ministres des Finances allemand et autrichien défendaient

des pistes en contradiction avec leur chancelier respectif³⁶. » (Yannis Varoufakis, *Le Monde diplomatique*, août 2015)

Que les adversaires soient divisés ou non, il aurait peut-être fallu, pour marchander, ne pas répéter en boucle que l'on n'agirait pas « de façon unilatérale » et ne pas multiplier les références à « la négociation avec nos partenaires européens ».

N'accablons pas trop Syriza, pour tous les pouvoirs en place, il était politiquement impossible que Syriza sorte, même très partiellement, vainqueur des négociations. Il fallait une capitulation sans conditions. Il fallait en outre que la défaite soit proclamée par le vaincu lui-même. Il fallait pour la classe capitaliste humilier, surveiller et punir. Pas de compromis avec le salaire, pas de légitimité des revendications, proclame la classe capitaliste. Il faut prêter toujours davantage à un débiteur insolvable comme s'il ne l'était pas, plus les créanciers s'obstinent, plus la Grèce s'enfonce et les pertes potentielles des créditeurs gonflent et gonflent encore. Mais l'ordre financier européen et mondial est bien trop instable, un château de cartes, un empilement de crédits et de créances plus fictives les uns que les autres. Et au bout, la seule réalité à laquelle se réfèrent ces fantasmagories : le surtravail et sa forme monétaire, la plus-value. « Pas touche ! », s'exclame alors l'homme au cigare. « Toujours plus ! ». « Partir en préretraite ? », c'est la fin du monde. « Être soigné ? », c'est la fin du monde. « Manger à votre faim ? », c'est la fin du monde. « Conserver votre maison ? », c'est la fin du monde.

L'homme au cigare ne sait pas comment sortir de la crise de son monde, mais il sait que le petit homme à moustaches planté là, au bout des Balkans, doit être réduit au silence social. D'autant plus qu'il pourrait être contagieux, le Grec pourrait se naturaliser italien, espagnol ou portugais et pourquoi pas même allemand. Il pourrait donner des regrets et des idées au Letton, au Lituanien et au Polonais. Pour l'heure, l'homme au cigare n'a pas d'autre choix que l'exacerbation, au moment où elles ne font plus système, de toutes les déterminations de la phase d'accumulation qui est entrée en crise. Sa réaction spontanée est d'accentuer ce par quoi la catastrophe est arrivée. Personne n'a de plan et aucune histoire n'est écrite, c'est au

36. Il faut rappeler que Wolfgang Schäuble, ministre des Finances du gouvernement Merkel, est un récidiviste de la désertification économique et de la paupérisation. Il était ministre de l'Intérieur en 1989 et fut le principal artisan du programme qui allait servir de cadre à la réunification (nda).

fil de l'eau de la lutte des classes que les dépassements prennent forme. La situation politique dans tous les pays européens est devenue si instable que la bourgeoisie doit frapper de nullité la représentation démocratique, son propre système politique. Pour assurer sa puissance économique, la classe capitaliste a créé au-dessus de ses organes politiques une série d'instances issues de ses rangs mais intouchables et indépendantes, gardiennes de l'ordre cosmique, intervenant lorsque l'hubris menace. La classe dominante elle-même ne croit plus en son État. Si bien que le dernier rempart idéologique de l'État démocratique mis à nu, ce sont ceux qui d'une certaine façon le contestent qui le dressent au nom de sa propre existence démocratique idéale.

Les quelques espoirs que la classe capitaliste mondiale plaçait dans « le jeune Tsipras » pour accoucher enfin d'un véritable État en Grèce firent long feu. Au lieu de recevoir un supplément de force du prolétariat, ce projet fut englouti dans le parti de la petite bourgeoisie et des fonctionnaires. Ce parti s'était érigé en puissance dominante sur la faiblesse du prolétariat à laquelle il avait contribué et finalement il avait contaminé celui-ci avec sa propre faiblesse. Et, comme c'est en général le cas, quand la petite bourgeoisie démocrate se lance dans des actions d'éclat, les chefs eurent la satisfaction de pouvoir accuser « leur peuple » de désertion et les autres peuples européens qui ne les avaient pas soutenus à la hauteur du combat qu'ils prétendaient avoir mené. Avec le référendum de juillet 2015 apparut que les déclamations révolutionnaires des petits-bourgeois et de leurs représentants démocrates sont simplement des tentatives pour intimider l'adversaire. Et, quand ils se sont fourvoyés dans une impasse, quand ils se sont suffisamment compromis pour être obligés de mettre leur menace à exécution, ils le font d'une manière équivoque, qui se prive obstinément des moyens d'atteindre le but et cherche des prétextes pour se laisser vaincre. L'ouverture éclatante qui annonça le combat du référendum se perd en un grognement penaud quand le combat doit commencer, les acteurs cessent de se prendre au sérieux et l'action s'affaisse telle une baudruche bien gonflée que l'on crève d'une pointe d'aiguille.

Une journée de dupes : le référendum du 5 juillet 2015

La direction de Syriza et son électorat admettent qu'une classe privilégiée leur fait face, mais eux, avec tout le reste de la nation qui les entoure, ils forment *le peuple*. Ce qu'ils représentent c'est *le droit*

du peuple, ce qui les intéresse, c'est *l'intérêt du peuple*. Il suffirait de donner le signal pour que le peuple se rue avec toutes ses ressources inépuisables sur les *opresseurs* s'opposant à la « subversion ». Si le jeune Tsipras avait joué au jeu vidéo *Civilisations*, il aurait su que si l'on mise sur « l'incroyable énergie des masses », il ne faut pas oublier, comme nous en prévient une voix mâle, que « les grandes questions de notre époque ne trouveront pas de réponses dans les discours et les votes de majorité, mais dans le fer et dans le sang », il aurait su, en pensant à la Commission, que : « la main du plus fort ne tremble pas quand il s'agit de trancher des têtes ». Pour la direction du parti et sa fraction de gauche, si au cours de l'action leur but paraît flou et leur puissance défaillante, la faute en est soit à de pernicious sophistes qui divisent le peuple indivisible en plusieurs camps adverses, soit à la trop grande puissance de leurs adversaires, soit aux conditions qui ne sont pas mûres. Et c'est contre ces diviseurs du peuple que se retourne leur action, ce sont ces diviseurs qui se révèlent être la véritable cible de leur coup d'éclat. C'est-à-dire ceux qui n'avaient pas compris, comme le dit la « Plateforme de gauche » que lors du « moment décisif qui a suivi le pic des mobilisations populaires de l'automne 2011 », il fallait « constituer un projet commun de toute la Gauche anti-européiste » ajoutant que « seul Syriza a été capable de mettre cette dynamique à profit et de donner une expression politique au besoin d'alternative », les autres étaient trop englués dans le « gauchisme traditionnel ».

Le *Parti* était rentré innocent dans le combat, il sort de sa défaite toujours aussi immaculé, avec la conviction renouvelée que sa victoire est certaine et que ce n'est pas au parti d'abandonner son ancien point de vue, mais qu'au contraire ce sont les conditions qui doivent mûrir à son profit. Mais si le Parti assure le 5 juillet sa toute puissance électorale, cette toute puissance frappe les élections même d'une faiblesse irrémédiable en faisant de l'enjeu et du résultat du référendum autre chose que ce que chaque électeur pensait qu'ils étaient. En expulsant de son sein nombre de ses députés et de ses cadres jusque dans les ministères, Syriza expulsait du même coup ce que chacun pensait être le résultat du référendum.

Jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à l'annonce du référendum dans la soirée du 26 juin 2015, la direction de Syriza a tenu son rôle dans l'opposition liée des termes de la crise. De concession en concession, l'engrenage des négociations était devenu un piège dans la mesure où le gouvernement grec en était arrivé à n'avoir plus aucun rôle à tenir. On avait fini par le convoquer pour lui signifier les décisions

le concernant et prises sans lui. Quoi qu'il ait pu proposer cela ne suffisait et ne suffirait jamais. Inversement, l'accord qui était en train de prendre forme depuis la réunion du 22 juin ne passerait jamais ni dans le parti, ni auprès des Grecs. Pour la direction de Syriza, le référendum était une habile manœuvre faisant coup double : renforcer la main du gouvernement dans les négociations ; et surtout, vis-à-vis du parti, donner au processus de négociation une sanction populaire qui finalement légitimerait toutes les concessions. Pour la direction tout devait se passer dans le calme. Contrairement à l'aile droite menée par le vice-premier ministre Yannis Dragasakis qui avait mené une gestion parallèle des négociations hostile à celle de Varoufakis et à l'aile gauche regroupée dans la « Plateforme de gauche », la majorité n'avait absolument pas pressenti la réaction européenne : la suspension des liquidités d'urgence. Il fallut fermer les banques, l'ambiance se tendit, le référendum changeait de signification, le plan de la direction était à revoir. Quoi qu'il lui en coûtât et malgré les pressions de l'aile droite du parti, il était impossible à Tsipras de revenir sur sa décision, d'annuler le référendum. Le « non » n'était plus un moment dans le processus de négociation et un coup habile pour en imposer les résultats au parti, il était devenu un rejet des négociations et des concessions en général. Majoritairement les Grecs qui votaient « non » ne voulaient pas sortir de l'euro, mais puisque l'Europe, au travers de la fermeture des banques, semblait les exclure, il n'y avait plus aucune raison d'accepter cette avalanche de sacrifices. Dans les manifestations et les meetings précédant le jour du vote, le ton montait contre toute forme de négociation et la poursuite des concessions : « nous n'avons plus grand-chose à perdre ». Le mercredi 1^{er} juillet, dans une déclaration publique, Tsipras chercha à recadrer l'objet du vote comme n'étant qu'un outil de pression afin d'obtenir un meilleur accord, mais son principal souci était ailleurs. Il était à Bruxelles d'où Juncker qui s'y connaît en fraude fiscale avait envoyé un « ultimatum » à Tsipras, car la Commission commençait à prendre au sérieux le changement de signification du référendum. À trois jours du vote, Tsipras fit parvenir à l'Eurogroupe une nouvelle demande de prêt assortie d'une lettre d'intentions dans laquelle il préconisait une série de mesures allant en partie au-delà de celles qu'il appelait officiellement à rejeter le dimanche suivant.

Tsipras et son équipe ont constamment suivi la même ligne depuis le début. Ils pensaient qu'en combinant une approche « réaliste » des négociations et une certaine fermeté rhétorique, ils obtiendraient

des concessions des Européens. Tsipras croyait en un « européisme de gauche » que viendraient soutenir la France et l'Italie. Mais Grecs et Européens exprimaient les termes d'une contradiction bloquée. Le gouvernement grec avait la position la plus faible dans ce blocage, il était de plus en plus coincé par cette ligne et quand il a réalisé que c'était une impasse et un piège politique, il n'avait aucune stratégie alternative, ayant contribué à la fermeture d'autres perspectives et ayant lui-même triomphé politiquement et électoralement par cette fermeture. Sans remonter au positionnement de Syriza dans les luttes avant les élections du 25 janvier, cette fermeture est annoncée dès le 20 février 2015 par la liste de réformes et de propositions annoncée par Varoufakis et que le gouvernement se déclare alors prêt à mettre en œuvre.

La direction de Syriza s'est trouvée quelque peu dépassée par la dynamique que le référendum avait enclenchée. La campagne électorale a clivé la société comme rarement un scrutin peut le faire. Les partisans du « Non » devenaient des « fous communistes », tandis que ceux du « Oui » devenaient des « collaborateurs ». Les résultats confirmèrent ce clivage : dans les quartiers ouvriers on obtint souvent plus de 70 % pour le « Non » et dans les quartiers riches, plus de 70 % pour le « Oui ». Clivage de classes certes, mais clivage de classes électoral néanmoins. Menées au travers de l'égalité des citoyens et présumées par celle-ci, toutes les luttes à l'intérieur de l'État, électorales ou non, ne sont que les formes illusoire sous lesquelles sont menées ou non les luttes effectives des différentes classes entre elles. Il est présumé que le sens et l'aboutissement qui seront donnés à cet affrontement seront ceux de « l'intérêt collectif », supérieur et acquérant, parce que cet intérêt est celui n'existant que dans l'État, une forme indépendante des intérêts particuliers qui se sont manifestés.

À peine les résultats connus, le gouvernement a immédiatement pris l'initiative pour désactiver une dynamique et une tension qui pouvaient lui échapper. En quelques heures, a été convoquée une réunion de tous les chefs de parti qui a fixé la signification officielle du « Non », c'est-à-dire « Oui et un peu plus ». Durant cette réunion convoquée sous l'égide du Président de la République, membre de la ND et farouche partisan du « Oui », nommé en février par la majorité de Syriza, une chose « extraordinaire » s'est produite : on vit le chef de ceux qui avaient gagné accepter toutes les conditions de ceux qui avaient perdu. Le 11 juillet, l'Assemblée confirma au gouvernement (remanié) que le sens du référendum était bien celui

qu'il lui avait donné. Le « Non » au référendum devenait pour le gouvernement une approbation de son propre accord proposé avec l'Union Européenne, le FMI et la BCE : les fameuses 47+8 pages.

Mais le « Non » avait-il un sens ? Son caractère massif s'impose : 85 % des jeunes en dessous de 24 ans ont voté « Non », tout comme 71 % des travailleurs du secteur privé et du secteur public, 72 % des sans-emploi et 87,3 % des électeurs de Syriza, 86,9 % des électeurs du KKE en dépit de l'appel de sa direction au boycott-sabotage du scrutin. Mais, au même moment, entre 70 % et 80 % des Grecs voulaient conserver l'euro comme monnaie. Si c'était bien le sentiment que l'on n'avait plus rien à perdre qui dominait, cela ne signifiait pas pour autant que l'on allait livrer bataille.

Conçu d'abord par le gouvernement comme une promenade de santé afin de sortir du piège dans lequel il s'était enfermé en renouvelant sa légitimité populaire avant de « tout accepter », la réaction européenne et la fermeture des banques firent du référendum un scrutin sous tension. Le « Non » ne signifiait pas qu'on allait livrer bataille car, quelle que soit la réponse qu'on allait donner à la question, c'était le référendum lui-même qui était sans enjeu. À quoi disait-on « Non » ? Aux propositions de la Commission (pas très éloignées de celles du gouvernement), à l'Union Européenne, à l'Union Européenne et à l'euro ? De façon sûre cela signifiait : « Non » à l'austérité sans fin, mais quoi ensuite ? Le seul enjeu et la seule réponse claire furent finalement : « Oui à Tsipras ». Le « Non » fut massif, mais encore plus massif (rapportés aux inscrits) furent l'abstention, les votes nuls et blancs : 41,13 % des inscrits (lors des dernières élections l'abstention tournait autour de 27 %). Quand on regarde une carte de l'abstention, on voit qu'elle touche principalement les quartiers populaires, les abstentionnistes n'étaient pas pour l'austérité ou indifférents à elle, seulement le référendum était sans enjeu et le « Non » n'avait pas de sens. Nous nous sommes battus, nous avons résisté et la fierté nationale n'est pas ici étrangère à la revendication et au refus ouvrier : « ces bâtards ont ruiné nos vies, on ne va pas en plus dire merci ». C'est une « communauté du désespoir » qui a pris forme dans le « Non », et de la colère contre les corrompus, les accapareurs de la richesse publique, les ploutocrates rois de l'évasion fiscale. Et quoi d'autre ? Avec la disparition de l'identité ouvrière, cela peut être l'ombre portée du prolétariat arrivant non en-soi, non pour-soi, mais contre soi ou ... la *volkgemeinschaft* (l'ethno-démos). Il est significatif que là où le « Non » fait ses meilleurs scores, c'est là où Aube dorée avait également fait les siens aux légis-

latives de janvier : dans les bastions ouvriers d'Aspropyrgos, Phylé, Perama, la zone industrielle et portuaire entre Athènes et Eleusis.

Au cours des émeutes de 2008, les grandes familles bourgeoises, les classes moyennes et la petite bourgeoisie traditionnelle étaient unies derrière la police contre *les pratiques* d'un prolétariat composé de chômeurs, de précaires, de travailleurs immigrés du secteur informel, d'étudiants et de lycéens sans avenir. Mais les classes moyennes et la petite bourgeoisie unies contre les pratiques manifestaient leur sympathie à une *idée*, celle de la jeunesse dissipant la morosité concernant l'avenir. Via les Indignés, cette sympathie a fait son chemin vers Syriza. Tous les partis (y compris bien sûr le Parti communiste), s'étaient, à l'occasion, déchaînés contre Syriza (qui à l'époque n'en méritait pas tant) en le désignant comme instigateur et promoteur des émeutes, ami des terroristes, etc. Par là ils réussissaient à nommer l'innommable et à désigner l'adversaire qui leur convenait, mais par là également ils désignaient un parti comme très différent de tous les autres, ce qui, plus tard, quand le cours de la crise eut changé, tourna à l'avantage de Syriza. Dans l'essor politique de Syriza, ce qui était une rupture dans le cours des événements apparut comme une « continuité ».

En 2011, les classes moyennes rejoignirent le prolétariat sur les places, mais déjà elles avaient pris l'ascendant sur lui : il ne s'agissait plus que d'injustice, de distribution et de revenus. En février et juillet 2012, les émeutes prolétariennes brillaient de leurs derniers feux, deux mois avant la petite bourgeoisie traditionnelle avait rejoint la lutte électorale qui avait frappé d'obsolescence la lutte sociale en consacrant sa faiblesse dans la force apparente des victoires électorales. Au lendemain du 5 juillet 2015, la grande bourgeoisie et les instances du capitalisme mondial dispersèrent les restes et les rêves de la petite bourgeoisie. Chaque fois le prolétariat était présent, chaque fois il fut vaincu, d'abord en son nom propre, puis au nom de toutes les couches qui s'élèvent au-dessus de lui. Le prolétariat est KO, la petite bourgeoisie est politiquement décomposée, les classes moyennes ont préservé ce qu'elles pouvaient de leurs avantages et privilèges, principalement vis-à-vis du fisc, le secteur informel n'a jamais été aussi étendu et Syriza a prononcé contre lui-même son avis d'expulsion.

La gauche de Syriza : un « Non » fatal

Pour la gauche de Syriza (la « Plateforme de gauche »), la victoire du « Non », sa victoire, a sonné le glas. Pour cette gauche, l'avenir politique ce sont de mesquines combines comme celle de Zoe Konstantopoulou, Présidente du Parlement, cherchant à retarder l'adoption du mémorandum dans la nuit du 13 au 14 août 2015 espérant perturber l'Eurogroupe à suivre. Cette gauche a montré tout au long de son existence les ravages de cette maladie bien particulière, le crétinisme parlementaire, qui enferme dans un monde imaginaire ceux et celles qui en sont atteints et leur enlève tout sens, tout souvenir, toute compréhension pour le rude monde extérieur. Lors du vote du 11 juillet 2015 sur les propositions envoyées par le gouvernement à l'Eurogroupe, la « Plateforme de gauche » décida que certains des députés de sa fraction devaient voter « présents » ce qui, paraît-il, équivalait à un « Non », mais avec une portée symbolique moindre, tandis que d'autres voteraient carrément « Non », une autre partie du groupe devait voter « Oui » en faveur des mesures, mais en se déclarant solidaires de ceux qui votaient « Non ». Position radicale d'une clarté parfaite. Autre tour de force : une sorte de charte adoptée par les députés de Syriza stipule qu'ils doivent démissionner s'ils sont en désaccord avec les décisions de la majorité, mais comme les décisions du gouvernement n'ont pas été légalement approuvées par les instances du parti, elles n'existent pas comme décision du parti, donc les députés restent, CQFD. Ce crétinisme a pour effet de ne pas laisser de jeu à la lutte de classe et de faire en sorte que, quand celle-ci se manifeste, même si ce n'est qu'au détour d'une élection, elle se traduise en rapports de forces parlementaires. N'est détourné que ce qui est détournable, mais précisément la lutte de classe ne se déroule pas dans le monde épuré du Livre I du *Capital*.

En face des positions *devenues* claires de la majorité du parti, la gauche se débat dans d'inextricables contradictions. Pour continuer son jeu, elle ne doit pas jouer avec le feu des luttes sociales ; pour imposer son jeu dans le parti il lui faut ce feu. Son jeu la condamne à la pusillanimité et aux demi-mesures : fêter la victoire du « Non » dans la nuit du 5 juillet, mais pas trop. De toute façon, il n'y eut pas cette nuit là une présence populaire massive dans les rues. Le parti est la condition indispensable de son existence, elle ne scissionnera que contrainte et forcée. Le parti est la seule forme politique où se réalise la fusion de la gauche réaliste et de la gauche militante.

En scissionnant, la gauche retomberait dans son vieil antagonisme stérile pour elle, il lui faut pour exister que les divergences *internes* existent mais aussi qu'elles soient effacées, absorbées dans la gauche tout court, la gauche comme genre.

Bien plus néfaste et décisif pour la gauche est le fait que la gauche au Parlement ne parlait plus le même langage que la gauche en dehors du Parlement. Les militants et les députés, avec leurs tracts et leurs déclarations, bref les politiques de la gauche et la masse non seulement de la petite bourgeoisie mais aussi des ouvriers ne se comprenaient plus. Pour les premiers, il s'agissait de refuser l'austérité et, par colère et désespoir, d'envisager des « mesures unilatérales ». Pour les seconds, ni plan A, ni plan B : négocier les mesures du mémorandum grâce au « Non » et au soutien populaire. La fermeture des banques avait agi comme un électrochoc. Plus de transactions intérieures pour le petit entrepreneur et le boutiquier, plus d'approvisionnement à l'étranger, plus d'avance de trésorerie, plus de virements d'une banque à l'autre, chacune voulant garder ses liquidités. Toutes les banques grecques sont intimement liées au crédit public, les bons d'État qu'elles possèdent font que leur exposition à la dette publique représente 250 % de leurs fonds propres. La sortie (ou l'expulsion) de l'euro, c'était de ne plus pouvoir faire semblant que ces créances valaient quelque chose, c'était la faillite programmée de tout le système bancaire.

La faillite des banques, c'est le collapsus de toute l'économie et l'économie en Grèce, elle est au coin de la rue. Pour l'employé, l'ouvrier, le salarié, « l'aide familial », l'économie c'est, on l'a vu, une multitude de petites structures familiales. Dans ces entreprises, à bien des égards, le point de vue ouvrier fait corps avec celui du patron : dénoncer le « poids des charges sociales », les « règlements tatillons », les impôts, la TVA, les délocalisations, la concurrence mondiale, la corruption et l'envolée des « revenus indus » du capital figuré par « la finance ». Tout cela organise une thématique idéologique où se côtoient la justice économique, la communauté nationale, la respectabilité du travail, la démocratie et la souveraineté rendue au peuple. Cette thématique se teintant parfois des couleurs de la gauche radicale, tantôt de celles de l'extrême droite.

Donc on avait fermé les banques et l'on avait un avant-goût de ce que pourrait être la sortie de l'euro. Ce qui avait pu être la base sociale de la gauche lui disait d'arrêter ses plans A ou B et son tintamarre parlementaire. On s'était battu, Tsipras avait mouillé la chemise, il avait fait tout ce qu'il pouvait, la lutte générale, abstraite,

politique était finie, on avait perdu. « Les luttes reprendront contre l'application des directives du mémorandum, mais abandonner le principe désuet, général et abstrait de la sortie de l'euro », disait la base à ses *représentants* de gauche.

Tsipras avait compris qu'il s'agissait de ne rien faire aboutir *dans* le parti et de tout obtenir *contre* le parti. Mais c'est à terme la mort politique de la gauche comme genre qu'il prépare. Dans les nuits d'émeutes de 2008, c'est la lutte de classe dans toute sa radicalité actuelle qui fait de l'appartenance de classe sa propre limite qui a été repoussée et écrasée, mais elle hante, telle un spectre, les actes suivants du drame. La gauche réaliste et responsable, celle qui a comme programme impossible la reconnexion de la valorisation du capital avec la reproduction de la force de travail, s'annonce quant à elle dans les grands rassemblements de 2011 et le ralliement de l'entrepreneur et du boutiquier. La première semaine de juillet 2015, avec la fermeture des banques, elle s'est évanouie.

Comme la « Plateforme de gauche », la majorité de Syriza enfermée dans sa contradiction originelle ne pourra non plus aller plus loin. Il lui fallait d'une part construire l'État et, actuellement, construire l'État c'est construire un État non-national, et, d'autre part, construire cet État comme résolution de la contradiction apparue dans la crise mondiale de la déconnexion, donc reconnecter nationalement les termes. Une équation impossible à résoudre et qui était pourtant pour Syriza sa raison d'être. Cependant, la grande œuvre de Syriza est d'avoir posé socialement et politiquement au grand jour (mais à sa façon), pour toutes les classes de la société, les termes du problème. La nécessité de la solution est maintenant pour toutes les classes ouvertement déclarée et devra être ouvertement et conflictuellement recherchée ou alors la question devra être révolutionnairement supprimée.

La « crise grecque » a posé à sa façon (mais la substance n'*existe* jamais) les termes de la crise actuelle et Syriza les a portés face au *conservatisme des institutions capitalistes existantes*, c'est en cela et en cela seulement qu'il y eut réellement opposition entre eux, un antagonisme non feint. Il n'y a pas de « sujets » dans le mode de production capitaliste, mais les porteurs de fonctions structurelles n'en sont pas moins des hommes ou des femmes. Celui qui dit *nous* avons tous un problème et *vous* n'êtes pas la solution, celui-là exaspère, surtout si son style, sa tenue, son discours rompent même superficiellement les codes. Les questions sont maintenant sur la table et

pour l'heure, aucune solution capitaliste n'unifie la résolution aux problèmes posés. La crise comme identité de la suraccumulation du capital et de la sous-consommation ouvrière c'est la déconnexion de la reproduction de la force de travail qui est le fondement de l'État dénationalisé.

ÉTAT, NATION, CAPITAL ET CLASSE DOMINANTE

Un État contre la nation

L'État, comme consubstantialité de la contradiction et du consensus, n'a jamais existé en Grèce. Le gourdin, oui, mais pas l'État. Le monopole revendiqué de la violence, mais pas de la « violence légitime ». Au niveau mondial, global, du capitalisme, la restructuration des années 1970, au travers de la mondialisation de la valorisation, avait abouti à la dénationalisation de l'État, la grande bourgeoisie grecque se retrouvait, sans l'avoir voulu, pour une fois en phase, grâce à ces archaïsmes, avec la musique de l'époque. La Grèce devenait, en Europe, le lieu par excellence où l'État dénationalisé pouvait coaguler les enjeux de la lutte des classes. Ces enjeux sont apparus là où précisément le nationalisme avait existé et est encore aujourd'hui autre chose qu'une référence invocatoire, mais où l'État-nation (et peut-être même l'État tout court), n'avait jamais existé.

« Le problème en Grèce est bien moins celui de la fraude que du consentement à l'impôt, c'est-à-dire en dernier ressort, du rapport entre le citoyen et l'État. Longtemps l'État est ottoman et son impôt la principale manifestation de sa domination comme de la sujétion aux magnats grecs qui le collectent pour son compte. Puis l'État indépendant naît enchaîné par la dette qu'il a fallu contracter à Londres pour gagner la guerre, devient bavarois par la grâce des Puissances, et traite ses propres sujets en parias. Sous la seconde dynastie, germano-danoise, il est étroitement tenu en lisière par les ambassades française et surtout anglaise. Et, par deux fois, des tentatives de modernisation volontaristes financées par l'emprunt aboutissent à une mise sous tutelle financière – non du fait d'une « nature » supposée des Grecs, mais des crises du capitalisme occidental qui s'amplifient en Grèce en raison de l'arriération héritée des Ottomans, de la faiblesse du capital national et de son orienta-

tion compradore. Celle de 1929, qui suit une Grande Catastrophe³⁷ en partie imputable aux errements de la politique des Occidentaux à l'égard de la Turquie, a transformé cet État en dictature, puis l'invasion allemande en instrument des occupants.

« Aussi l'État a-t-il bien rarement fait figure, aux yeux des Grecs, d'un garant de l'intérêt général. Le plus souvent, il a été la propriété d'une caste étroite, obligée des tuteurs étrangers, conjuguant clientélisme et suffrage universel afin de se maintenir au pouvoir. La revendication de *laocratie*³⁸ qui s'exprime à la Libération constitue une radicalisation de l'aspiration à changer cet ordre qui a dominé, à l'exception des expériences de Trikoupis et Vénizélos. Mais alors que, à la fin de la guerre, l'Europe occidentale s'engage dans le renforcement de la démocratie par la construction de l'État-social, les conditions régionales de la guerre froide conduisent les Anglo-Américains à pérenniser en Grèce une monarchie réactionnaire qui repose sur la même caste, restée pour l'essentiel à l'écart de la Résistance et pratiquant le même clientélisme qu'avant-guerre, ainsi que sur l'armée, garante du statu quo social, qui s'empare du pouvoir en 1967 et l'exerce sans partage, sous protection américaine, jusqu'en 1974.

« Trikoupis, Vénizélos, le rétablissement de la démocratie et les conquêtes sociales du premier mandat d'Andréas Papandréou : combien d'années depuis 1821 les Grecs ont-ils pu avoir le sentiment que l'État grec était le leur ? Cinquante au total, soixante en comptant large. C'est de cette histoire là que la "résistance fiscale" est la fille, non d'une inclinaison naturelle à la fraude. » (Olivier Delorme, *La Grèce et les Balkans*, t. III, pp.2082-2083, Ed. Gallimard Folio).

Étrange histoire où un nationalisme réel n'a pas donné naissance à un État réel. L'Église orthodoxe s'était finalement résolue, après beaucoup d'hésitations et de conflits entre les hiérarques et la base, dans la seconde moitié du XIX^e siècle, à abandonner l'universalisme que lui donnait l'Empire ottoman pour assumer comme un rôle de théâtre, celui d'expression de l'État-nation. À l'exception de la période de Venizélos, pendant l'entre-deux-guerres, après la défaite contre la Turquie naissante, c'est aux initiatives de la société, individus et groupes unis par de fortes solidarités familiales, qu'est échue la responsabilité principale de bâtir les fondements matériels et spirituels de la nation : la petite exploitation agricole, l'entreprise

37. La défaite contre la Turquie et l'exode des grecs d'Anatolie et de Constantinople-Istanbul (nda).

38. « Pouvoir du peuple » ou « pouvoir populaire » (nda).

artisanale, puis industrielle et touristique, le logement et avant tout celui de millions de ruraux qui sont arrivés dans les grandes agglomérations dans la seconde moitié du xx^e siècle. Pendant longtemps cette « auto-organisation » du social qui, dans les champs, n'avait pas besoin de cadastre, a prospéré avec plus ou moins de bonheur grâce au travail et à l'ingéniosité de chaque couche sociale pour elle-même. L'État, pour autant qu'il existait était étranger, à côté de cette « auto-organisation », au mieux il pouvait « rendre des services ». C'est la société qui a clientélisé l'État.

L'économie, une affaire de familles

La grande bourgeoisie quant à elle, pour des raisons historiques liées à la formation artificielle de l'État grec, était absentéiste et se souciait fort peu du « capitalisme national ». L'entrée dans l'Union Européenne, puis et surtout dans la zone euro, a conduit à aggraver les deux caractéristiques structurelles de l'économie grecque : une économie dépendante et rentière. Comme classe dominante, la grande bourgeoisie a toujours été plus compétente pour capter, directement ou par l'intermédiaire de l'État, par des positions de monopole ou par une position d'intermédiaire dans l'import-export, la richesse produite par ailleurs, que pour investir et innover. Pour n'avoir jamais été nationale, la grande bourgeoisie grecque était de fait déjà dénationalisée, le « projet européen » était la base et la consécration de son alliance avec la finance et les groupes internationaux.

En Grèce, l'économie c'est une affaire de familles, où le contrôle des médias joue un rôle clé. Des centaines de milliers de petites et très moyennes entreprises qui tiennent entre autres le commerce de détail menacé par le développement récent des grandes enseignes internationales et une dizaine de familles propriétaires de quelques grands groupes. La famille Bobolas domine le marché de la construction, du traitement des déchets et la gestion des autoroutes, mais c'est aussi les éditions *Pegasus* propriétaire de cinq quotidiens dont *Ethnos* et surtout de la principale chaîne de télé privée : *Mega*. La famille Vardinoyannis contrôle le marché du pétrole avec les raffineries de Corinthe et ses participations dans les entreprises de distribution, mais aussi la chaîne de télévision privée *Star*. La famille Alafouzou, armateurs de Santorin, possède la chaîne *Skai* et le quotidien *Kathimerini*. On pourrait continuer avec les familles Latsis, Melissanidis, Marinakis, etc. La Grèce n'est pas le seul pays où des industriels et des banquiers possèdent des médias, mais les relations

entre les uns et les autres avaient même choqué un ambassadeur américain selon une dépêche diplomatique révélée par Wikileaks. Les chaînes de télévision et de radio privées disposent, depuis 1989, de licences dites « provisoires », sans jamais avoir versé le moindre centime à l'État.

En Grèce, les électeurs doivent choisir sur une liste nominative en cochant devant le nom d'une personnalité par un système de croix. Il est indispensable d'être connu du public et cela passe par la télé. Accéder à la télé n'est pas gratuit : il faut renvoyer l'ascenseur à l'entrepreneur qui a ouvert l'accès à ses antennes. Pour tous ces entrepreneurs qui agissent dans des domaines en étroites relations avec l'État, les appels d'offres sont de pure façade et l'endettement de l'État a longtemps été une des principales sources de leur chiffre d'affaire et de leurs profits. La grande bourgeoisie grecque a agi avant tout comme une oligarchie prédatrice qui avait tout intérêt à l'endettement de l'État. Mais, même dans ses entreprises de pillage, l'essentiel de l'activité des « familles » c'est de servir d'intermédiaires entre les entreprises étrangères et le système politique qui attribue les marchés. Les Jeux olympiques de 2004 ont marqué l'apogée de ces pratiques.

Le contrôle des médias est une pièce maîtresse au cœur de ces arrangements. En janvier 2005, Coștas Karamanlis, alors Premier ministre, propose l'adoption d'une loi interdisant au propriétaire d'une entreprise susceptible de participer à un marché public de posséder directement, lui ou toute personne de sa famille, une entreprise médiatique. C'est la Commission européenne, au nom de la liberté d'entreprendre des membres de la famille, qui force Karamanlis à retirer sa loi (décision confirmée par la Cour européenne de justice en 2008). On ne pouvait remettre en cause les consortiums mêlant intérêts grecs et ceux des grandes entreprises européennes (Siemens, Vinci, etc.).

L'État grec est aujourd'hui au bord de la faillite et n'est plus en mesure de financer le moindre investissement. Le nouveau marché porteur devient alors celui des privatisations avec le même jeu mêlant politique, médias, « entrepreneurs » (dans ce cas le terme ferait se retourner Schumpeter dans sa tombe) grecs et étrangers. L'ancien aéroport d'Athènes Elliniko c'est 620 ha et une marina grande comme cinq fois celle de Monaco. En mars 2014, le marché a été attribué à une entreprise de la famille Latsis associé au groupe chinois Fosun et à un fonds souverain d'Abou Dhabi pour 915 millions d'euros. Il n'y avait pas d'autre candidat pour un bien

initialement évalué à 3 milliards d'euros. Après avoir momentanément bloqué la transaction, la Cour d'audit la valida en février 2015.

*La dette publique : d'abord une
« bonne affaire » nationale*

À partir des années 1980, avec l'entrée dans l'Union Européenne, la Grèce connaît un processus de désindustrialisation qui s'accélère dans les années 2000 avec l'entrée dans la zone euro. L'adoption de la monnaie unique réduit le coût du crédit qui s'aligne sur celui des grands pays européens et l'argent se met à couler à flots. Mais ces flots n'alimentent pas une vague d'investissements et de modernisations, ils se retrouvent, au travers des grands travaux d'infrastructures et des activités d'importation dans les profits des entreprises qui achètent alors de la dette d'État dont les taux d'intérêt montent au fur et à mesure que ces mêmes grands groupes s'emploient à creuser le déficit public.

En 1980, la dette était de l'ordre de 20 % du PIB, elle dépasse les 100 % en 2007, mais c'est entre 1980 et 1993 que sa croissance est la plus spectaculaire. Durant cette période, c'est en quasi-totalité l'épargne privée (c'est-à-dire celle des entreprises et celle des ménages concentrée par les banques) qui finance la dette. L'essentiel de sa croissance est alors lié aux paiements d'intérêt. Entre 1980 et 1993, les intérêts contribuent pour 57 % à l'accroissement de la dette et cette proportion atteint 65 % entre 1988 et 1993. Quant aux recettes publiques, grâce aux magiciens de Goldman Sachs, officiellement elles augmentent dans les années qui précèdent l'entrée de la Grèce dans la zone euro pour se « remettre » ensuite à baisser aussi vite qu'elles avaient monté.

Dans les termes capitalistes mêmes, l'intérêt de la production nationale aurait été d'équilibrer le budget, mais il était impossible d'équilibrer ce budget sans léser les intérêts de la classe qui était précisément le soutien de l'État. Non seulement cette classe s'enrichissait du déséquilibre, mais encore sa résorption ne pouvait consister qu'à rejeter sur ses épaules une grande partie du fardeau fiscal. Derrière les chiffres de la dette grecque, il n'y a pas comme l'ânonne Cohn-Bendit, un pays « nationaliste et clérical qui dépense plus que ce qu'il gagne » (comme si les finances d'un État avaient quelque chose à voir avec le budget d'un ménage) mais une lutte des classes et les formes spécifiques de la domination d'une classe. L'endettement

de l'État était d'un intérêt direct pour la fraction de la bourgeoisie qui dominait et légiférait. Le déficit de l'État était l'objet même et la source principale de son enrichissement, toutes ses autres activités en étaient le moyen. Chaque nouvel emprunt offrait à la grande bourgeoisie une nouvelle occasion d'escroquer, avec son consentement, l'État qui maintenu au bord de la banqueroute était « obligé » de négocier dans les conditions les plus défavorables. Cette bourgeoisie ne voyait aucun inconvénient à ce que le clientélisme prospère et que gonflent les effectifs de la fonction publique (ils n'ont, en fait, que rattrapé la moyenne européenne). Les dépenses publiques « extraordinaires » et le déficit de l'État étaient pour elle d'un intérêt immédiat. De plus, dans les années 1990, l'État grec se mit à émettre de la dette afin d'acquérir des actifs financiers, c'est-à-dire des parts dans les banques afin d'accroître leurs capitaux propres : 10 milliards d'euros en 1993, 5,4 en 1996, 13,5 en 2000, 18,4 en 2005 et autour de 30 milliards d'euros cumulés pour les années 2012 et 2013. Sans parler des sommes énormes qui passant entre les mains de l'État facilitaient en outre des contrats frauduleux, la corruption, la concussion, des filouteries de toutes sortes. Le rançonnement de l'État tel qu'il se pratiquait en grand au moyen des emprunts se renouvelait à une échelle à peine moindre dans les travaux publics.

En 2007, c'est-à-dire avant l'éclatement de la crise, la dette publique grecque représentait 103 % du PIB. Ce niveau déjà très élevé pour la période explique en partie pourquoi la Grèce a été particulièrement touchée ensuite. La mécanique de la dette publique a en effet cette caractéristique qu'elle se transmet d'une année sur l'autre : une bonne partie de la dette actuelle est l'héritière des pratiques passées. La moitié de la dette acquise avant la crise est imputable à des taux d'intérêt extravagants (surtout entre 1988 et 2000) et à une baisse des recettes publiques à partir de 2000. Sans ces « dérapages » tout à fait contrôlés par la grande bourgeoisie grecque, elle n'aurait représenté que 49 % du PIB. La moitié de cette dette, à l'orée de la crise, découle d'une véritable ponction sur la richesse opérée par des créanciers jusque là avant tout *nationaux*, de même, la baisse des recettes publiques est principalement le fait de leur fuite fiscale et de l'exode des capitaux : environ 200 milliards d'euros entre 2003 et 2009. Dans le long passage que nous avons cité, Delorme justifie la fraude fiscale par l'histoire politique de la Grèce, elle serait ainsi dans ses causes indifférenciée selon les catégories sociales. Le fond historique est exact, mais la fraude n'est pas un phénomène national uniforme. Il y a bien sûr les armateurs et l'Église. Mais les distinc-

tions ne se limitent pas à des cas aussi particuliers qu'importants. Tandis que pour les salariés, les impôts directs sont prélevés à la source, en 2008, les membres des professions libérales (médecins, avocats, architectes) déclaraient un revenu annuel de 10 493 euros, les hommes d'affaires et les traders de 13 236 euros en moyenne, celui des salariés et des retraités se montait à 16 123 euros. Pour le fisc, les plus riches sont les ouvriers, les employés et les retraités. En 2015, selon le ministère des Finances, le manque à gagner serait de l'ordre de 15 à 20 milliards d'euros chaque année.

Jusqu'en 2000, le besoin de financement public est principalement couvert par *l'épargne privée*, c'est-à-dire par la trésorerie des grandes entreprises et par les banques nationales ; à partir de 2000, l'économie grecque ne « boucle » que par une entrée massive de capitaux qui est la contrepartie de l'important déficit commercial qui se creuse avec l'entrée dans la zone euro. Si à partir du début des années 2000, le taux d'investissement des sociétés grecques recule nettement jusqu'à la crise, l'intéressant est que la capacité de financement des sociétés devient nettement positive et le reste pendant la crise. Cette « capacité de financement » s'obtient comme différence entre le profit dégagé (excédent brut d'exploitation) et ses usages, à savoir, les impôts, l'investissement et le versement des intérêts et dividendes. Entre 2000 et 2011, le patrimoine des sociétés résultant de cette capacité de financement augmente de 116 milliards d'euros. Sur la même période, la dette publique a augmenté de 215 milliards. Il est facile d'observer une croissance étroitement corrélée entre ces deux postes : la croissance du patrimoine des sociétés représente environ la moitié de celui de la dette publique. On ne peut en déduire avec une absolue certitude que l'intégralité de ce patrimoine a été placée en dette publique, mais l'évolution corrélée des deux postes laisse supposer que cela a été en grande partie le cas. Si après 2000, une entrée massive de capitaux étrangers est nécessaire pour financer la croissance de la dette, la grande bourgeoisie grecque n'en a pas moins continué à allègrement escroquer son État non seulement avec son consentement mais encore avec sa bénédiction fournie par les capitaux propres qu'il octroyait aux banques.

L'analyse de Syriza selon laquelle on ne pouvait s'attaquer à la dette grecque qu'en la gelant dans son état actuel (dette perpétuelle, titres indexés sur la croissance) et en « s'attaquant à l'oligarchie » pour ensuite réduire réellement cette dette, n'était pas fausse. Mais tout cela ne fut jamais que des mots. La transformation de ces

mots en pratiques n'a jamais été ni dans ses intentions ni dans ses possibilités.

La même « composition technique » de la classe dominante (comme disaient les opéraiistes à propos de la classe ouvrière) explique également le déficit structurel du commerce extérieur. C'est en termes de classes et de luttes de classes, de modalité de l'exploitation qu'il faut expliquer ces phénomènes : « la lutte des classes qui est le dénouement de toute cette merde » comme écrivait Marx à Engels à propos de ses travaux d' « économie ».

On parle de déficit structurel dans la mesure où existe une tendance forte à la pénétration des importations et faible à la croissance des exportations. La première, du côté des importations, se mesure par le rapport entre l'augmentation de la demande intérieure et la progression des importations. En Grèce, sur une série lissée entre 1985 et 2007, on constate qu'une augmentation de 1 % de la demande intérieure induit une progression des importations de 1,68 %. Du côté des exportations, outre le faible éventail de produits proposés, on constate sur la même période que pour une augmentation de 1 % de la demande adressée à la Grèce pour les produits qu'elle exporte, les entreprises grecques ne peuvent fournir que 0,9 % : une élasticité négative à l'accroissement de la demande extérieure. Durant la période 1980 – 1994, la politique de relance décidée par le Pasok creuse les déficits et augmente l'inflation car l'offre intérieure est inélastique. On sait que durant les cinq dernières années le PIB a reculé de 25 %, mais, presque pire : la croissance des années 2000 – 2008 (3,7 % annuels contre 2,2 % pour la zone euro) a été prédatrice. Son moteur était la consommation à crédit de produits importés, dans un pays qui non content d'acheter la quasi-totalité de son pétrole et de son gaz, s'est mis à se fournir à l'étranger en viande et produits agricoles. Il est évident que l'économie grecque fut victime de l'euro. En principe, la valeur d'une monnaie reflète les performances de son économie, elle se dévalue si elles sont médiocres et se révalue si elles sont bonnes. Le faible poids de la Grèce dans la zone euro a pour conséquence que ses propres performances n'ont aucune influence sur le taux de change de l'euro. L'économie grecque subit, entre 2000 et 2008, la hausse constante de l'euro, de 0,82 dollar à 1,60. Aucune économie ne peut résister à une telle distorsion entre la réalité et la valeur de sa monnaie. Une économie aux productions déjà faiblement compétitives se trouve littéralement assommée par un tel taux de change. Avec une telle

monnaie, il vaut toujours mieux importer : l'ail vient de Chine et les agrumes du Maghreb. Inversement, à l'intérieur de la zone, l'impossibilité d'ajuster les parités donne aux économies les plus performantes un avantage à l'exportation vers les plus faibles en évitant à leurs produits le renchérissement que leur aurait valu la réévaluation de leur monnaie, d'autant plus que l'Allemagne (puisque c'est d'elle dont il est ici surtout question) au début des années 2000 fait le choix d'une « dévaluation intérieure » par la compression salariale.

La balance extérieure s'effondre, la dette s'accumule. L'euro et son « bienfait » passager, la manne de crédit, ont étouffé le pays. Cela peut paraître anecdotique mais, durant la fermeture des banques au début juillet, on a vu fleurir dans la presse grecque de petites histoires sur les producteurs d'œufs ne sachant que faire de leur production car les boîtes étaient importées du Portugal, ou d'agriculteurs arrêtant la récolte faute de cagettes. Un petit quartier chinois s'est développé dans le centre d'Athènes, non loin du marché, avec des boutiques d'électroniques mais aussi de tissus. Le premier importateur de produits grecs est l'Italie, il s'agit principalement d'huile d'olive, mais cette dernière est conditionnée pour devenir italienne. La Grèce fournit la matière première, la valeur ajoutée c'est pour l'Italie. La deuxième destination des exportations, ce n'est pas un pays : il s'agit des ravitaillements de bateaux étrangers dans les ports grecs, en pétrole et en vivres, etc., qui sont considérés comme des exportations. Les services, principalement le tourisme et le transport maritime (des activités qui peuvent être très volatiles) représentent à peu près la moitié des exportations totales. En 2011, le pays devait consacrer 12 % de son PIB à combler le déficit de la balance extérieure en s'endettant (nous verrons plus loin dans quelles conditions cette balance a été ramenée à l'équilibre).

La préservation d'une faible productivité globale comme source de rentes

La grande bourgeoisie grecque non seulement dans ses propres entreprises n'a jamais manifesté une propension extrême à l'investissement et à l'innovation, mais encore a trouvé pendant longtemps profitable de laisser subsister et croître une masse énorme de petites entreprises et de petits commerces à la productivité stagnante. Si la manne de crédit étouffe (pas tout le monde), c'est que le manque de compétitivité ça se travaille sur le long terme.

Après guerre, dans un pays ravagé, l'État s'affiche dirigiste et interventionniste. Les autorités instaurent une politique d'encadrement du crédit avec des taux réglementés par secteur. L'agriculture, l'industrie, les mines sont les secteurs prioritaires d'où l'immobilier est exclu. Quel que soit l'affichage des gouvernements successifs, les mesures gouvernementales demeurent des faisceaux de décisions prises selon la situation du moment et il n'y a pas d'administration puissante et compétente pour élaborer et faire appliquer ce dirigisme économique. Il n'existe aucun instrument de coercition pour aligner les décisions privées sur les plans gouvernementaux. Cette politique développementaliste s'articule en Grèce avec les contraintes du plan Marshall, l'État joue un rôle moteur dans le développement industriel et devient un grand pourvoyeur d'emplois, mais l'accès à ceux-ci dépend de l'obtention du certificat de civisme, c'est-à-dire de l'allégeance politique et de la protection d'un « patron ».

Dans les années 1970, après la chute des colonels, les objectifs développementaux deviennent de plus en plus vagues et discontinus et les partis au pouvoir colonisent systématiquement l'appareil bureaucratique et les objectifs à long terme de l'État disparaissent sans jamais avoir été réellement opérationnels. La machine gouvernementale consiste en une mosaïque de corps indépendants, isolés les uns des autres et inadéquatement coordonnés. Le choix développementaliste d'après-guerre aurait pu être le bon pour le capitalisme grec, mais il n'y avait pas d'État pour l'appliquer parce qu'il n'y avait pas de classe bourgeoise nationale pour le soutenir. La formation de l'État-nation est quelque chose que la bourgeoisie grecque n'a « soutenu » que pour ne pas en perdre le contrôle³⁹.

Bien que les grandes entreprises industrielles étatiques aient été les principales bénéficiaires des lignes de crédits préférentielles ouvertes par la politique « dirigiste » de l'État, les petites entreprises familiales, afin de maintenir le statu quo, ont été plus ménagées par

39. La première Assemblée nationale d'Épidaure composée de notables (1822) utilise pour la première fois le terme de « Révolution nationale » qu'elle distingue des « mouvements démagogiques et séditionnels » et instaure un suffrage censitaire extrêmement restreint. Il s'ensuit une guerre civile ouverte (1823-1825) qui épuise les forces de la Révolution. Les notables des îles alliés à ceux du Péloponnèse parviennent à écarter les chefs militaires populaires et posent les bases de l'État grec. Cette bourgeoisie incapable alors de résister à une contre-offensive ottomane ne doit la constitution de son État qu'à l'intervention des puissances anglaise, française et russe.

le pouvoir politique qu'en France par exemple. Si en France, le plan visait à l'élimination des entreprises à faible productivité, on ne peut pas dire la même chose du plan grec. Une partie du crédit était même acheminée vers ces petites unités de production familiales peu productives. Ainsi la limite supérieure du crédit bancaire en direction de ces PME a été souvent relevée de 1950 à 1960, avant d'être tout à fait abolie en 1963. Les termes des crédits aux PME sont alors égalisés avec ceux des entreprises industrielles que le gouvernement cherche à développer via sa politique de crédits préférentiels. La productivité, plus forte, des grandes entreprises aurait normalement dû éliminer une partie de ces PME. Cela ne s'est pas passé pour trois raisons. Premièrement, ces PME qui recourent à une main-d'œuvre mal payée (familiale) et au travail non déclaré ainsi qu'à la déclaration d'une seule partie des recettes sont assez résistantes (on entrevoit que la fraude fiscale est une caractéristique systémique de la structure capitaliste grecque et non un trait du Grec comme génétiquement *klephtes*⁴⁰). Deuxièmement, les barrières douanières et non-douanières mises en place par le gouvernement pour protéger son industrie naissante en soustrayant les grandes firmes grecques à la concurrence internationale leur a permis d'aligner leurs tarifs sur ceux des petites firmes, et donc de bénéficier de marges importantes, leur productivité étant meilleure. Ces profits extra ont été utilisés à des fins d'enrichissement et de consommation personnels plus qu'à des réinvestissements, en témoigne la dépendance constante, sur toute la période, de l'industrie aux crédits bancaires (et autres crédits commerciaux). Ainsi, dans les années 1960, les fonds propres dans l'industrie grecque sont en moyenne de 20 à 25 %, alors que, dans les économies avancées de l'Europe, ils oscillent entre 70 et 80 %. Troisièmement, les PME constituent un pool électoral important courtoisé et fidélisé par les gouvernements en place dans un climat de constante instabilité politique qu'aucune fraction de la classe capitaliste n'a intérêt à accentuer tant l'État comme fabrique du particulier en universel devenant le consensus dans lequel doivent se tenir et s'exprimer les antagonismes n'existe pas en Grèce.

La permanence de si nombreuses petites entreprises peut donc s'expliquer comme étant le fruit d'une entente tacite entre PME, gouvernement et grandes entreprises. Il faudra attendre la fin des

40. En Grèce, le terme est ambivalent, il désigne à la fois le voleur et les troupes de brigands luttant au XIX^e siècle contre l'occupation ottomane.

années 1980, pour que suite à l'entrée dans l'Union Européenne et aux décisions politiques de l'État de se désengager de l'économie, cette entente tacite commence à disparaître. À la fin des années 1990, les privatisations s'effectuent encore à un rythme très lent et attirent peu de convoitises, l'État conserve 51 % des actions des entreprises privatisées. Ce n'est qu'en septembre 2000 que le Pasok autorise les investisseurs à acquérir jusqu'à 66 % des actions. Mais les petites entreprises familiales ont continué à avoir la vie dure et la survie facilitée par les flots de crédits des années 2000-2007. En 2002, les PME de moins de 100 salariés emploient encore à elles seules 85 % de la population contre 66 % pour l'Europe des 15, les très petites entreprises (moins de 10 salariés) représentent 93,2 % des 771 000 entreprises recensées en Grèce en 2003. La crise a rompu le pacte mais l'emploi indépendant, qui ne donne qu'une information indicative sur l'importance des petites entreprises, décline lentement de 1995 à 2009 passant de 1 710 000 à 1 640 000 ; tandis que l'emploi salarié passe de 2 400 000 à 3 000 000 (population active : 5 100 000 en 2009).

La faible compétitivité de l'industrie ou de l'agriculture, l'incapacité à répondre à une augmentation de la demande, le caractère structurel du déficit commercial, ce ne sont pas des retards à rattraper, ce sont des caractéristiques systémiques du capitalisme en Grèce. Non seulement la prolifération de la micro-entreprise a été pendant longtemps une source de profit extra pour la grande bourgeoisie, mais encore elle présentait l'avantage d'atomiser le prolétariat dans une situation où l'État et les entreprises de la grande bourgeoisie avaient peu de capacités à intégrer la continuité de la reproduction sociale d'une classe ouvrière qui s'était montrée très combative chaque fois que l'occasion s'était présentée. Il est certain que la bourgeoisie grecque avait tiré les leçons de la Guerre civile et des grèves et émeutes qui avaient précédé la chute des colonels en 1973/1974.

« NO FUTURE » ?

Il est vrai qu'actuellement (2015) le commerce extérieur s'est équilibré. Mais cela ne signifie en rien un redémarrage de l'économie grecque. Ce rééquilibrage n'a été obtenu que par une baisse des importations, autrement dit par la monstrueuse récession de cette économie. Cependant, tout récemment, au premier trimestre 2015, on assiste à un redressement des exportations. Il n'y a là aucun dynamisme enfin apparu des secteurs exportateurs. Les données

d'Eurostat sont formelles : cette reprise des exportations est exclusivement le fait des exportations du poste « combustibles », sachant que les exportations de produits pétroliers sont avant tout le carburant emplissant les navires visitant les ports grecs. Les activités de raffinage s'étant faiblement accrues, cela signifie que les entreprises du secteur exportent le pétrole que le marché domestique n'achète plus : les Grecs ont froid, mais les exportations repartent.

Le schéma classique qui veut que la baisse des salaires rétablisse la compétitivité-prix et fasse progresser les exportations ne fonctionne pas en Grèce (contrairement dirait-on à l'Espagne). Le volume des exportations reste plat (mis à part le cas tout à fait particulier que nous venons de voir) et les parts de marché de la Grèce continuent de dégringoler. D'abord, on l'a dit, parce qu'elle a peu de choses à exporter et qu'ensuite la structure de ses entreprises fait qu'elles ne réagissent que faiblement à une augmentation de la demande. Mais il y a plus, nous retrouvons encore ici notre vieille connaissance : la grande bourgeoisie grecque qui sait à l'occasion faire des émules dans la petite. Les baisses de salaires se sont converties en profits et non en baisse des prix. Même la Commission européenne reconnaissait dans une publication de 2013 que : « Les taux de marge ont augmenté – en particulier dans les secteurs échangeables – absorbant ainsi une partie de la réduction des coûts salariaux unitaires ». Ce n'est pas « une partie », c'est l'intégralité qui a été absorbée. Entre 2008 et 2015, les coûts salariaux unitaires (compte tenu de la productivité) ont baissé de 24 % par rapport aux partenaires commerciaux de la Grèce. Les prix à l'exportation sont restés plats (toujours par rapport aux concurrents). Résultat : les marges de profit à l'exportation ont augmenté de 36 % par rapport à la moyenne des autres pays. L'austérité salariale en Grèce (la plus violente en Europe) est allée au rétablissement des profits, pas à celui de la compétitivité. Comme partout, derrière les problèmes de l'économie grecque, il y a la lutte des classes. Nous verrons plus loin que l'écrasement social et économique de la Grèce n'est pas destiné à faire redémarrer une économie productive ayant sa place dans les chaînes de fabrication mondiales, mais à réinsérer le pays dans l'économie mondiale de façon nouvelle et en continuité avec la nature de sa grande bourgeoisie : faire du *territoire* une plateforme logistique et un axe de circulation majeur de l'économie mondiale avec les activités de services que cela implique.

Ce système caractérisé par la prédation de la grande bourgeoisie et son alliance avec la micro-entreprise est à bout de souffle et

l'alliance a d'ores et déjà été rompue. À ce système à bout de souffle, il faut une nouvelle alliance hégémonique. Il faut également une « chose publique », mais personne n'est prêt à payer pour elle. Encore moins quand les revenus de la majorité de la population s'effondrent et que disparaissent les quelques prestations que cet État dispensait. L'État grec a perdu toute consistance, aucune de ses lois n'est valide sans un accord étranger (ce qui n'est que la forme exacerbée de la situation générale de tous les Parlements européens) et s'il veut connaître et avoir accès à ses contribuables, il faut que par-dessus la tête des émissaires de la Troïka, il pirate les ordinateurs de ses propres ministères.

Il fallait un champ de ruines, pour que la question de l'État et de l'insertion de la Grèce dans la mondialisation capitaliste soit posée dans des termes nouveaux sous la conduite de la grande bourgeoisie. Celle-ci était condamnée par sa propre histoire dans l'indépendance du pays et la formation de l'État, par sa situation particulière de classe dominante absentéiste de l'État, par le bloc hégémonique qu'elle formait avec les micro-entrepreneurs et les boutiquiers à ne pouvoir faire de l'État la puissante machinerie transformant le particulier en général. Elle était condamnée d'une part à prospérer contre ses propres conditions d'existence possibles en tant que bourgeoisie nationale et à triompher quand celles-ci sont anéanties, quand devient irrésistible le pouvoir du capitalisme global qui fut toujours son terrain de jeu privilégié. Mais ce résultat n'est pas de son fait, ce sont les luttes dans lesquelles se sont épuisées et ont été défaites toutes les autres classes de la société qui la poussent maintenant à l'avant-scène. Il lui faudra réaliser ce qu'elle n'a jamais pu accomplir depuis 1821, non seulement être en soi la classe dominante mais l'être aussi pour soi, c'est-à-dire faire de l'État son État, c'est-à-dire faire du *pouvoir* en Grèce un *État*.

Pour la grande bourgeoisie, ces familles pour lesquelles l'État-nation et le développement d'un capitalisme national n'ont jamais été une préoccupation majeure, la conjoncture historique et économique offre la possibilité d'enfin devenir, dans l'État, classe dominante pour soi. Entre l'absentéisme national de cette grande bourgeoisie, la dénationalisation de l'État et l'inscription de la Grèce dans la chaîne mondiale de la valorisation, se crée une conjoncture historique, une rencontre, une opportunité. Le protocole d'accord « négocié » au mois d'août 2015 prévoit que toutes les décisions ayant un impact budgétaire devront avoir été négociées au préalable

avec les créanciers. Non seulement cela renforce le projet de faire de la Grèce un simple chaînon du capitalisme européen, mais encore cela décharge la grande bourgeoisie du souci d'apparaître au grand jour comme l'agent de ce projet

Le nouveau cycle de privatisations qui s'ouvre, particulièrement en ce qui concerne la sphère de la circulation des marchandises avec la privatisation des chemins de fer (actée par Syriza dès le plan proposé en février 2015), des aéroports et des ports, la « libéralisation » du marché pour les routes et les transports maritimes, est d'une importance primordiale. En dirigeant les dépenses de l'État dont la plus grande partie était financée par les fonds structurels de l'Union Européenne, les capitalistes grecs visaient à synchroniser leur démarche avec celle des capitalistes chinois qui investissent massivement dans le développement des infrastructures : la liaison Belgrade-Budapest, la construction de terminaux et de « ports secs », la modernisation du port du Pirée dont l'importance s'accroît du fait de l'élargissement du canal de Suez. La Grèce est devenue un chaînon important des réseaux logistiques mondiaux par ses ports et sa marine marchande. Avec ces investissements, elle devient la porte d'entrée vers tout l'hinterland allemand que constitue l'Europe centrale et orientale, mais aussi la porte de sortie de la production de ces zones, orientées vers l'exportation et où agit une main-d'œuvre bon marché, disciplinée et bien éduquée. Elle devient une pièce essentielle du dispositif européen du capitalisme allemand tant pour l'exportation que pour l'importation de biens de consommation bon marché venant de Chine ou du Sud-est asiatique⁴¹. Toujours selon le même protocole : les procédures de libéralisation des ports du Pirée et de Thessalonique « devront entrer dans une phase active avant la fin du mois d'octobre » et des mesures « irréversibles » devront être adoptées concernant la vente des aéroports régionaux à une société allemande Fraport, associée, comme il se doit dans la bonne tradition de la bourgeoisie grecque, à une société grecque. Arrêtons-nous un instant sur cette opération emblématique. La société allemande s'associe à Slentel, une filiale d'un groupe familial grec celui de Dimitris Copezoulos, ce groupe qui débuta dans les transports en commun, se spécialisa ensuite dans l'énergie (gaz naturel, centrales électriques, solaire), mais il intervient aussi dans le traitement des déchets et surtout dans le « conseil en grandes infrastructures ». La manne publique n'est jamais très loin. Il est amusant

41. Nous reprenons en partie cette analyse d'un texte du groupe autonome grec TPTG.

de relever que, sur ce marché, cette association a damé le pion à deux autres compères du même tonneau : le groupe français Vinci et la société Aktor propriété de la famille Bobolas dont nous avons déjà parlé. Derrière l'Allemand, le Français, l'Italien ou le Britannique, vous trouverez toujours un parrain de la grande bourgeoisie grecque. Ajoutons, mais cela allait sans dire, que les bénéfices de ces privatisations iront au remboursement de la dette, les Grecs pourront regarder passer les avions sur fond d'îles privatisées (comme déjà une grande partie de la ville de Fira à Santorin). Malgré quelques formules ambiguës et sa localisation en Grèce, le fonds de privatisation sera complètement soustrait à tout contrôle politique national, tout comme la politique fiscale.

Le groupe chinois Cosco qui depuis 2008 a pris la concession de la partie marchande du port du Pirée a déjà signé des accords importants avec Hewlett Packard et d'autres multinationales pour transporter leurs produits vers l'Europe. L'importance du trafic maritime et des services bancaires bien implantés en Europe centrale prédisposent la Grèce à cette fonction logistique de transit. Il n'y a presque pas de droits de douane sur les produits importés et exportés via les ports grecs et ce pays est déjà une plateforme de transit importante pour les produits pétroliers. La marine marchande grecque est la première du monde avec tout de même un quart des navires flottant sous pavillon national. Accompagnant ces activités de transit, la Grèce est déjà une petite capitale financière pour les Balkans.

Mais il ne suffit pas pour la grande bourgeoisie que se dessine une fonction économique, encore faut-il qu'elle parvienne à faire de cette fonction une prédominance politique dans l'État. Pour cela deux obstacles se dressent devant elle : la réforme fiscale et la constitution d'un bloc hégémonique susceptible de représenter la société, ses « intérêts généraux ». Il est évident que les deux tâches à réaliser sont liées entre elles.

D'un côté, la grande bourgeoisie ne pourra mener à bien la mise en forme de sa fonction économique qu'en mettant en évidence la rupture de sa vieille alliance tacite avec la petite bourgeoisie traditionnelle qui, de toute façon, après son ralliement à Syriza, sera le dindon de la farce, y compris la masse des petits paysans qui devra subir une augmentation de la TVA sur tous les intrants, la fin des subventions et une sévère augmentation des taxes foncières. Mais, d'un autre côté, le bloc qu'elle peut former avec les classes moyennes modernes, particulièrement les professions libérales, est miné par

les nécessités de la réforme fiscale dont ces classes doivent en partie faire les frais et par la suppression des barrières légales qui les protègent. À moins que les nécessités politiques les préservent et que toute la réforme passe par une réduction encore plus draïstique des dépenses publiques et qu'une augmentation de la TVA sacrifie la consommation intérieure.

Quand Syriza flétrit maintenant comme « populiste » et « irréaliste » ce qu'il avait célébré autrefois comme « justice sociale » et « combat subversif », la petite bourgeoisie et les classes moyennes reconnaissent que leur propre intérêt commande qu'elles soient préservées des dangers de leur propre domination politique. Pour tenter de maintenir leur existence sociale dans le bloc hégémonique en gestation, il leur faut briser leur puissance politique. Elles ne peuvent espérer continuer à exister discrètement qu'à la condition de se condamner sous l'égide de la grande bourgeoisie à la nullité politique. Pour avoir atteint un but qui n'était pas le sien, mais qu'il a produit avec conscience et obstination, Syriza brille de ses derniers feux. Depuis le 5 juillet, le parti s'efforce de prouver par un comportement décent et réfléchi combien on l'avait méconnu en le décrivant comme « anarchiste » et en interprétant son arrivée au pouvoir comme une victoire de la « subversion ». Dans la nuit du 13 au 14 août 2015, Alexis Tsipras a obtenu le vote d'acceptation des conditions imposées par la « Troïka », mais il n'a plus ni majorité, ni parti. Il est l'otage de la ND et du Pasok. Étant tombé au Parlement en dessous des 120 voix nécessaires, selon les règles politiques grecques, pour la survie de son gouvernement minoritaire, il devra recourir à de nouvelles élections et de nouvelles aventures comme celle de la *recomposition de la droite grecque* et de ce bloc hégémonique en gestation.

Il existe encore un troisième obstacle. Il faudra obtenir, au nom de la préservation de l'emploi et du développement économique, non pas le soutien mais au moins la neutralité des syndicats dans le privé et espérer la passivité de leur base. Pour cela, le secteur public qui, dans l'austérité générale avec son cortège de baisses des salaires, de pertes d'emploi, de disparition des primes, avait été jusqu'à maintenant moins frappé (tout est relatif) que le secteur privé, sera la cible favorite de toutes les attaques. Cela d'autant plus qu'une grande campagne idéologique contre le « clientélisme », la corruption, la gabegie des partis politiques constitue le b.a. ba de tous les communicants. Le protocole d'août 2015 impose déjà que le gouvernement grec revienne sur des mesures adoptées comme la réembauche de

4000 fonctionnaires. Les emblématiques 595 femmes de ménage du ministère des Finances licenciées en août 2013 par le gouvernement Samaras et réembauchées seulement en juillet 2015 par le gouvernement Tsipras ont toutes les raisons d'être inquiètes.

Enfin, une telle recomposition de la classe dominante fondée sur des fonctions mondialisées de transport, logistique, transit, services, etc. implique la production d'une masse considérable de surnuméraires. Quand on voit la catastrophe sociale qu'a provoquée, sous Thatcher, en Grande-Bretagne, une telle réorientation de l'économie, on imagine aisément ce que cela pourrait donner dans un pays qui ne pourra jamais prétendre atteindre le niveau de la Grande-Bretagne dans ces nouvelles fonctions. Mais le processus est depuis cinq ans bien engagé. On lit souvent que la Grèce est un « laboratoire » : laboratoire de l'imposition de la misère dans un ex-pays développé mais aussi, laboratoire des alternatives et de la résistance (pas « la révolution en marche mais presque », comme le claironnent certains films militants). Et si les deux aspects du « laboratoire » ne faisaient qu'un ? Ayant renoncé à bouleverser le vieux monde par ses propres moyens, parce qu'elle en manque, une fraction du prolétariat se lance dans des expériences d'échanges et d'associations, cherchant à accomplir son salut, parce qu'elle n'a pas le choix, derrière le dos de la société, dans ses pores, en privé, dans les limites restreintes de ses conditions d'existence.

De façon générale, la restructuration du mode de production capitaliste, si elle advient, devra être une reconfiguration de la mondialisation combinant deux impératifs pour l'instant peu conciliables.

D'une part, un approfondissement de toutes les fractures territoriales qui font de tous les États des mosaïques juxtaposant des zones en prise directe avec les grands flux mondiaux de la valorisation, des zones d'environnement logistique et de sous-traitance aussi bien de production que de services, des zones de réserve de sous-prolétaires où le salariat associé à toutes autres sortes d'activités n'est plus le mode de reproduction dominant. Mosaïque traversée de flux migratoires de plus en plus intenses. La proximité n'est plus dans la continuité territoriale et dans l'emboîtement des niveaux d'échelles du local au mondial en passant par le régional et le national, elle n'est plus du voisinage. Le « proche » de Manhattan c'est Singapour, ce n'est pas Newark.

D'autre part, une relocalisation jointe de la valorisation du capital et de la reproduction de la force de travail selon de nouvelles modalités et dans des espaces non-nationaux construits comme territoires

par le contrôle des marchés financiers et des routes commerciales terrestres et maritimes. Il faut noter que depuis le début des années 2000, les échanges commerciaux se « régionalisent », alors que dans les années 1990 les chaînes de production s'internationalisaient à l'extrême, elles se concentrent de nouveau régionalement.

Combinaison hautement problématique car suspendue à l'apparition de nouveaux dispositifs d'exploitation de la force de travail, retravaillant toute la segmentation du prolétariat mondial, conférant de nouveaux contenus à la distinction de genre et à la racialisation. Il faudra toujours extorquer de la plus-value et c'est dans la façon de le faire que se trouve le cœur de la recombinaison de la mondialisation/dénationalisation de l'État, avec la reproduction à ressouder entre le capital et la force de travail. Et sur ce dernier point rien n'est fait, le combat n'a pas encore eu lieu. Ce n'est pas une « insurrection qui vient », mais une guerre. Il s'agira pour la classe capitaliste mondiale de retourner à son avantage comme mode d'exploitation et de reproduction de la force de travail le fait que dans sa contradiction avec le capital, le prolétariat est en contradiction avec lui-même : nouvelles formes de segmentation, de types d'emploi (disponibilité permanente et auto-emploi), de rotation de la main-d'œuvre, place de l'informel, revitalisation de la petite production marchande, espaces plus ou moins autonomes et autogérés. Plus la subsumption réelle du travail sous le capital se parfait, plus elle s'éloigne de son concept, mais les concepts sont faits pour comprendre et non pour exister et se réaliser. Au travers de ces quelques « vaticinations », nous ne nous sommes pas trop éloignés du fameux « laboratoire grec » comme recherche de tout ce que l'on peut faire endurer comme régression de niveau et de mode de vie à la population d'une aire capitaliste centrale.

Tous les partis qui d'une façon ou d'une autre ont soutenu les mémorandums successifs ont connu le désastre et la ruine. Le parti social-démocrate traditionnel, le Pasok, a presque complètement disparu, la ND conserve un cœur d'électeurs encore respectable, mais il a nettement diminué en taille et en influence comme son électorat qui ne demeure important que dans la partie la plus âgée de la population, le parti d'extrême droite LAOS a disparu du paysage politique ainsi que le parti DIMAR de centre gauche qui osa prendre la place du LAOS dans la coalition gouvernementale PASOK-ND après les élections législatives de juin 2012. Il est légitime de s'interroger sur la capacité des deux partis gouvernementaux

actuels (Syriza et ANEL) à résister à la pression sociale à moyen ou long terme, spécialement après l'effondrement de tout le jeu de rôles bruxellois. Aucun des deux ne peut sérieusement prétendre contrôler et absorber les réactions sociales aux mesures d'austérité à venir. La « Plateforme de gauche » a affiché son propre vide dans ses mascarades d'opposition à la majorité du parti. Les « anarchistes contre l'Union Européenne » et les trotskiistes de l'EEK qui pour la première fois furent présents ensemble à la manifestation contre Angela Merkel le 15 février 2015, avec les gauchistes d'Antarsya⁴², ont besoin d'un grand sens de l'humour pour réellement croire qu'ils peuvent diriger la contestation sociale contre le gouvernement actuel. L'illusion que l'on peut jouer à volonté avec la brutale réalité de la préférence nationale s'est révélée contagieuse au travers de tout le spectre politique.

Mais que resterait-il à faire face au désenchantement du bloc interclassiste ? Les défenseurs de la perspective d'une future intervention de l'armée sous-estiment à la fois qu'elle correspondrait mal aux impératifs du capitalisme actuel et à la centralité de la composition de classe du prolétariat. La junte militaire ne s'est imposée que lorsque la classe ouvrière était plus ou moins nationalement homogène et sa survie était liée à la croissance économique. Ce n'est plus du tout la situation actuelle en Grèce où non seulement il est impossible d'envisager une dictature développementaliste (réduire le coût de la force de travail encore plus bas pour surmonter la crise de rentabilité ne nécessite pas une telle suppression de la démocratie parlementaire), mais encore où plus d'un million de migrants sont présents. Il se peut que la stabilité interne des formations sociales capitalistes actuelles soit, entre autres choses, plus dépendante du renforcement des divisions à l'intérieur d'un prolétariat multinational, que de sa simple unification sous un régime dictatorial qui ris-

42. Antarsya : « Coopération anticapitaliste de gauche pour la subversion ». Rassemblement fondé le 22 mars 2009 à Athènes par dix organisations d'extrême gauche (surtout maoïstes et trotskiistes issus du KKE). Antarsya appelle à l'annulation de la dette et à la nationalisation sans compensation des grandes industries, milite pour une interdiction des licenciements et un salaire minimum à 1400 euros, la réduction du temps de travail à 35 heures sans diminution de salaire, le désarmement de la police, l'obtention de droits politiques et sociaux pour les immigrés ainsi que pour une politique « écosocialiste ». Le Rassemblement se présente aux élections et n'a dépassé qu'une fois 1% aux législatives de mai 2012.

querait de traiter tous les travailleurs de la même façon. La récente élection du bras droit d'un armateur mafieux bien connu comme maire du Pirée et la privatisation partielle de l'autorité portuaire, apportent une solution plus efficace au problème.

Les prolétaires grecs sont actuellement rejetés en situation de parias. Quand la crise est devenue celle de la distribution et du revenu, ils se sont retrouvés, au tournant de 2011/2012, dirigés par les classes moyennes et la petite bourgeoisie, ils ne sont plus une puissance. Les dynamiques exposées au début de ce texte ne sont pas mortes, mais, pour les prolétaires grecs, par leurs défaites successives, le processus historique avec ses enjeux se déroule, *pour l'heure*, une fois de plus, par-dessus leurs têtes. Mais le nouveau ministre des Finances (fin août) George Chouliarakis, porte une cravate.

Octobre 2015

CET
OUVRAGE A
ÉTÉ ACHÉVÉ
D'IMPRIMER
LE 1^{ER} AVRIL
DEUX MILLE
SEIZE POUR
LE COMPTE
DES ÉDITIONS
SENONEVERO
À MARSEILLE



IMPRIMÉ
EN FRANCE
SUR LES
PRESSES DE
LA SEPEC
NUMÉRIQUE